

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE CONTROLE
DE
LA DURÉE DU TRAVAIL
DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Mardi 9 Novembre 1909, à 1 h. 1/2

PAR

GUSTAVE GRAUX

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants : { MM. TRUCHY, professeur.
CAPITANT, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1909

LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE CONTROLE

DE

LA DURÉE DU TRAVAIL

DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Mardi 9 Novembre 1909, à 1 h. 1/2

PAR

GUSTAVE GRAUX

Président : M. JAY, professeur.
Suffragants : { MM. TRUCHY, professeur.
CAPITANT, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
11, Rue Victor Cousin, 11

1909



INTRODUCTION

L'emploi de l'enfant trop jeune à l'atelier ou pendant une durée trop longue a des conséquences funestes ; non seulement sa culture morale et intellectuelle, loin de s'accroître s'affaiblit mais encore par suite d'une fatigue chaque jour répétée, du manque d'air et de l'obligation prolongée de garder la même attitude, son développement physique s'arrête : l'enfant se trouve dès lors prédisposé à être contaminé par toutes les maladies contagieuses et à être frappé d'infirmités précoces et graves. Si l'on prend un certain nombre d'enfants de toutes conditions sociales et qu'on mesure la taille, le poids, le coefficient de dilatation du thorax de ces enfants, on constate que les chiffres relevés pour les enfants ouvriers sont très inférieurs aux autres.

On doit aussi veiller à ce que la femme, personne également faible et mère de famille ne compromette pas, pas de trop longues heures de travail, sa santé et celle de ses futurs enfants.

L'ouvrier adulte même a une puissance de labeur qu'il ne doit pas dépasser ; un travail excessif le présente sans résistance aux dangers de la maladie, et la tuberculose comme on l'a facilement constaté est non seulement une maladie infectieuse mais une maladie sociale. L'ouvrier est père de famille et citoyen, il lui faut le temps nécessaire à l'exercice de ses droits et de

ses devoirs ; de mauvaises conditions de travail affaiblissent le lien familial en rendant impossible l'éducation des enfants.

Les intérêts les plus essentiels de la nation française, pays de service militaire obligatoire et de suffrage universel sont donc liés à la bonne santé et au bien-être de la classe des travailleurs.

Les efforts louables de certains patrons ne sont pas suffisants en raison de la concurrence pour réaliser l'amélioration du sort de leurs employés ; l'intervention du législateur était nécessaire pour garantir le droit à la vie de la classe ouvrière.

Les ouvriers attachent une importance considérable à la limitation de la journée de travail et à mesure qu'ils ont eu conscience de leur puissance, leurs revendications dont la légitimité est du reste conforme à la justice, sont devenues plus vives et plus ardentes ; ainsi au congrès international du travail en 1867 il était proclamé solennellement que la première condition de toute émancipation ouvrière était la limitation de la journée de travail.

Au commencement du xix^e siècle, en France, comme dans tous les pays d'Europe, l'état du personnel ouvrier était des plus pénibles. Le « Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie » du docteur Villermé, en 1840, le prouve surabondamment.

La première loi protectrice française fut la loi du 22 mars 1841 sur le travail des enfants employés dans les usines, manufactures et ateliers.

En 1848 naquit le problème plus large de la réglementation du travail de tous les ouvriers en général ;

sans nous arrêter au décret du 2 mars 1848 adopté dans le mouvement révolutionnaire et devenu rapidement impopulaire, la loi du 9 septembre 1848 réduisit à 12 heures la durée du travail de tous les ouvriers dans les usines et manufactures.

La loi de 1848 tomba rapidement dans l'oubli et celle de 1841 ne fut guère plus heureuse, n'ayant été appliquée que dans quelques départements, comme la Seine, le Nord, le Pas-de-Calais, la Seine-Inférieure, l'Oise qui créèrent à leurs frais des postes d'inspecteurs.

Car un des rouages essentiels de toute législation ouvrière est une inspection du travail fortement organisée.

Tandis qu'en Angleterre, cette inspection était créée dès l'act du 29 août 1833, act qui fut véritablement l'origine de la législation ouvrière anglaise, en France ce ne fut que la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, qui confia l'exécution de ses dispositions à des fonctionnaires spéciaux qui prirent le titre d'inspecteurs du travail. Cette loi de 1874 outre qu'elle créait l'inspection du travail, assurait pour la première fois à l'enfance ouvrière une protection efficace et en interdisant le travail souterrain aux femmes inaugurait la législation protectrice de l'ouvrière. La loi du 16 février 1883 chargea un peu plus tard ces inspecteurs d'assurer l'exécution de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail des ouvriers adultes et cette dernière loi, morte pour ainsi dire depuis 35 ans, reprit vie.

Malgré les difficultés nombreuses auxquelles ils se heurtèrent, les inspecteurs du travail ne tardèrent pas à montrer que leur existence était nécessaire, aussi la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des

filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ne pouvait qu'augmenter leur pouvoir de contrôle et de surveillance.

Cette loi de 1892 qui apportait divers régimes légaux du travail, 10 heures pour les enfants de moins de 16 ans, 11 heures avec un maximum de 60 heures par semaine pour les enfants de 16 à 18 ans, 11 heures pour les femmes et 12 heures pour les hommes (suivant la loi de 1848) fut depuis modifiée par la loi du 30 mars 1900. Cette dernière loi après 3 étapes réduisit à 10 heures la durée du travail des jeunes ouvriers et ouvrières, et en modifiant l'article 1^{er} de la loi de 1848 admit la même réduction pour les hommes adultes travaillant dans les mêmes locaux que les personnes protégées par la loi de 1892.

Les lois dont l'exécution est spécialement confiée aux inspecteurs du travail sont aujourd'hui nombreuses ; chargés d'assurer le respect des prescriptions d'hygiène et de salubrité et la complète application de la réglementation légale du travail, la tâche de ces fonctionnaires est des plus délicates.

A eux incombe spécialement le soin de vérifier si la limite légale de la durée du travail dans les établissements industriels est sérieusement observée, de surveiller si les chefs d'entreprise n'emploient pas leurs ouvriers un temps plus long que la loi ne le leur permet. Les dispositions législatives limitant les heures de travail sont toujours des plus importantes, d'elles dépendent la santé, la culture intellectuelle et morale, le bien-être de la classe ouvrière. Il ne faut pas que les industriels tournent la loi et réalisent sur leurs concurrents

plus consciencieux, par des manœuvres déloyales, des bénéfices illicites.

Mais ce contrôle de la durée du travail est particulièrement difficile, l'inspecteur ne pouvant guère compter sur l'aveu des patrons en faute, ni sur le témoignage des ouvriers trop dépendants de leur maître.

Aussi, le législateur, dans l'article 11 de la loi du 2 novembre 1892, pour donner à l'inspecteur le moyen de vérifier si la limitation légale du travail était respectée prescrivit, que les patrons devraient afficher dans les ateliers les heures auxquelles commence et finit le travail, ainsi que les heures et la durée des repos et qu'un exemplaire de cette affiche devrait être adressé à l'Inspecteur du travail.

On pouvait dès lors croire que ce texte allait donner à l'Inspecteur un moyen commode de contrôler dans les établissements visés par la loi de 1892, la durée du travail des enfants et des femmes, et aussi après le vote de la loi du 30 mars 1900, la durée du travail des hommes adultes employés dans les mêmes locaux que les personnes protégées par la loi de 1892. L'Inspecteur pénétrant dans une usine devant dresser procès-verbal de contravention s'il constatait qu'entre le tableau affiché et la durée réelle du travail il n'y avait pas concordance ; l'amende, suivant l'article 26 de la loi de 1892 devant être appliquée autant de fois qu'il y avait d'ouvriers employés dans les conditions contraires à celles affichées.

Malheureusement, il en fut tout autrement ! la Cour de cassation, par plusieurs de ses arrêts, ayant fait perdre aux dispositions de l'article 11 de la loi, presque toute leur force.

En effet, deux arrêts de la Cour suprême du 30 novembre 1901 et du 27 décembre 1901 décidèrent que la simultanéité des repos prescrite par la loi de 1900 modifiant l'article 3 de la loi de 1892 ne devait s'appliquer qu'aux femmes et aux enfants, ce qui enlevait tout moyen de contrôle pour les ouvriers adultes, les heures de travail et de repos n'étant plus les mêmes pour tous et aucun horaire n'étant exigé pour les ouvriers adultes.

Puis un arrêt du 27 avril 1900 déclara que le fait d'employer des ouvriers après l'heure fixée par l'horaire pour la clôture des travaux n'était pas défendu et puni lorsqu'il était certain que la durée légale du travail n'était pas dépassée.

Enfin un arrêt du 6 mai 1904 décida qu'aucun texte ne le déclarant expressément le défaut de concordance entre le tableau affiché et les heures de travail réel n'était pas punissable.

Cette jurisprudence, qui paraît du reste, contraire à l'esprit de la loi, rend pour ainsi dire inutiles les dispositions de l'affichage de l'horaire prescrites par la loi de 1892 ; la tâche des inspecteurs est dès lors devenue presque impossible.

Aussi, dans son rapport sur l'application de la loi de 1892 pendant l'année 1902, la Commission supérieure du travail estimait déjà « indispensable de provoquer du législateur des dispositions nouvelles assurant une sanction plus efficace de l'application de la loi ».

Le Gouvernement et le Parlement ont également compris la nécessité d'un texte plus précis.

Le 14 juin 1904, M. Trouillot, ministre du Com-

merce et de l'Industrie, a déposé un projet de loi relatif au contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels ayant pour but d'obliger les chefs d'entreprise à afficher un horaire général fixant d'une manière uniforme les heures de travail et de repos pour les ouvriers non visés par des horaires nominatifs ; la preuve que la durée légale du travail n'a pas été dépassée ne pouvant être admise et la non concordance de l'horaire avec la durée du travail effectif étant une contravention nouvelle.

La question est à nouveau rappelée dans le projet de loi déposé le 6 février 1905, portant codification des lois ouvrières et dans celui déposé le 10 juillet 1906 relatif à la réglementation du travail.

Le 31 janvier 1906, M. Chambon a déposé un rapport au nom de la Commission du travail, de la Chambre des députés sur le projet de loi de 1904. Ce rapport fut repris et renvoyé à la Commission, au cours de la 9^e législature, par décision de la Chambre le 6 juillet 1906 et fut inséré à nouveau dans le rapport de M. Justin Godart, déposé le 21 mars 1907, sur la réglementation du travail.

Enfin, dans les séances des 18 et 25 juin 1908, la Chambre des Députés, après déclaration de l'urgence, adopta un texte sur le projet de loi relatif à la réglementation du travail, sur les dispositions concernant le contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels.

Ce projet de loi adopté par la Chambre des députés fut déposé sur le bureau du Sénat le 7 juillet 1908 et est actuellement soumis à l'examen d'une Commission spéciale de 9 membres, nommée le 20 octobre 1908.

D'après le texte voté par la Chambre il ressort : que l'emploi de tout travailleur en dehors des heures fixées par l'horaire général ou par l'horaire spécial le concernant, constitue une contravention, de même que l'emploi en l'absence d'horaire général de tout travailleur occupé dans l'établissement sans être porté sur une affiche nominative.

Ces dispositions, si elles sont acceptées par le Sénat, donneront aux Inspecteurs du Travail, un pouvoir efficace de contrôle.

Les desiderata de la classe ouvrière sont nombreux et souvent légitimes ; le législateur semble vouloir s'efforcer d'améliorer la condition des travailleurs, mais c'est une politique dangereuse que celle qui consiste à faire croire aux ouvriers, qu'on leur assure une protection en l'inscrivant dans la loi, sans la réaliser dans les faits. Il faut donc que le Parlement, afin que les lois ouvrières ne soient pas prises pour de vaines manifestations de sollicitude, fasse en sorte que les dispositions édictées soient sérieusement appliquées ; les lois de 1848, de 1892 et de 1900 sur la réglementation du travail ne pourront donner leur plein effet qu'après l'établissement d'un contrôle ferme et de sanctions sérieuses.

C'est cette importante question du contrôle de la durée du travail, que nous nous sommes proposé d'étudier ; en insistant sur l'affichage d'un tableau des heures de travail, moyen de contrôle établi par l'article 11 de la loi du 2 novembre 1892.

Nous chercherons à montrer, étant donné la lourde tâche des inspecteurs et le nombre des établissements à visiter, les difficultés de ce contrôle, la pensée du légis-

lateur de 1892, les effets des arrêts de la Cour de cassation et enfin avec les critiques soulevées, l'élaboration du nouveau texte voté par la Chambre.

L'étude se divisera tout naturellement en quatre parties :

Dans la 1^{re} nous montrerons rapidement les attributions des inspecteurs du travail, le nombre des établissements soumis à leurs visites, leur insuffisance numérique, leurs pouvoirs en examinant de plus près les moyens de contrôle, notamment la prescription de l'affichage de l'horaire du travail.

Dans la 2^e nous étudierons la jurisprudence de la Cour de cassation et les fâcheux effets qui en sont résultés.

Dans la 3^e nous passerons succinctement en revue les législations étrangères.

Enfin dans la 4^e nous suivrons pas à pas les efforts du législateur français, depuis le dépôt du projet de loi de 1904, jusqu'au vote du texte adopté par la Chambre le 25 juin 1908, en examinant les rapports de la Commission pour la codification des lois ouvrières et des Commissions parlementaires, les critiques de la presse et des Chambres de commerce.

PREMIÈRE PARTIE

LA LIMITATION LÉGALE DE LA JOURNÉE
DE TRAVAIL EN FRANCE
LES MOYENS DE CONTROLE DE LA DURÉE LÉGALE
DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER

ATTRIBUTIONS DES INSPECTEURS DU TRAVAIL

Il faut pour se rendre compte de la réelle difficulté du contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels, qui incombe aux Inspecteurs du Travail, connaître tout d'abord les nombreuses lois dont l'exécution est confiée à ces fonctionnaires, le nombre chaque année croissant des établissements soumis à leurs visites et le chiffre des ouvriers des deux sexes qu'ils ont mission de protéger.

Les lois dont les Inspecteurs du Travail sont chargés de contrôler l'application sont les suivantes :

1° La loi du 9 septembre 1848, limitant à 12 heures la durée du travail effectif des ouvriers adultes dans les usines et manufactures. L'article 2 de la loi du 30 mars 1900 a apporté à la loi de 1848 une modification importante en limitant à 10 heures le travail des adultes des établissements industriels, lorsqu'ils sont occupés dans les mêmes locaux que des enfants ou des femmes ;

2° La loi du 2 novembre 1892 modifiée par la loi du 30 mars 1900, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ;

3° La loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et dont les dispositions ont été étendues aux établissements du commerce par la loi du 11 juillet 1903 ;

4° La loi du 29 décembre 1900 qui édicte que « les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant dans lesquels est employé un personnel féminin doivent être dans chaque salle munis d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont occupées ».

5° La loi du 7 décembre 1874, sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, concurremment avec les commissaires de police ;

6° L'article 11 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, qui oblige le Maire à aviser immédiatement l'Inspecteur départemental du Travail de ces accidents ; de plus l'infraction à l'article 31 qui oblige sous peine d'amende, les chefs d'entreprise à faire afficher dans chaque atelier la dite loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution peut être également constatée par l'Inspecteur du Travail ;

7° La loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire des ouvriers ou employés de l'industrie et du commerce. Cette loi, en somme, porte extension aux ouvriers adultes de l'industrie et au personnel des établissements du commerce de l'obligation du repos hebdomadaire que l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892 n'avait prescrit qu'en faveur des mineurs de dix-huit ans et des femmes occupées dans les établissements industriels. Cette extension intéresse également le travail des femmes et des enfants, car l'article 18 de la

loi du 13 juillet 1906 stipule expressément que certaines dérogations à la règle ne sauraient comprendre le personnel protégé par la loi de 1892 et que d'autres dérogations ne seront applicables à ce personnel que s'il appartient à des catégories expressément mentionnées dans un règlement ;

8° La loi du 30 avril 1909 relatif aux travaux présentant des causes de danger ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité qui seront interdits aux femmes et aux enfants de moins de dix-huit ans employés dans les établissements commerciaux désignés à l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, et qui seront déterminés par des règlements d'administration publique rendus après avis de la Commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures.

9° La loi du 20 juillet 1909, portant qu'après l'expiration de la cinquième année qui suivra la promulgation de la loi, l'emploi de la céruse, de l'huile de lin plombifère et de tout produit spécialisé renfermant de la céruse sera interdit dans tous les travaux de peinture, de quelque nature qu'ils soient, exécutés par les ouvriers peintres, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments.

Rappelons aussi que l'article 8 de la loi du 2 novembre 1892 déjà citée, fait un devoir aux inspecteurs d'assurer leur contrôle dans les théâtres ou cafés concerts sédentaires ; la loi interdisant aux enfants des deux sexes âgés de moins de 13 ans d'être employés comme acteurs ou figurants dans les représentations ; et que l'article 21 de la même loi donne mission aux inspecteurs, en dehors de la surveillance qui leur est con-

fiée, d'établir la statistique des conditions du travail industriel dans la région qu'ils sont chargés de surveiller.

En somme, presque tout le personnel ouvrier (1), sauf en ce qui concerne les exploitations des mines, minières et carrières, dont l'exécution, par l'article 17 de la loi du 2 novembre 1892 est exclusivement confiée, pour des raisons techniques aux ingénieurs et contrôleurs des mines et sauf le conseil spécial qui a été institué dans les établissements de la guerre et de la marine pour les nécessités de la défense nationale, est soumis, sous le rapport de la réglementation du travail, de l'hygiène et de la sécurité, à la surveillance de l'Inspection du Travail, surveillance qui s'étend également aux apprentis et aux étrangers travaillant dans les établissements visés par la loi.

(1) Voir plus loin les établissements auxquels s'appliquent les lois de 1848 et de 1892.

CHAPITRE II

NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS SOUMIS A L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Le nombre des établissements soumis à la surveillance du service de l'Inspection du Travail, en vertu des lois précédentes, suivant le rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi du 2 novembre 1892, pendant l'année 1908 est de 545.932, savoir :

Etablissements soumis à la loi du 2 novembre 1892-30 mars 1900 (et à la loi du 12 juin 1893)	168.048
Etablissements soumis à la loi du 9 septembre 1848 (et à la loi du 12 juin 1893, à l'exclusion de la loi du 30 mars 1900)	38.692
Etablissements soumis à la loi du 12 juin 1893, 11 juillet 1903, seulement...	318.775
Etablissements soumis à la loi du 13 juillet 1906, seulement	20.417

Très importante, pour les établissements soumis à un titre quelconque au contrôle, est la distinction ci-après faite d'après l'importance du personnel :

Etablissements occupant de 1 à 5 ouvriers	440.286
Etablissements occupant de 6 à 20 ouvriers	76.963
Etablissements occupant de 21 à 100 ouvriers	23.540
Etablissements occupant de 101 à 500 ouvriers	4.621
Etablissements occupant plus de 500 ouvriers	522

Il importe aussi de distinguer les établissements occupant des femmes et des enfants de ceux n'occupant qu'un personnel adulte.

D'après les états statistiques des inspecteurs, on compte :

Etablissements avec personnel féminin ou mixte	275.303
Etablissements avec personnel masculin adulte	270.629

Il est nécessaire de constater que cette statistique comprend des établissements qui ne sont point spécialement protégés, en raison de la qualité du personnel employé, car les établissements uniquement soumis à la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité et à celle du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire forment plus de la moitié des établissements soumis au contrôle de l'inspection.

Le nombre des ouvriers et ouvrières protégés à un titre quelconque par les lois réglementant le travail qui en 1907 était de 3 millions 999.402 dépassait en 1908 4 millions ainsi qu'en témoigne le tableau ci-après.

Garçons au-dessous de 18 ans	321.778
Filles au-dessous de 18 ans	279.846
Filles au-dessus de 18 ans et femmes . .	861.079
Hommes au-dessus de 18 ans	2.586.109
Au total exactement . .	<u>4.048.812</u>

Ces chiffres sont assez éloquents par eux-mêmes pour témoigner de la lourde tâche des Inspecteurs du Travail (1).

(1) Tous ces chiffres sont empruntés au Rapport de la Commission supérieure du travail, sur l'application de la loi du 2 novembre 1892, pendant l'année 1908 (*Journal officiel* du 3 octobre 1909, pages 1227 et suivantes).

CHAPITRE III

INSUFFISANCE DU PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Sur le chiffre de 545.932, le nombre des établissements visités au cours de 1908 n'a été que de 162.059, supérieur cependant à celui de 1907 qui était de 149.863 pour 552.130 établissements. C'est là une preuve évidente que l'Inspection du Travail n'est pas en état d'assurer son service. Il y a encore 173.136 établissements « qui n'ont pas encore reçu la visite qui doit fixer le service de l'inspection sur leur importance et parfois sur leur existence même ». Au cours de 1908, 18.801 établissements inconnus du service ont pu être visités et la Commission supérieure du travail déclare qu'il faudrait encore neuf années, en supposant que l'effort des inspecteurs se poursuive dans les mêmes limites, pour que la rubrique « établissements inconnus du service », disparaisse des statistiques (1). Les Inspecteurs du Travail n'exercent donc qu'une surveillance très intermittente sur les établissements industriels ; de l'aveu même de M. Fontaine, Directeur du service, en raison de l'insuffisance du nombre des Inspecteurs, chaque établissement ne peut être visité en moyenne que les deux ou trois ans. Malgré l'accroissement des postes créés ces

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 en 1908 (*Journal officiel* du 3 octobre 1909, page 1229).

dernières années, le corps des inspecteurs ne peut assumer le labeur de plus en plus difficile et plus étendu que lui imposent nos lois réglementaires nouvelles.

Dans le rapport sur l'application en 1903 (1), de la loi du 2 novembre 1892, la Commission supérieure du Travail avait établi que les Inspecteurs du Travail, alors au nombre de 121 ne pouvaient faire plus de 1.400 visites par an et qu'il leur faudrait 3 ans en moyenne, pour visiter les 528.703 établissements soumis à cette époque à leur contrôle.

Or de 528.703 en 1903, le nombre des établissements protégés est passé à 545.932 et le nombre des Inspecteurs en 1909 n'est que de 134.

Le 16 novembre 1905, lors du vote du budget de l'exercice 1906 pour le ministère du Commerce et de l'Industrie, M. Trouillot, alors ministre, déclarait que pour que l'inspection puisse voir chaque année une fois les établissements employant plus de cinq personnes, elle devrait faire 95.000 visites. Pour voir, une fois tous les 3 ans les autres établissements alors au nombre de 413.269, elle devrait faire annuellement 137.700 visites environ, c'est-à-dire au total 232.700. Mais il ne suffisait pas, disait-il, de voir les établissements une fois, il en est qu'on est obligé de visiter plusieurs fois, il faut compter 37.232 visites supplémentaires, soit un total d'environ 270.000 visites.

La Commission supérieure du Travail, comme nous le disions plus haut, déclarant qu'il n'est pas possible de demander plus de 1.400 visites annuelles à chaque ins-

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892, en 1903. (*Journal officiel* du 4 août 1904, page 4904.)

pecteur, il faudrait 193 inspecteurs, tandis que le service en 1905 n'en comprenait que 122.

En tenant compte de l'inspection réclamée par la loi sur le repos hebdomadaire, M. Petit (1) a calculé qu'il faudrait aujourd'hui 208 inspecteurs.

La moyenne des visites est supérieure de plus de moitié à celle réalisée par les agents du même ordre dans les pays étrangers.

C'est ainsi que la Belgique qui a obtenu de ses agents le chiffre de visites le plus élevé après la France relève seulement un total de 650 visites environ par inspecteur, réparti dans 568 établissements.

Chacun des inspecteurs français a en moyenne actuellement sous son contrôle, environ 4.200 établissements, tandis que les Inspecteurs anglais qui viennent immédiatement après eux dans cet ordre de faits n'atteignent qu'une moyenne de 1.500 environ, c'est-à-dire près des 2 tiers en moins qu'en France ; en Angleterre le nombre des inspecteurs était de 154 en 1905 ; à la même époque en Prusse, 243 fonctionnaires étaient chargés de l'inspection avec une moyenne de 513 visites par inspecteur (2).

On peut du reste ajouter que tandis qu'en France, le crédit du service de l'inspection du travail (article 10 du Ministère du Travail) n'atteint pour 1909 que 833.600 francs, il était déjà en Angleterre de 1.800.000 fr. en 1905 (3).

(1) Eugène Petit, *Réforme de l'Inspection du travail en France*, 1909. Rapport à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, page 44.

(2) Ces derniers chiffres sont empruntés au Rapport de M. Petit sur la Réforme de l'Inspection du Travail, page 25.

(3) *Idem.*, p. 25.

L'application des lois ouvrières est donc loin d'être assurée en France, aussi bien que par les gouvernements des autres puissances européennes (1).

Cette situation signalée à maintes reprises a ému le Parlement.

Le 3 décembre 1904, au cours de la discussion du budget du ministère du Commerce (Inspection du Travail), la Chambre des députés avait voté, sur la proposition de M. Mirman, la résolution suivante :

« La Chambre invite le Gouvernement à lui présenter dans un bref délai les projets d'ordre législatif et d'ordre budgétaire permettant de réaliser les améliorations indispensables à une rigoureuse application des lois ouvrières. »

Aussi, lors de la préparation du budget de 1906, le Ministre du Commerce aurait désiré une première augmentation de 80.000 fr. sur le crédit alloué en 1905 au service de l'inspection du travail, crédit qui devait servir à la création de 21 nouveaux postes d'inspecteurs départementaux, mais le Ministre des Finances avait obtenu la réduction à 50.000. Le projet de budget pour 1906 comportait donc une augmentation de 50.000 francs, mais la Chambre réduisit cette somme à 32.000 francs, sur la proposition de M. Georges Berry qui déclara que « la Commission du Budget avait considéré que les postes d'inspecteurs devaient être créés au fur et à mesure que les besoins du service l'indiqueraient et non pas tout d'un coup au hasard. »

(1) Rapport de M. Puech, du 11 juillet 1907, au nom de la Commission du budget sur le ministère du Travail et de la Prévoyance sociales pour l'exercice 1908, page 12. (*Impressions de la Chambre des députés*, n° 1241 de la 9^e législature.)

Le Parlement en n'accordant qu'une partie de l'augmentation demandée a seulement manifesté l'intention de reporter aux exercices suivants les crédits nécessaires à l'accroissement du personnel.

L'augmentation votée par les Chambres sur l'exercice 1906 a permis la nomination de 7 inspecteurs nouveaux (décret du 11 juillet 1906).

Aucun accroissement de crédit n'eut lieu pour l'exercice 1907.

Lors du vote du Budget de l'Exercice 1908, le Parlement a accordé les crédits pour la création de 3 postes nouveaux d'inspecteur du travail sur 6 demandés par le Gouvernement ; de même en 1908, la Commission du Budget chargée de l'examen du Budget général de l'Exercice 1909 fut obligée de ramener par raison d'économie à 3, le nombre des postes à créer.

Le total des inspecteurs du travail est donc actuellement de 134.

Le projet de Budget pour l'Exercice 1910 propose un relèvement de crédit de 15.000 francs (création d'un poste d'Inspecteur Général) pour les dispositions nécessaires à l'organisation du travail, conformément aux indications de la Commission supérieure du Travail et suivant le projet de résolution adopté au cours de la discussion de la loi de finances du 26 novembre 1908.

Malgré ces accroissements successifs, le chiffre des Inspecteurs du Travail est bien insuffisant pour appliquer de façon rigoureuse les lois ouvrières, car il faut reconnaître que le nombre de 1.400 visites à faire annuellement par inspecteur est excessif et que celui de 270.000 visites annuelles pour tout le corps est trop faible. Le ministre, en 1905, n'a demandé que le strict minimum.

CHAPITRE IV

ÉTABLISSEMENTS POUR LESQUELS EXISTE UNE LIMITATION LÉGALE DE LA DURÉE DU TRAVAIL

Nous comprendrons mieux maintenant les difficultés de la tâche des Inspecteurs du Travail, notamment lorsqu'ils doivent s'assurer que la durée légale de la journée de travail n'est pas dépassée.

La limitation de la durée du travail dans les établissements industriels est fixée actuellement en France par les lois de 1848, 1892 et 1900.

Le décret-loi du 9 septembre 1848, par son art. 1^{er}, décide que « la journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra pas excéder 12 heures de travail effectif ».

La loi du 2 novembre 1892, modifiée par la loi du 30 mars 1900 porte dans son article 3 que « les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les femmes occupés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} ne peuvent être employés (depuis le 31 mars 1904) à un travail effectif de plus de 10 heures par jour coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit » et que « dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines,

minières ou carrières les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi »).

La loi du 30 mars 1900 a en outre ajouté à l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848, ci-dessus cité, l'alinéa suivant :

« Toutefois dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée des ouvriers ne pourra excéder (depuis le 31 mars 1904) 10 heures de travail effectif »).

La journée de 10 heures est appliquée en vertu de la loi de mars 1900, dans 166.576 établissements : 38.595 établissements, seulement, qui n'emploient que des adultes, sont encore sous le régime du décret-loi de 1848 et peuvent faire la journée de 12 heures (1).

I. — *Etablissements soumis à la loi du 9 septembre 1848.*

A quels établissements s'applique la loi de 1848 ? Cette loi n'a pas donné de définition de l'usine et de la manufacture et la circulaire ministérielle du 24 juin 1851 avait décidé que la distinction entre les usines et manufactures d'une part auxquelles la loi de 1848 était applicable et les ateliers d'autre part qui n'y étaient pas soumis, devrait s'établir par la pratique et qu'en cas

(1) Chiffres empruntés au rapport de M. Justin Godart, au nom de la Commission du Travail sur le projet de loi relatif à la réglementation du travail, du 21 mars 1907. (N° 876 des *Impressions de la Chambre des députés*, de la 9^e législature, p. 12.)

de difficulté, il appartiendrait aux tribunaux de statuer; mais la pratique industrielle variant entre les régions c'était établir l'arbitraire. La loi de 1848 pendant longtemps ne fut pas appliquée et il fallut que la loi du 16 février 1883 chargea l'inspection du travail d'en assurer l'application pour qu'elle reprît vie. Aussi une circulaire du 25 novembre 1885, après avoir pris l'avis de la Commission supérieure du Travail, décida qu'il fallait se reporter à l'article 1^{er} de la loi du 22 mars 1841, relative au travail des enfants dans l'industrie pour déterminer le sens des mots usines et manufactures. Les dispositions de cette loi s'étendaient : 1^o à tous les établissements à moteur mécanique et à feu continu et à leurs dépendances ; 2^o à toute fabrique occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier. La circulaire de 1885 concluait que c'était à cette énumération de l'article 1^{er} de la loi de 1841 que le législateur de 1848 s'était implicitement reporté lorsqu'il avait décidé que les dispositions protectrices des travailleurs s'appliqueraient aux usines et manufactures. On compte actuellement 115.000 établissements occupant 357.000 ouvriers non soumis suivant cette circulaire à la loi de 1848.

Nous n'avons pas à critiquer ici cette façon de voir et à en montrer les difficultés ; en effet la loi est applicable à un petit patron qui fait usage d'un petit moteur avec un ou deux ouvriers et elle ne l'est pas à un industriel emploie 18 ou 19 hommes dans un atelier ; de sorte qu'il peut arriver, et il arrive en effet que le même ouvrier en changeant d'établissement, soit soumis à des régimes légaux différents en ce qui concerne la durée de son travail ; même sans changer d'atelier, le

même fait peut se produire suivant que le patron prend un apprenti ou le congédie, s'il achète un moteur où si son personnel oscille entre un chiffre inférieur ou supérieur à 20 ouvriers. Disons seulement que malgré une jurisprudence contraire (arrêt de la Cour d'appel de Paris du 9 mars 1901) c'est encore aujourd'hui l'opinion adoptée par le Ministère du Travail.

II. — *Etablissements soumis à la loi du 2 novembre 1892.*

Quels sont maintenant les établissements soumis à la loi du 2 novembre 1892 ?

Le § 1^{er} de l'article 1 déclare soumis à la loi « les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ». L'énumération est très large, il faut y faire entrer tous les ateliers, chantiers ou fabriques proprement industriels, à la seule différence des ateliers de famille, c'est-à-dire des établissements où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur (art. 1^{er}, § 3). Les ateliers de famille peuvent toutefois, mais aux seuls points de vue de l'hygiène et de la sécurité être visités par l'inspecteur, si le travail s'y fait à l'aide d'un moteur mécanique ou s'ils appartiennent à la catégorie des établissements classés. Signalons que le projet de loi du 10 juillet 1906 relatif à la réglementation du travail, non encore discuté, présente une disposition par laquelle seuls les petits ateliers

de famille seraient exceptés de la réglementation générale. Le travail à domicile n'est pas réglementé malgré les nombreux abus souvent signalés, excès de la durée de travail, insuffisance des salaires, hygiène et sécurité souvent mauvaises. En Angleterre, la question du travail à domicile a été l'objet de prescriptions particulières très minutieuses ; la substance de cette réglementation anglaise a servi sur ce point pour l'élaboration du projet de loi du 10 juillet 1906 ; suivant ce projet les chefs d'établissements, directeurs... devraient tenir un registre indiquant les noms et domiciles des ouvriers, ouvrières, sous-entrepreneurs, sous-entrepreneuses, travaillant soit en atelier, soit à leur domicile en dehors de l'établissement ou des dépendances directes, registre qui serait présenté à l'Inspecteur du Travail à toute réquisition.

Il n'est pas possible de déterminer même approximativement le nombre de personnes travaillant à domicile mais il doit être assez considérable et prend chaque année de l'extension.

En ce qui concerne l'industrie des transports par exemple des chemins de fer, les ateliers de construction tombent sous la loi de 1892 qui, par contre, ne s'applique pas aux services de l'exploitation.

Lès magasins, boutiques, bureaux et d'une façon générale, les locaux affectés à l'exploitation d'un commerce — on en compte actuellement 147.513 occupant 471.252 employés (1) — échappent à l'application de la loi et ont une durée de travail illimitée, et cependant

(1) Chiffres empruntés au rapport de M. Justin Godart sur le projet de loi relatif à la réglementation du travail, page 12.

l'effort demandé aux employés de commerce est fort pénible lorsqu'il est par trop prolongé et la tension nerveuse est considérée par les hygiénistes comme aboutissant à des conséquences aussi fâcheuses pour l'organisme que la fatigue musculaire.

Le travail agricole, c'est-à-dire qui a pour but la culture, la récolte des productions de la terre et l'élevage des animaux, même si l'agriculteur a recours à des moyens industriels tels que machines à vapeur, est en dehors de la loi de 1892, de même que les professions libérales et celles se rattachant à la domesticité.

Les industries de l'alimentation, c'est-à-dire les fournils des boulangers, les cuisines des pâtisseries, les laboratoires des charcutiers..... furent de 1874 à 1892 réglementer par la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures, mais après le vote de la loi du 2 novembre 1892 des difficultés d'interprétation surgirent ; car il ne faut pas perdre de vue que la loi de 1892 portait à 18 ans au lieu de 16 la limite de protection des enfants et qu'elle réglementait la durée du travail des femmes de tout âge ; le nombre des assujettis se trouvait de ce fait considérablement accru.

Un avis du Conseil d'Etat en date du 22 mai 1894 trancha la question en soustrayant à l'application de la loi les bouchers, charcutiers, cuisiniers, pâtisseries et boulangers. Cet avis s'appuie sur les considérations suivantes : « Considérant qu'il résulte de l'ensemble des dispositions de la loi qu'elle a pour objet la réglementation du travail industriel, et que ses prescriptions ne visent pas plus le travail domestique ou commercial que le travail agricole ; considérant que les magasins ou boutiques servant actuellement en France au commerce

de la boucherie et de la charcuterie ne participent à aucun degré de l'organisation industrielle, contre les dangers et les abus de laquelle le législateur de 1892 a entendu protéger certaines catégories de travailleurs ; que les apprentis, généralement peu nombreux, occupés et logés par les bouchers et les charcutiers ne peuvent dès lors être considérés comme se livrant à un travail industriel, mais doivent par analogie de motifs, être assimilés aux employés de commerce ou professions se rattachant à la vie domestique ; par exemple à ceux des cuisiniers, pâtissiers ou boulangers, à qui on n'a pas cru devoir appliquer les règlements édictés en vertu de la loi du 2 novembre 1892 : est d'avis qu'il y a lieu de répondre à M. le Ministre du Commerce dans le sens des observations qui précèdent. »

Par contre la loi de 1892 s'applique aux ramoneurs (Cassation 10 février 1900), aux maçons, aux couvreurs même travaillant hors d'un chantier.

La question s'est également posée de savoir si les jeunes ouvriers et les femmes employées dans certaines industries à la livraison des marchandises devaient être considérés comme ouvriers et comme tels bénéficier des lois réglementant le travail.

Le Comité consultatif des arts et manufactures a émis l'avis, à la date du 8 mai 1901, que les travailleurs employés à la livraison des marchandises doivent être considérés comme employés lorsqu'ils ne participent pas aux travaux de l'usine.

Par contre, s'ils sont occupés successivement aux travaux de l'usine et à la livraison des marchandises ce

sont des ouvriers qui doivent en conséquence bénéficier des lois réglementant le travail dans l'industrie (1).

Le Comité consultatif des arts et manufactures a également émis l'avis adopté par l'administration que l'emballage et l'empaquetage des produits fabriqués devaient être considérés comme accessoire de la fabrication et devaient être soumis aux mêmes règles que l'opération principale.

Tels sont les établissements dans lesquels, l'Inspecteur du Travail a mission de surveiller si la durée du travail telle qu'elle est fixée par la loi n'est pas dépassée, sauf pour les mines, minières et carrières soumises pour raisons techniques au contrôle des ingénieurs et contrôleurs des mines (article 17 de la loi de 1892).

III. — *Dérogations à la durée du travail.*

La loi de 1892 prévoit certaines dérogations à la durée du travail dont l'Inspecteur doit naturellement tenir compte dans son contrôle.

En vertu de l'article 7, les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées par l'Inspecteur divisionnaire pour certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique. Ces industries sont aujourd'hui trop nombreuses, car parmi celles profitant des exceptions, on y voit figurer celles de l'ameublement, des appareils orthopédiques, de la bijouterie, de la chaussure, des jouets, etc....

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 en 1901. (*Journal officiel* du 30 août 1902, page 5909.)

L'autorisation (circulaire du 17 mai 1900) peut être donnée pour 60 jours par an pour un même établissement ; mais une circulaire du 3 août 1902 confirmée le 15 septembre 1903 fait un régime de faveur aux « travaux extérieurs dans les chantiers de l'industrie du bâtiment, aux briquetiers et tuiliers travaillant en plein air », en permettant de porter à 90 jours la durée des dérogations ; en cas de circonstances exceptionnelles, le Ministre se réserve le droit d'accorder des tolérances supplémentaires ; la journée de travail ne peut sauf cas absolument exceptionnel excéder 12 heures.

Cette première exception concerne tout le personnel protégé, enfants, adolescents et femmes.

Une 2^e exception, celle des veillées ne concerne que les femmes de plus de 18 ans, en raison de l'interdiction du travail de nuit.

L'article 4, § 4, décide que l'industriel a la faculté de prolonger 60 fois par an la durée du travail des femmes âgées de plus de 18 ans jusqu'à 11 heures ; la durée du travail journalier ne devant toujours pas dépasser 12 heures. Cette veillée n'est prévue que pour les établissements déterminés par un règlement d'administration publique ; ce sont actuellement d'après le décret du 15 juillet 1893 les industries de mode : 1^o broderie et passementerie pour confections ; 2^o confection et fabrication des chapeaux en toutes matières pour hommes et pour femmes ; 3^o confections, coutures et lingerie pour femmes et enfants ; 4^o confections en fourrures ; 5^o pliage et encartonnage des rubans ; la veillée est de droit pour l'industriel sans autorisation préalable jusqu'à concurrence de 60 jours.

De plus, l'article 4 § 5 prévoit qu'il sera accordé à certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente à l'interdiction du travail de nuit, c'est-à-dire du travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, mais sans que le travail puisse en aucun cas dépasser 7 heures par 24 heures ; ainsi le décret du 15 juillet 1893 modifié par le décret du 24 juillet 1898 fait bénéficier du § 5 les filles et femmes majeures occupées au brochage des imprimés, au pliage des journaux, au coulage et au séchage de l'amidon de maïs, à l'allumage des lampes des mines. « L'inconvénient de cette dérogation consiste dans la trop grande facilité à employer de jour dans un autre établissement industriel, les femmes qui ont déjà travaillé la nuit. Il est impossible au service de l'inspection qui signale ces abus d'en assurer la répression (1) ».

Le vote par le Sénat du projet de loi, relatif à la mise en vigueur de la convention internationale de Berne, signée le 26 septembre 1906, sur le travail de nuit des femmes, tel qu'il fut adopté par la Chambre, le 10 juin 1907, aurait pour résultat : 1° d'abroger le § 5 de l'article 4 de la loi de 1892, c'est-à-dire de supprimer les dérogations permanentes ; 2° de ramener à 10 heures au lieu de 11, l'heure devant terminer les veillées autorisées par l'article 4, § 4. (La Convention de Berne, en principe, prescrivant pour les femmes employées dans l'industrie un repos de nuit d'une durée minimum de 11 heures consécutives, et

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 en 1902. (*Journal officiel* du 26 septembre 1903, page 5985.)

leur interdisant tout travail de 10 heures du soir à 5 heures du matin) (1).

La limite de la durée de travail fixée pour les hommes adultes par la loi du 9 septembre 1848, modifiée le 30 mars 1900 comporte aussi de nombreuses et importantes exceptions, établies actuellement par le décret du 28 mars 1902, qui a eu pour but, dit la circulaire du 21 septembre 1902, « de proportionner la journée des ouvriers aux nécessités industrielles ». Ces exceptions ne se justifient pas toujours et ont pour résultat d'augmenter dans une forte proportion la durée réelle du travail.

IV. — *Réglementation du travail dans les mines.*

Le travail dans les mines a toujours été considéré avec juste raison comme plus pénible et plus malsain que tout autre, aussi en France la réglementation du travail a commencé par les mines et date du décret du 3 janvier 1813 rendu en application de la loi sur les mines du 21 avril 1810.

Actuellement les règles légales de la durée du travail dans les mines ne laisse pas d'être assez compliquée. Nous n'avons ici qu'à les exposer très brièvement.

Les enfants et les femmes occupés au jour ne relèvent que de la loi du 30 mars 1900 comme dans toutes les autres industries ; il en est de même pour les adultes occupés dans les mêmes locaux avec le personnel protégé.

(1) Voir projet de loi du 18 février 1907 et rapport de M. Godard, du 15 mars 1907 (Impressions de la Chambre nos 765 et 841 de la neuvième législature).

Le travail souterrain est réglementé par la loi de 1892. Seuls les femmes et les mineurs de 18 ans sont protégés. La durée du travail des hommes adultes n'est limitée que par la loi de 1900, la loi de 1848 ne visant que les usines et manufactures ne leur est pas applicable, par conséquent leur travail n'est limité que lorsqu'il a lieu dans les locaux où travaillent des adolescents de moins de 18 ans. On entend par même local le chantier d'abattage et le chemin par lequel des ouvriers autres que ceux du pic emmènent le wagonnet chargé.

Le travail des femmes depuis 1874 est absolument interdit dans les travaux souterrains des mines. Pour les enfants et les femmes la législation est contenue dans l'article 9 de la loi de 1892 ainsi conçu : « Les filles et les femmes ne peuvent être employées aux travaux souterrains des mines, minières et carrières ».

« Des règlements d'administration publique détermineront les conditions spéciales du travail des enfants de 13 à 18 ans du sexe masculin dans les travaux souterrains ci-dessus visés ». Un décret du 3 mai 1893 a été rendu en conformité de cet article.

Les enfants de moins de 16 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de 8 heures sur 24. Les jeunes gens de 16 à 18 ans ne peuvent travailler plus de 10 heures par jour avec maximum de 54 heures par semaine, il s'agit là de travail effectif dans lequel n'est pas compris le temps de la remonte et de la descente, ni celui de la marche du bas du puits au chantier, ni les repos qui doivent être d'une heure au moins. Seuls les enfants d'au moins 16 ans peuvent travailler au pic pendant 5 heures au maximum, — le reste du temps, comme les enfants de moins de 16 ans, ils ne

peuvent être employés qu'à des besognes accessoires limitativement désignées par l'article 2 du décret. Ce sont le triage et le chargement du minerai, la manœuvre et le roulage des waggons, la garde et manœuvre des portes d'aérage, la manœuvre des ventilateurs à bras et autres accessoires.

Les adolescents jouissent donc dans les mines d'une protection plus étendue que dans l'industrie ordinaire ; à part certains cas comme celui prévu par le § 3 de l'article 9 de la loi de 1892, qui porte que « dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique, comme exigeant en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation au § 2 de l'article 4, ces règlements pourront permettre le travail des enfants à partir de 4 heures du matin et jusqu'à minuit sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de 8 heures de travail effectif ni à plus de 10 heures de présence dans la mine par 24 heures » ; cette tolérance introduite pour les mines à faible épaisseur de couches employant deux postes, l'un s'occupant de l'extraction du charbon (coupe à charbon), l'autre faisant le travail nécessaire au maintien de la galerie, pour éviter les éboulements (coupe à terre) est heureusement fort restreinte.

Ces règles sont à notre sens insuffisantes, l'enfant devrait ne pouvoir descendre dans les mines qu'à partir de 16 ans.

Une loi du 29 juin 1905 due à l'initiative de M. Basly, député du Pas-de-Calais, est venue réduire la journée de travail des ouvriers employés à l'abatage dans les mines de combustibles. Elle introduit la journée

de huit heures mais comme avait fait la loi de 1900, par étapes.

Six mois après la promulgation de la loi, la journée a été réduite à 9 heures ; deux ans après la durée sera de 8 heures $1/2$ et enfin après une nouvelle période de deux années elle sera de huit heures.

Cette loi ne s'appliquant qu'aux mines de combustibles (houille, anthracite) ne vise pas les mines métallurgiques ni les carrières ; de même ne visant que les ouvriers employés à l'abatage du rocher, elle laisse de côté les autres ouvriers employés souterrainement.

La durée du travail, suivant l'article 1^{er}, doit se calculer « depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant ; pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, cette durée sera calculée depuis l'arrivée au fond de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point » ; d'après ce système assez bizarre on tient compte de la présence dans la mine d'un ensemble d'ouvriers et non de la durée du travail individuel de chaque ouvrier ; ceux qui descendent les premiers ont une durée de travail plus longue que les autres.

En cas de repos prévus par le règlement de la mine et pris soit au fond, soit au jour, la durée du travail sera augmentée de la durée de ces repos.

La loi prévoit des dérogations permanentes pour les mines — comme celles du Centre — où l'application des prescriptions serait de nature à compromettre le maintien de l'exploitation (article 3), et des dérogations temporaires de 2 mois au maximum mais renouvelables, à accorder par l'Ingénieur en chef soit à la suite d'accidents ou pour des motifs de sécurité ou des nécessités

occasionnelles ou lorsqu'il y a accord entre les ouvriers et l'exploitant pour le maintien de certains usages locaux (art. 4).

La situation telle qu'elle est faite par la loi de 1905 n'est pas des plus satisfaisantes. La réglementation dans les mines a été à nouveau soumise au Parlement par une proposition de M. Basly du 12 juin 1906. Un rapport, au nom de la Commission des mines, a été déposé par M. Janet le 18 mars 1907 ; nous en citons le passage suivant : (1)

« La situation actuelle ne peut évidemment être conservée plus longtemps. Un jeune rouleur ou freinteur qui entre dans les travaux souterrains à 13 ou 14 ans, est protégé jusqu'à 18 ans par la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants. S'il reste rouleur au delà de 18 ans, il n'est plus protégé que par la loi du 30 mars 1900 fixant à 10 heures la durée du travail pour les adultes occupés dans les établissements où sont employés en même temps des femmes et des enfants. Il est mieux protégé quand il devient piqueur, et bénéficie alors de la journée de 8 heures. Puis quand ses forces déclinent par suite des atteintes de l'âge, et qu'il devient raccommodeur il n'est plus à nouveau protégé que par la loi du 30 mars 1900. Ainsi on est amené à cette anomalie bizarre que ce sont les adultes qui sont le mieux garantis contre les excès du travail, alors que les enfants, les jeunes gens et les ouvriers âgés le sont beaucoup moins.

« On a sans doute fait remarquer, lors de l'examen de la loi en vigueur, que toute réduction de la durée du

(1) Rapport de M. Janet, du 18 mars 1907. (*Impressions de la Chambre des Députés*, n° 850 de la 9^e législature, page 4.)

travail des piqueurs entraînerait une diminution correspondante de la durée de la journée de travail des rouleurs, étant entendu que le rapport du nombre des rouleurs au nombre des piqueurs resterait le même. Il est parfaitement évident que les rouleurs ne peuvent que transporter le charbon abattu par les piqueurs, et que par conséquent le travail des rouleurs est fonction de celui des piqueurs. Mais comme, avant la loi, dans la plupart des mines, la journée des rouleurs était plus longue d'au moins une heure que celle des piqueurs, elle restera encore sensiblement plus longue après l'application intégrale de la loi.

« L'application à tous les ouvriers du fond de la réglementation établie pour les seuls ouvriers employés à l'abatage n'aura d'autre conséquence que d'obliger les Compagnies houillères à embaucher un certain nombre d'ouvriers supplémentaires, pour les catégories qui n'étaient pas protégées. Ce sont principalement les hercheurs (rouleurs), les conducteurs de chevaux, les freinteurs (manœuvre des plans inclinés), les déballeurs (enlèvement de wagonnets des plans inclinés), les chargeurs d'amochage (encagement des wagonnets), les palefreniers, les maçons, les raccommodeurs (réparation des voies) et les galibots (aides).

« Tous ces ouvriers ont un travail plus ou moins fatigant, mais proportionné autant que possible aux efforts qu'ils sont en état de fournir. Ils l'effectuent dans des conditions d'hygiène médiocres, privés de la lumière du jour, respirant un air souvent vicié et chargé de poussières. »

La Chambre des députés a adopté le 5 juillet 1907 un texte modifiant la loi du 29 juin 1905 et actuelle-

ment soumis à l'examen du Sénat. Outre que ses dispositions seraient applicables à tous les ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines de combustibles, il limite la durée des dérogations temporaires pour nécessités occasionnelles à 15 jours par an. De plus il renforce les moyens de contrôle. Tandis que la loi de 1892 déclare l'exploitant punissable par le seul fait que la journée légale de travail a été dépassée, d'après la loi de 1905, le patron n'est pas rendu responsable du fait que l'ouvrier après avoir terminé son travail légal est resté dans le chantier ; il n'est reprehensible d'une amende de 5 à 15 fr. répétée pour autant de personnes employés dans les conditions contraires à la loi que s'il n'a pas mis à la disposition des ouvriers les moyens de sortir de la mine dans les délais prévus (article 6).

« Un ingénieur en chef des mines a appelé l'attention du Ministère du Travail sur la pratique suivante à laquelle peuvent recourir les Compagnies houillères. Lorsqu'elles veulent faire de longues coupes, elles s'abstiennent de demander une dérogation, et, tout en laissant la cage à la disposition des ouvriers pour la remonte aux heures réglementaires, elles s'efforcent d'obtenir, *par persuasion pacifique* qu'ils prolongent plus ou moins longtemps leur séjour dans la mine. Il n'est pas possible de dresser un procès-verbal à ces exploitants, qui ne conviennent pas à la lettre de la loi, mais seulement à son esprit. » (1)

Aussi la Chambre pour faciliter le contrôle a adopté un paragraphe final à l'article 1^{er} obligeant les exploi-

(1) Rapport de M. Janet, page 6.

tants à établir un horaire visé par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique et à porter cet horaire par voies d'affiches à la connaissance des ouvriers.

« Une consigne, acceptée et visée par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique, et dûment portée à la connaissance des intéressés par voie d'affiches, fera connaître, en tenant compte de la nature et de la puissance des installations de la mine, pour les ouvriers de chaque poste et de chaque catégorie, l'heure du commencement et de la fin de la descente, l'heure à laquelle des moyens de remonte devront être mis à leur disposition, comme aussi la durée totale de la remonte. La même consigne déterminera, le cas échéant, ce qu'il faut entendre par le fond de la galerie d'accès.

« Il n'est pas interdit de laisser descendre des ouvriers après l'heure réglementaire fixée par la consigne. Dans ce cas, ils seront soumis, en ce qui concerne l'heure de la remonte, aux mêmes obligations que les autres ouvriers de leur poste et de leur catégorie.

L'infraction à cette consigne d'après l'article 6 serait punie d'une amende de 5 à 15 francs se multipliant par le nombre d'ouvriers en faute.

« Toutefois la peine ne sera pas applicable si le dépassement de la durée de la journée est reconnu imputable à un cas de force majeure. L'infraction personnelle de l'ouvrier à la consigne sus-indiquée sera considérée comme un cas de force majeure. »

Telle est rapidement exposée la réforme proposée à la loi de 1905 ; nous serions heureux de voir le Sénat l'adopter :

On sait que ce sont les ingénieurs et contrôleurs des mines qui sont chargés sous l'autorité du ministre du

travail et de la prévoyance sociale d'assurer à titre d'Inspecteurs du Travail, l'application des lois du 2 novembre 1892 et 30 mars 1900 et des règlements qui les complètent sur le travail des femmes et des enfants et des adultes occupés avec ceux-ci tant dans les exploitations proprement dites des mines, minières et carrières que dans leurs dépendances légales et industrielles. Ils doivent veiller également à l'application des lois des 12 juin 1893-11 juillet 1903 concernant l'hygiène et la sécurité, de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire et de celle du 29 juin 1905 sur le travail des ouvriers employés à l'abatage dans les usines de combustibles.

En 1908 on comptait 39.279 exploitations de mines, minières et carrières ou établissements industriels dépendant de ces exploitations, occupant 40.805 personnes protégées et 318.603 hommes adultes (1).

L'inspection des mines compte 175 fonctionnaires — en laissant de côté les délégués mineurs au nombre d'environ 500 pour inspecter ces 39.279 exploitations ou établissements annexes qui occupent 359.408 travailleurs.

Aussi M. Petit déclare que « dans l'industrie minière il y a un corps d'inspection qui sans doute n'est pas seulement ni même principalement chargé de contrôler l'observation des lois protectrices du travail, mais qui n'en est pas moins d'un tiers plus nombreux que

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 dans les mines, minières et carrières, pendant l'année 1908. Annexe, *Journal officiel* du 3 octobre 1909, page 1244.

celui des Inspecteurs du Travail, pour surveiller un nombre d'ouvriers plus de 10 fois moindres » (1).

V. — *Réglementation du travail des agents des chemins de fer.*

Nous avons déjà vu que la loi de 1892 ne s'appliquait pas à l'exploitation des chemins de fer. Lors de la discussion de cette loi M. Guesde aurait voulu qu'on ajoutât à l'énumération de l'article 1^{er} l'expression « voies ferrées » ; il lui fut répondu que la loi n'intéressait pas les enfants qui ne sont pas employés dans les chemins de fer, et que pour les femmes occupées à des postes spéciaux, distributrices de billets ou gardes-barrières ce serait les exclure du service et leur enlever leur gagne pain. (Discours de M. Boucher, Ministre du Commerce à la séance de la Chambre du 16 juillet 1906) ; l'amendement de M. Guesde fut donc repoussé. En attendant le vote définitif d'une proposition de MM. Berteaux-Jaurès-Rabier soumise aux Chambres depuis 1897 (2), les ouvriers des chemins de fer ne sont actuellement protégés que par des actes administratifs émanant du Ministre des Travaux Publics et pris en raison de son pouvoir de surveillance l'obligeant de veiller à la sécurité des voyageurs. Tels sont pour les mécaniciens et chauffeurs les arrêtés des 4 novembre 1899 et 20 mai 1902 de M. Baudin et du 9 mai 1906 de M. Barthou ; pour les agents des trains les

(1) Rapport de M. Petit sur la Réforme de l'Inspection du Travail, page 19.

(2) La loi du 21 juillet 1909 n'est que relative aux conditions de retraite du personnel des grands réseaux d'intérêt général.

arrêtés du 4 novembre 1899 de M. Baudin et du 9 mai 1906 de M. Barthou ; pour les agents des gares, stations, haltes, l'arrêté du 23 novembre 1899 de M. Baudin ; pour les agents chargés de la surveillance et du remaniement des voies, aux gardes-sémaphores... l'arrêté du 10 octobre 1901 de M. Baudin ; ces décrets ne s'appliquent qu'au réseau de l'Etat et aux 6 grandes Compagnies ; mais en vertu d'une circulaire du 15 janvier 1901, les Préfets ont été autorisés à user des pouvoirs qu'ils tiennent de la loi de 1845 pour imposer aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways un code de conditions du travail.

Il est inutile d'exposer ici la réglementation actuelle assez complexe. Disons seulement que pour le contrôle — en ce qui touche les mécaniciens et chauffeurs ; et les agents des trains, les Compagnies doivent soumettre à l'administration les tableaux et graphiques de roulement, et que des copies conformes de ces tableaux doivent être affichées d'une façon apparente dans les dépôts ou les gares de manière à les porter à la connaissance des intéressés — en ce qui touche les agents des gares, stations et haltes, les compagnies doivent afficher d'une façon apparente dans chaque gare les tableaux indiquant les heures de service de tout le personnel qui y est attaché, en distinguant sur ces tableaux les agents auxquels l'arrêté ministériel n'est pas appliqué.

« Ces tableaux fixant les heures de travail et de repos du personnel sont bien affichés dans toutes les gares en des endroits apparents et facilement accessibles ; ils le sont même par extraits dans les locaux détachés des

gares où certains agents sont spécialisés comme les cabines d'aiguilleurs, par exemple (1) ».

C'est un décret du 11 mai 1902 qui a organisé au Ministère des Travaux Publics un service spécial du contrôle des agents des chemins de fer, placé sous la direction d'un ingénieur en chef des ponts et chaussées ou des mines qui relève directement du Ministre. Ce service de contrôle du travail doit surveiller l'application des prescriptions relatives au travail pour l'ensemble de tous les réseaux d'intérêt général.

Enfin, pour terminer avec les établissements soumis à une réglementation spéciale, signalons que « la journée de 8 heures est établie pour le personnel ouvrier des postes et télégraphes, dans les ateliers des arsenaux et des établissements hors des ports, à l'atelier de concentration de Tarbes, aux manufactures des Gobelins et de Beauvais. En bénéficient 35.246 personnes environ (2) ».

(1) Contrôle du Travail des Agents des chemins de fer en 1906. *Bulletin de l'Office du Travail*, janvier 1909, page 43.

(2) Rapport de M. Godart sur le projet de loi relatif à la réglementation du travail, page 32. Voir : Office du Travail. Notes sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'Etat. Paris, 1906.

CHAPITRE V

LES MOYENS DE CONTROLE DE LA DURÉE DU TRAVAIL. AFFICHAGE DE L'HORAIRE DU TRAVAIL.

Par quels moyens, l'Inspecteur du Travail va-t-il pouvoir vérifier si la loi est sérieusement observée ?

Les Inspecteurs du Travail peuvent pour l'accomplissement de leur mission pénétrer à toute heure du jour et de la nuit dans les établissements où le travail est organisé pendant le jour et pendant la nuit. Une décision ministérielle du 8 décembre 1900 décide même que les Inspecteurs ont le droit d'exiger l'entrée dans les locaux particuliers du patron, lorsque des ouvriers y sont occupés. Ils ont le droit d'examiner le personnel et le matériel, de se faire représenter les divers registres, les livrets, les règlements intérieurs et les certificats d'aptitude physique (article 20, loi de 1892). Les industriels ne peuvent s'opposer à leur visite, ni leur refuser communication des documents dont il vient d'être parlé.

Lorsqu'il s'agit d'établissements où le travail n'est organisé que pendant le jour, la question s'est posée de savoir si l'Inspecteur du Travail avait droit de visiter la nuit pour rechercher si les chefs d'industrie se

conformaient aux prescriptions de la loi en ce qui concerne le travail de nuit (interdit en principe aux femmes et aux enfants de 9 heures du soir à 5 heures du matin). On a soutenu que les usines et ateliers ne constituaient pas à l'égard des Inspecteurs un domicile privé, puisque la loi de 1892 leur accorde formellement le droit d'entrée dans ces établissements, qui est cependant interdit au public ; la loi de 1892 aurait donc levé partiellement c'est-à-dire exclusivement à l'égard des établissements industriels, et au profit des Inspecteurs, la disposition de l'article 184 C. I. C. qui déclare le domicile inviolable pendant la nuit, même pour l'autorité judiciaire à moins de circonstances exceptionnelles limitativement désignées et formellement constatées ; à l'appui de cet argument on invoquait la difficulté de constater le travail de nuit si l'inspecteur ne pouvait à son gré pénétrer la nuit dans les ateliers ; sans doute, en fait, on admettait bien que l'Inspecteur ne devait user de ce droit qu'avec tact et réserve et seulement s'il avait recueilli des présomptions ou indices lui permettant de croire à l'existence du travail de nuit ; mais disait-on il n'y a pas lieu d'exiger la constatation préalable de ces indices, de la gravité desquels les Inspecteurs doivent être seuls juges, sans que les industriels et les tribunaux puissent jamais s'en prévaloir pour refuser à l'Inspecteur le droit d'entrée dans l'usine ou dans l'atelier. Ce système avait été proposé par M. Dupré, conseiller rapporteur et par M. l'avocat général Cottignies lorsque la question fût posée devant la Cour de cassation.

Mais par son arrêt du 12 juillet 1902 (1) la Cour suprême a repoussé ce système en n'admettant le droit de visite des Inspecteurs pendant la nuit, que lorsque ceux-ci ont recueilli des indices faisant soupçonner l'infraction ; les tribunaux restent ainsi juges de la légalité de la visite.

« Attendu, dit la Cour, que l'article 20 de la loi sus-visée confère aux Inspecteurs du Travail le droit d'entrée dans les établissements visés par l'article 1^{er} ; que chargés de veiller à l'observation des prescriptions de cette loi, tant en ce qui concerne le travail de jour qu'en ce qui touche le travail de nuit, ils peuvent pour l'accomplissement de leur mission, pénétrer à toute heure du jour et de la nuit dans les établissements où le travail est organisé pendant le jour et pendant la nuit ; mais qu'on ne saurait sans étendre abusivement la portée de l'article sus-visé, décider qu'il confère le même droit à ces fonctionnaires, lorsqu'ils s'agit d'établissements où le travail n'est organisé que pendant le jour.

« Attendu, en effet, que ces établissements sont pendant la nuit, placés sous la sauvegarde de l'inviolabilité du domicile, qui est de droit public ; que les Inspecteurs ne peuvent dès lors y pénétrer, en violation de ce principe, dans le seul but de les visiter à l'effet de rechercher s'il ne s'y commet pas une contravention aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892.

« Attendu... que les Inspecteurs pourront toujours pendant la nuit réclamer l'ouverture de ces établissements lorsqu'ils auront recueilli des indices leur permettant de croire à une contravention du travail ; mais

(1) D. 1903, 1. 427. (Cité également dans le *Bulletin de l'Inspection du Travail*, 1902, page 236.)

qu'il appartiendra, dans ce cas, aux tribunaux d'apprécier, si à raison des présomptions de fraude à la loi résultant des circonstances de fait relatées au procès-verbal ou régulièrement établies, la réquisition d'ouverture de l'établissement a été légalement faite et si le refus d'y obtempérer a constitué une infraction passible des pénalités de l'article 29 sus-visé de la loi... »

Un jugement du tribunal d'Epernay du 24 juillet 1902 (1) est conforme à cette doctrine ; ce jugement condamne un industriel pour s'être rendu coupable d'obstacle au service d'un Inspecteur en lui refusant l'entrée de ses ateliers pendant la nuit, mais suivant les constatations faites « l'Inspecteur avait aperçu de la rue elle-même les ouvriers qui étaient au travail » ; ce qui constituait un indice suffisant pour justifier sa visite.

Nous avons cru devoir mentionner presque en entier cet arrêt de la Cour de cassation, car nous verrons plus loin que M. Chambon dans son rapport aurait désiré faire reconnaître aux Inspecteurs du Travail, la faculté de s'introduire de jour et de nuit dans les établissements industriels pour procéder à la surveillance et aux enquêtes dont ils sont chargés.

En supposant que l'Inspecteur qui pénètre dans une usine pour la visiter ne sache pas à quelles heures commence et finit le travail et à quelles heures il s'interrompt, il se trouvera dans le plus grand embarras pour constater les contraventions possibles.

Tout d'abord, il ne peut les constater lui-même de

(1) Cité dans le *Commentaire des lois sur la protection du travail industriel au courant de la jurisprudence*, 1904, de Ed. Mesnard et C. Lenoury, page 105.

visu, car pour cela il faudrait qu'il s'installe en permanence à l'usine ou aux alentours et comme il doit faire connaître sa qualité, s'il agissait ainsi, on peut être certain qu'aucune contravention ne serait relevée ; l'industriel ne serait pas assez maladroit pour violer la loi ce jour-là ; de plus ce ne serait pas pratique, le temps de l'Inspecteur est en effet précieux, il a un nombre considérable d'établissements à surveiller et il ne peut s'arrêter toute une journée pour une seule usine.

Peut-il compter sur l'aveu des patrons en faute ? Il ne faut pas y songer ! quels que soient ses torts le chef d'entreprise ne sera pas assez naïf pour les reconnaître, car dans sa concurrence commerciale, il ne se rend pas le plus souvent compte du délit grave qu'il commet au point de vue moral et social, en employant plus qu'il ne le doit, des enfants ou des femmes dont il compromet la santé.

Reste le témoignage des ouvriers ! Peut-on instituer dans chaque établissement une enquête près des ouvriers, pour savoir si en fait la durée du travail est bien conforme aux prescriptions de la loi ? L'expérience a prouvé que l'Inspecteur ne pouvait pas faire fond sur ce témoignage.

En Angleterre pendant assez longtemps on avait admis le système de dénonciation de la part des travailleurs, le dénonciateur devant recevoir la moitié des amendes prononcées et comme elles étaient parfois élevées, la prime était souvent forte (ainsi l'act de 1831 admettait ce système de dénonciation sur l'emploi d'enfants avant l'âge réglementaire) ; du reste il fut reconnu que ce système de surveillance était insuffisant, les dénonciations étant très rares ; il n'était du reste guère

moral, de pousser l'ouvrier, par l'appât d'un gain à dénoncer le patron qui le faisait vivre en lui donnant du travail.

En France, un certain nombre de patrons ont menacé de renvoi et ont souvent même effectivement renvoyé les ouvriers qui avaient donné des renseignements exacts à l'Inspecteur ; ils ont également produit à l'audience, en contradiction avec les témoignages recueillis par les inspecteurs, d'autres témoignages ouvriers plus nombreux. Parfois, il faut le dire, les mêmes ouvriers ont apporté à l'audience des témoignages contraires à ceux qu'ils avaient faits devant l'Inspecteur.

Pour éviter le renvoi possible des ouvriers, le service a été avisé : 1° de ne point interroger les ouvriers en présence du patron ou de son représentant et 2° de ne point désigner, par leur nom, dans les procès-verbaux, sans leur consentement, les ouvriers qui ont déclaré à l'Inspecteur qu'ils avaient dépassé la limite de durée légale du travail.

Malheureusement, cette dernière mesure enlève au procès-verbal de l'Inspecteur toute force probante puisque le juge n'admet point l'exactitude des déclarations anonymes qui se trouvent contredites par d'autres dires présentés sous serment (1). L'ouvrier est trop sous la dépendance de son patron et celui-ci arrive à obtenir de ses travailleurs des dépositions contraires à la vérité ; on ne peut du reste pas demander à des hommes qui vivent dans la dépendance sociale du patron, qui risqueraient ainsi leur salaire et leur pain, et qui par leurs té-

(1) Projet de loi relatif au contrôle de la durée de travail, déposé le 14 juin 1904 (Exposé des motifs), page 7, n° 1761 des *Impressions de la Chambre des députés*, 8^e législature.

moignages porteraient à leur maître un préjudice matériel et moral de venir dans le prétoire déposer contre lui, — les bons ouvriers se refusent à dénoncer leur chef et les mauvais peuvent exagérer et induire l'Inspecteur en erreur.

Il y a bien en théorie, un autre moyen de faire la preuve de la durée du travail, c'est à l'aide des registres de paye et d'émargement des ouvriers. Mais outre que cette preuve ne serait guère possible dans le cas de travail aux pièces, il est facile de penser que l'autorité du patron, pourrait également dans ce cas s'exercer sur son personnel. On peut concevoir toutefois la possibilité de fortifier cette forme de contrôle par la vérification de l'identité entre les registres de paye et les livres de comptabilité.

Une telle proposition ne manquerait pas de soulever l'indignation et les protestations des industriels. Le secret de leur comptabilité leur tient à cœur et ce n'est pas sans raison que la loi a expressément limité les cas où il pourrait être pénétré. La preuve serait du reste difficilement faite de cette manière. Par qui serait faite cette vérification ? Ni l'Inspecteur, ni le juge de simple police ne sont compétents et d'ailleurs une telle opération demanderait un temps hors de proportion avec l'intérêt réel présenté ; cette vérification ne produirait sans doute pas non plus les effets qu'on pourrait espérer. La vérification de la comptabilité peut être utile si elle est faite inopinément, mais si elle est prévue et érigée en système elle n'a plus de signification. « Rien n'est plus facile que de masquer dans la comptabilité la plus parfaite et par les écritures les plus régulières

une catégorie de dépenses qu'on désire ne pas laisser paraître » (1).

On pourrait aussi chercher à garantir l'observation des prescriptions concernant la durée du travail en imposant des limites à la marche du moteur ; mais tous les établissements n'ont pas un moteur et dans ceux qui en sont pourvus, la limitation de la marche du moteur serait trop rigide, trop gênante pour un grand nombre d'industries ou les différents travaux doivent être soumis à des régimes différents; elle nécessiterait, par conséquent, un trop grand nombre d'exceptions dans les règlements d'administration publique (2).

Il était cependant nécessaire d'avoir un moyen de contrôle légal.

La loi du 22 mars 1841 s'était bornée à prescrire, par son article 9, que « les chefs d'entreprise devaient faire afficher dans chaque atelier avec la loi, les règlements d'administration publique qui y sont relatifs et les règlements intérieurs qu'ils seront tenus de faire pour en assurer l'exécution ». Elle ne se préoccupait nullement de la question du contrôle de la journée de travail. Il en fut de même de la loi du 9 septembre 1848.

Aussi lorsqu'en 1883, l'Inspection du Travail fut chargée de faire appliquer la loi de 1848, elle se trouva fort embarrassée et les rapports de cette époque témoignent de ces difficultés.

(1) Georges Allassa. *Le contrôle de la durée du travail*, page 25. Rapport à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, 1905.

(2) Rapport de M. Charles Benoist au nom de la Commission du Travail de la Chambre du 22 février 1905, sur le projet de loi portant codification des lois ouvrières, page 164. (*Impressions de la Chambre*, n° 2262 de la 8^e législature.)

C'est pourquoi, le législateur de 1892, fût à ce point de vue mieux inspiré.

L'article 11 de la loi oblige « les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de force motrice à faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus particulièrement leur industrie ainsi que les adresses et les noms des Inspecteurs de la circonscription.

« Ils doivent également afficher les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'Inspecteur, un autre sera déposé à la Mairie. »

Nous avons cherché à savoir à quel moment de la discussion ce texte avait été adopté.

Le projet de loi sur la réglementation du travail, des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels présenté à la Chambre des députés le 13 novembre 1886 par M. Lockroy, Ministre du Commerce et de l'Industrie et par M. Demôle, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, ne contenait que l'obligation de faire afficher les dispositions de la loi et les règlements d'administration publique (1).

Dans le premier rapport de M. Richard Waddington (2), au nom de la Commission du Travail, déposé le 13 septembre 1887 fut insérée l'obligation pour les patrons « d'afficher les noms et adresses des Inspecteurs de la circonscription ».

(1) N° 1244 des *Impressions de la Chambre*, 7^e législature.

(2) N° 2204 des *Impressions de la Chambre*, 7^e législature.

Mais ce n'est que le 18 juin 1888, lors de la première délibération, que sur la proposition de la Commission, la Chambre adopta sans discussion le paragraphe par lequel « les patrons ou chefs d'industrie afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail ainsi que les heures et la durée des repos ».

A la deuxième délibération le 5 février 1889, l'article fut adopté de même sans discussion.

Le projet de loi adopté par la Chambre fût présenté au Sénat le 8 mars 1889 et c'est dans le rapport de M. Ch. Ferry (1), au nom de la Commission sénatoriale des accidents du travail, déposé le 20 juin 1889 que l'on voit apparaître « qu'un duplicata de l'affiche sera envoyé à l'Inspecteur et qu'un autre sera déposé à la Mairie ». Aucune discussion n'eût lieu, non plus sur ce point au Sénat.

Enfin c'est dans la séance du 5 février 1891, sur le rapport de M. Emile Jamais, le projet modifié étant de retour du Sénat, que furent adoptées les dispositions qui forment actuellement les paragraphes 5 et 6 de l'article 11 de la loi de 1892, ainsi conçu :

« Dans toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance, dépendant des établissements religieux ou laïques, sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant en caractères facilement lisibles les conditions du travail des enfants, telles qu'elles résultent des articles 3, 4 et 5 et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'Inspecteur et revêtu de sa signature.

(1) N° 182 des *Impressions du Sénat*, année 1889.

« Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés indiquant leur nom et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements sera remis tous les trois mois à l'Inspecteur et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état. »

Quoique de la discussion devant le Parlement on ne puisse guère tirer d'arguments, il faut cependant reconnaître que le texte de l'article 11 est en somme précis.

L'industriel doit d'abord faire afficher dans chaque atelier le texte de la loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution ; cette formalité a pour but d'éclairer les travailleurs sur leurs droits et de les renseigner sur la durée légale du travail qui peut leur être imposée, ainsi que sur la nature de ce travail, enfin de leur donner la possibilité de savoir dans quel cas ils peuvent adresser utilement réclamation à l'Inspecteur ; de là devait naturellement dériver pour les patrons l'obligation « d'afficher les noms et adresses des Inspecteurs de la circonscription ».

Le vœu de la loi est rempli toutes les fois que les désignations sont suffisantes pour que l'ouvrier puisse savoir où adresser ses réclamations. l'affiche doit mentionner le nom et l'adresse : 1° de l'Inspecteur départemental ; 2° de l'Inspecteur divisionnaire ; s'il y a plusieurs inspecteurs ou inspectrices départementaux pour la circonscription il faut afficher le nom et l'adresse de celui ou de celle qui a dans ses attributions, la surveillance de l'usine. S'il s'agit de mines ou carrières, ce sont les noms des ingénieurs des mines compétents qui

doivent être affichés. Lorsque l'Inspecteur divisionnaire ou départemental est remplacé, on ne peut exiger la mention du nom du nouvel Inspecteur avant que l'industriel ait eu le temps nécessaire d'en être avisé.

Les chefs d'industrie doivent « également afficher les heures du commencement et de la fin du travail ainsi que les heures et la durée des repos ».

L'affichage doit être exécuté dans chaque atelier, c'est-à-dire dans chaque local distinct où travaillent des ouvriers, dans chacune de ces salles, tous les renseignements exigés par les paragraphes 1 et 2 doivent être placardés ; le législateur insiste du reste sur la précision de son intention lorsque dans un des paragraphes suivants du même article, il reprend l'expression de la même idée sous cette autre forme « dans toutes les salles de travail.... sera placé d'une façon permanente un tableau..... ». La jurisprudence qui s'était formée sur l'article 11 de la loi du 19 mai 1874 correspondant à l'article 11 de la loi de 1892 a strictement veillé à ce que la règle de l'affichage fût observée pour chaque atelier. La Cour de cassation à la date du 9 juin 1883 (*Bulletin Criminel*, n° 141, p. 237) a décidé que la prescription de l'article 11 s'applique non seulement aux ateliers dans lesquels des enfants travaillent mais à tous les ateliers de l'établissement soumis à la loi de 1874, même dans ceux où ne travaillent que des hommes ; il convient donc de n'admettre d'exception à cette règle stricte que dans le cas où l'apposition d'une affiche dans l'une de ces salles se heurte à une impossibilité matérielle absolue.

Il a été ainsi jugé (Paris, 11 novembre 1903) (1) que la prescription de l'affichage du tableau de travail ayant pour but de renseigner les ouvriers sur leurs droits, n'est pas violée, lorsque cet affichage a été effectué dans tous les ateliers et dans les salles, à l'exception d'une seule, où des vapeurs humides eussent empêché la conservation matérielle d'une affiche.

La Cour, « Considérant que la prescription du tableau de travail constitue une mesure qui a pour but de renseigner les ouvriers sur leurs droits et de leur permettre d'adresser utilement leurs réclamations à l'Inspecteur du Travail ; Considérant que des déclarations recueillies, il semble résulter que la loi est affichée dans tous les ateliers de l'usine P..., (produits alimentaires), dans les salles et notamment dans celle qui est contiguë à la salle visée dans le procès-verbal de l'Inspecteur du Travail, que si exceptionnellement la loi ne s'est pas trouvée affichée le 19 août 1902, dans cette dernière salle, c'est en raison des vapeurs humides, provenant de la cuisson, qui empêchent la conservation matérielle d'une affiche. »

C'est par ce même arrêt du 11 novembre 1903, que la Cour d'appel de Paris, confirmant le jugement de la 10^e Chambre criminelle du tribunal de la Seine du 17 décembre 1902 a jugé que « les dispositions spéciales sur le travail sont inapplicables aux ouvrières embauchées au jour le jour, payées à la tâche où à la journée, employées indifféremment dans diverses usines où elles constituent le personnel flottant ».

Cette distinction ainsi faite n'est pas dans la loi, le

(1) D. 1904. 2. 233. (Voir l'article de M. Petit en note de cet arrêt).

législateur n'a pas indiqué qu'il entendait n'en réserver le bénéfice qu'aux ouvriers permanents de l'usine, ni surtout qu'il abandonnait aux tribunaux le soin d'apprécier le degré de permanence auquel commencerait l'application des lois sur le travail.

La Commission supérieure dans son rapport pour 1903 s'exprimait ainsi : « Cette distinction qui ne figure pas dans la loi aboutirait si la jurisprudence de la Cour de Paris devait se généraliser à la suppression pure et simple dans la majeure partie des établissements industriels, de cette double formalité légale, obligation du livret individuel et inscription sur le registre d'usine. On pourrait alléguer chaque fois que des contraventions de cette nature seraient relevées que les ouvrières qui en sont l'objet ne font partie que momentanément du personnel de l'usine et il serait presque impossible à l'Inspecteur de prouver le contraire » (1).

Un jugement du tribunal de simple police de Paris du 16 mars 1909 (*Bulletin de l'Inspection du Travail* 1909, n^{os} 1 et 2, p. 46), contrairement à l'arrêt de la Cour de cassation a cependant considéré « qu'il n'appartient pas au juge de police par une classification arbitraire de diviser les ouvrières en 2 catégories, comprenant la première, celles attachées à l'établissement d'une manière permanente et la seconde celles qui n'y seraient employées qu'accidentellement ; une pareille distinction serait impossible à établir d'une façon équitable et précise et que d'ailleurs elle serait une modification de la loi et que les dérogations aux dispositions

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 en 1903. (*Journal officiel* du 4 août 1904, page 4905.)

légales prohibitives sont toujours de stricte interprétation »).

De ce que la prescription de l'affichage a pour but de renseigner l'ouvrier sur ces droits il ne faudrait pas en conclure que toute infraction à cette prescription disparaît du moment qu'en fait les heures de travail et de repos sont depuis longtemps connues du personnel (Jugé par le tribunal de simple police de Troyes, le 29 décembre 1893) (1).

Quelques industries telles que celle de l'ardoise où le travail se fait aux pièces, à la volonté de l'ouvrier, n'ont pas dans l'usage d'heures fixées pour le commencement et la fin du travail. Dans ces cas exceptionnels on a admis jusqu'ici que le patron ne saurait être tenu d'afficher des heures qui n'existent pas, mais qu'il doit veiller cependant à ce que les ouvriers protégés jouissent du temps de repos légal et ne dépassent le temps fixé pour le travail journalier (2) ; cette tolérance n'est pas légale ; un horaire devrait être affiché, et les ouvriers, tout en ayant la liberté de commencer et de terminer le travail à leur gré, devraient rester dans les limites extrêmes de cet horaire. Si l'industrie n'a pas d'atelier fixe, comme celle des maçons, couvreurs, ramoneurs, les affichages prescrits par l'article 11 doivent se faire dans le bureau où le patron paie les ouvriers (Tribunal de Marseille, 20 janvier 1887) (3).

(1) D. 94. 2. 185.

(2) Cette situation faite à l'industrie de l'ardoise ressort de la discussion de la Chambre des députés, du 16 juillet 1891, rappelée par M. Adigard à la 1^{re} séance du 25 juin 1908.

Elle est également reconnue dans le *Commentaire des lois sur la protection du travail industriel*, de Mesnard et Lenoury, page 58.

(3) Cité dans l'ouvrage de M. Grillet : *La Réglementation du travail*, page 150.

On s'est demandé sur quelle heure devait se baser l'industriel pour établir son horaire du travail et des repos.

Il paraît difficile de s'associer à la manière de voir du tribunal de Douai (jugement du 5 juin 1902) (1) qui déclare que le législateur a voulu désigner « l'heure moyenne des horloges du pays », ce qui sans doute veut dire l'heure moyenne indiquée par les horloges de la mairie, et de l'église. Il ne faut pas non plus que l'Inspecteur se fixe toujours sur l'heure de l'usine. Dans le rapport de la Commission supérieure de 1902 (2), il est notamment signalé que des industriels de la circonscription de Lyon ont tenté d'imposer à leur personnel, en avançant puis en retardant le même jour, l'horloge de leur usine une augmentation de durée de travail.

En Angleterre, il est ordinairement admis que les indications portées sur l'horaire doivent se rapporter à l'heure légale et non à l'heure plus ou moins fantaisiste qu'il lui plaît de faire marquer à son horloge.

En France, il a été jugé parfois, ainsi par le tribunal de simple police de Tourcoing (3) du 6 juin 1901 que les horaires devaient être réglés sur l'heure légale.

L'heure légale (D. P. 1891. 4. 83, col. 1) établie en France et en Algérie par la loi du 14 mars 1891 s'applique aux termes d'une circulaire du 30 juin 1891 à tous les actes de la vie publique et administrative et à ceux de la vie privée dans lesquels intervient un officier

(1) D. 1903. 1. 489. Note de M. F. T.

(2) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 pendant l'année 1901. *Journal officiel* du 30 août 1902, page 5913.

(3) D. 1903. 1. 489. Note de M. F. T.

public et ministériel. Sont-ce des actes de ce genre dans le sujet qui nous occupe ? Lorsqu'il s'agit d'infraction aux paragraphes 1 et 2 de l'article 4, portant interdiction du travail de nuit pour les enfants et les femmes entre 9 heures du soir et 5 heures du matin sans aucun doute c'est à l'heure légale qu'il faut se référer. Dans les autres cas nous estimons, avec la Commission supérieure du Travail que l'exigence stricte de l'heure légale serait peut-être un peu excessive, notamment dans les industries éloignées de tout centre, mais qu'il faut cependant que les inspecteurs s'efforcent de réprimer toutes les manœuvres frauduleuses.

Peu importe pourvu que la durée du travail soit respectée, que l'heure fixée soit l'heure légale, l'heure moyenne des horloges du pays ou l'heure de l'horloge de l'usine.

L'article 11 décide qu'« un duplicata de l'horaire doit être adressé à l'inspecteur, un autre déposé à la Mairie ». L'Inspecteur doit pouvoir se tenir au courant, de façon précise, de la distribution des heures de travail dans les usines et ateliers qu'il est chargé de surveiller ; l'industriel doit donc lui adresser dès son application copie de toutes les modifications apportées à l'horaire.

Il a été jugé que l'envoi de la copie des affiches à l'Inspecteur du Travail doit avoir lieu, alors même que l'adresse exacte du domicile de l'Inspecteur est ignorée, l'énonciation de la qualité officielle de ce dernier étant suffisante pour que le pli puisse lui parvenir (Tribunal de simple police de Troyes, 29 décembre 1893) (1). L'affichage à la mairie est établi comme garantie de

(1) D. 94. 2. 185.

la stabilité de l'horaire, permet aux ouvriers de vérifier si l'horaire de l'atelier est bien concordant avec celui affiché à la maison commune et renseigne l'Inspecteur avant son entrée à l'usine, au cas où il n'aurait pas sur lui le duplicata qui lui a été adressé et au cas de changement récent de l'horaire. Car il ne faut pas perdre de vue que les établissements sous le contrôle d'un même Inspecteur sont des plus nombreux et qu'il ne lui est pas possible, la région qui lui est soumise, dépassant souvent l'étendue d'un département, de passer toute une journée pour contrôler une seule usine.

Le paragraphe 5 de l'article 11 porte qu'un tableau spécial visé par l'Inspecteur doit être placé dans les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance et qu'il doit indiquer les conditions du travail des enfants, déterminer l'emploi du temps, c'est-à-dire des heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas.

Le visa de l'Inspecteur ne dispense pas à notre avis de l'obligation d'afficher le nom et l'adresse de l'Inspecteur.

Le tableau doit être écrit ou imprimé en caractères facilement lisibles ; cette recommandation, bien que faite seulement au paragraphe 5 est applicable aussi aux indications que le paragraphe 2 exige des chefs d'industrie.

D'après une circulaire ministérielle du 19 décembre 1892 « il y aurait intérêt à ce que le visa fût toujours apposé par l'Inspecteur divisionnaire » pour assurer l'unité du service.

Le paragraphe 6 de l'art. 11, pour ces mêmes établissements oblige la remise à l'Inspecteur tous les trois

mois, d'un état nominatif des enfants employés, signé par le directeur. La prescription de cet état nominatif ne dispense pas le directeur d'exiger pour chacun des enfants, le livret individuel institué dans tous les établissements employant un personnel protégé, en vertu de l'article 10. Telle est la solution adoptée par l'arrêt de la Cour de cassation du 8 décembre 1900 (1) et qui a été précisée par une circulaire ministérielle du 27 avril 1901 (2).

« Attendu, dit cet arrêt que les §§ 4 et 5 (maintenant §§ 5 et 6 depuis la loi du 30 mars 1900) de l'article 11, qui ne figuraient pas dans la rédaction originale, ne furent introduits dans la loi qu'après qu'elle eût été discutée en détail et cela à la suite d'un amendement qui réclamait des garanties spéciales à l'égard des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité et de bienfaisance; que ces §§ 4 et 5 ne sont donc que des dispositions complémentaires qui ne faisant pas double emploi et se conciliant facilement avec les autres prescriptions de la loi, — doivent par cela même, s'appliquer cumulativement avec les dernières... »

Telles sont les prescriptions de l'article 11, qui doivent permettre à l'Inspecteur du Travail de contrôler si la limite légale de la durée du travail n'est pas dépassée pour les personnes visées par la loi.

Quelques contestations se sont présentées au sujet du calcul de la durée du travail effectif. Certains industriels demandaient en effet que les heures d'ouver-

(1) D. 1902. 1. 57.

(2) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 en 1901. (*Journal officiel* du 30 août 1902, page 5917.)

ture et de fermeture de leur usine ne fussent pas prises en considération dans ce calcul, les ouvriers se présentant souvent à l'usine un quart d'heure avant la mise en marche, afin de s'abriter contre les intempéries ou de quitter leurs vêtements de ville pour revêtir leurs vêtements de travail.

Afin de fixer exactement le sens du terme de travail effectif employé par la loi, M. le Ministre du Commerce a adressé à la date du 25 juin 1901 aux Inspecteurs divisionnaires une circulaire aux termes de laquelle, procès-verbal ne pourrait être dressé aux industriels que si les ouvriers rencontrés dans l'usine avant la mise en marche ou après l'arrêt des moteurs étaient occupés à un travail quelconque. Par contre, s'ils n'étaient pas encore où s'ils n'étaient plus à la disposition de l'industriel, aucune contravention ne saurait être relevée à la charge de ce dernier, quelle que soit l'heure à laquelle les ouvriers franchissent le seuil de l'usine pour y entrer ou pour en sortir.

Du reste le texte de la loi ne laisse aucun doute à cet égard. L'article 2 de la loi du 2 novembre 1892 n'oblige pas l'industriel à indiquer sur le tableau de l'emploi du temps, qui doit servir de base pour le calcul du travail effectif, ni l'heure de l'entrée à l'usine, ni l'heure de la sortie, mais seulement les heures auxquelles commence et finit le travail ; cette disposition laisse entendre que la durée du travail effectif ne saurait être confondue avec la durée de présence à l'usine. Naturellement la durée du travail effectif doit être calculée sous la déduction du repos. Et par repos, il faut entendre tous les moments de la journée où les ouvriers ne sont pas à la disposition du patron, sans que la loi impose à

l'industriel de faire évacuer son établissement par les ouvriers pendant la durée de ces repos (1).

Seul le décret du 10 mars 1894 exige pour des raisons hygiéniques l'évacuation des locaux affectés au travail, mais non pas de l'usine, pendant les interruptions de travail pour les repas.

Dans l'esprit du législateur de 1892, l'obligation de l'affichage et l'envoi d'un exemplaire à l'inspecteur avait pour but de faire connaître d'une façon précise la distribution des heures de travail et de repos adopté par les industriels. Ceux-ci, dès le lendemain de la promulgation de la loi, en même temps qu'ils étaient avisés de la réduction de la durée du travail, avaient été invités à adresser à l'Inspecteur départemental de leur section, le nouvel horaire qu'ils devaient afficher, « cette invitation ne constituait à aucun titre une mise en demeure, mais une sorte d'avis préalable destiné à prévenir les contraventions (2) ».

En dehors des heures de travail portées à l'emploi du temps, l'Inspecteur ne devait donc trouver au travail aucune des personnes protégées par la loi ; à la lecture de l'horaire, dès son entrée dans l'usine, il lui était facile de s'assurer que la limite assignée à la durée du travail était bien respectée et que les repos réglementaires étaient bien observés. L'industriel pouvait du reste, en vertu des dispositions de l'article 11, modifier l'horaire aussi souvent qu'il le jugeait nécessaire à la mar-

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 en 1901. (*Journal officiel* du 30 août 1902, page 5912.)

(2) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 en 1902. (*Journal officiel* du 26 septembre 1903, page 5981.)

che régulière de son établissement, à la condition d'envoyer un nouveau duplicata à l'Inspecteur, avant son application, il n'avait pas à attendre d'accusé de réception. La mesure prise semblait donc donner, tout en permettant un contrôle efficace, toute latitude au chef d'industrie pour organiser son travail.

Dans l'esprit de la loi, les indications mentionnées à l'horaire étaient sans aucun doute obligatoires, car la formalité de l'affichage ne pouvait avoir aucune efficacité si le fait de ne point l'observer n'était pas répréhensible ; à quoi, du reste, aurait servi l'envoi d'un exemplaire à l'Inspecteur !

Il fallait donc admettre que si des jeunes ouvriers ou des femmes étaient trouvés au travail à une heure indiquée à l'horaire pour le repos ou pour la cessation du travail, les Inspecteurs devaient sans avoir à rechercher si la durée légale n'était pas dépassée, recherche presque impossible, dresser autant de contraventions que de personnes employées en dehors de celles affichées.

Il semblait que l'article 11 devait créer une véritable présomption légale n'admettant pas la preuve contraire, la non-concordance de l'horaire et de la durée effective du travail étant par elle-même un délit — qui se répétait pour autant de personnes rencontrées en violation de l'affichage.

De plus, quand la loi du 30 mars 1900 est intervenue pour réduire le travail à 11 heures, 10 h. 1/2, 10 heures, on a pu penser que la prescription de l'article 11 servirait à garantir le contrôle non seulement pour les enfants et les femmes, mais aussi pour les hommes adultes travaillant dans les mêmes locaux que les personnes pro-

tégées par la loi de 1892, puisqu'on croyait que cette loi allait astreindre les hommes adultes aux mêmes heures d'entrée, de sortie et de repos que les femmes et les enfants et que par voie de conséquence, les ouvriers adultes mâles devraient se conformer aux heures de travail portées à l'horaire.

Nous verrons plus loin que la Cour de cassation, par divers arrêts de 1901 décida que la simultanéité des repos ne s'appliquait qu'aux enfants et aux femmes et que pour les hommes adultes la limite seule de la durée du travail leur était applicable.

D'autres arrêts, en supprimant toute sanction, devaient même rendre inefficace l'obligation de l'affichage de l'emploi du temps prescrit par l'article 11 de la loi de 1892.

Nous devons dire que pour permettre le contrôle, toutes les exceptions prévues, pouvant prolonger la durée du travail prescrite par la loi de 1892 soit par l'article 7, pour certaines industries indiquées par un règlement d'administration publique, soit par l'article 4 en ce qui concerne les veillées, doivent être affichées dans les ateliers.

La prolongation du travail à 12 heures pendant 60 ou 90 jours étant accordée au préalable par l'Inspecteur, l'industriel suivant la circulaire du 12 août 1893 doit lui adresser une demande avec la justification des motifs invoqués ; l'autorisation indique le délai pour lequel elle est accordée, la date du commencement et de la fin du délai, le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants auxquels elle doit s'appliquer, la durée maxima du travail quotidien et les heures de travail et de

repos. Une copie de cette autorisation doit être affichée dans les ateliers tant que la dérogation dure.

Il nous faut rappeler que le Sénat a adopté le 24 mars 1904 une proposition de loi modifiant l'article 7 et instituant au régime de l'autorisation donnée par l'Inspecteur, celui du préavis ; la réforme réduirait la tâche des Inspecteurs ; mais aurait le tort pour certaines industries de remplacer par un droit ce qui n'est actuellement qu'une tolérance accordée sur demande motivée.

L'autorisation des veillées, pour quelques industries de modes prévues au décret du 15 juillet 1893, étant de droit jusqu'à concurrence de 60 jours par an, l'industriel qui veut prolonger la durée du travail au delà de 9 heures du soir, doit auparavant adresser un avis à son inspecteur ou son inspectrice. En vue de permettre à l'Inspecteur de constater que l'avis a bien été adressé avant le commencement du travail exceptionnel, l'article 6 du décret du 15 juillet 1893 modifié le 26 juillet 1895 décide que « l'avis sera donné par l'envoi d'une carte postale, d'une lettre sans enveloppe ou d'un télégramme de façon que le timbre de la poste fasse foi de la date du dit avis. Une copie de l'avis sera immédiatement affichée dans un endroit apparent des ateliers et y restera apposée pendant toute la durée de la dérogation ».

L'insuffisance des moyens de contrôle de cette dérogation est évidente en ce qui touche tout d'abord les indications à inscrire par le chef d'établissement sur l'avis de veillée. Pour que cet avis puisse servir à contrôler si la durée du travail n'est point dépassée, il faudrait qu'il mentionnât obligatoirement les modifications

apportées ce jour-là à l'horaire de l'établissement, tant en ce qui concerne le travail qu'en ce qui touche au repos ; il serait également désirable qu'il fût fait mention du nombre des ouvrières pour qui l'avis de veillée a été dressé.

Enfin les Inspecteurs de province constatent que la mise à la poste de l'avis « avant le commencement du travail exceptionnel », c'est-à-dire parfois à 8 heures du soir est presque toujours trop tardive pour que le pli puisse porter le timbre du jour et que cette particularité permet au chef d'établissement de porter l'avis à la poste après le passage de l'Inspecteur. L'avis portant dans l'un comme dans l'autre cas le timbre du lendemain, l'Inspecteur est dans l'impossibilité de savoir s'il a précédé ou suivi sa visite.

La Commission supérieure dans son rapport pour 1907 (1) dit que « l'article 6 paragraphe 2 du décret du 15 juillet 1893 devrait indiquer les heures modifiées ce jour-là du travail et des repos ainsi que le nombre des ouvrières qui seront astreintes à la prolongation de durée de travail. En outre il serait stipulé que l'avis devrait être mis à la poste au plus tard le jour du travail exceptionnel et, en tout cas, assez tôt pour qu'il puisse être timbré ce jour même par le bureau de poste. Le timbre de la poste ferait foi de la date et éventuellement de l'heure du dépôt. Ce serait à l'industriel à se préoccuper de l'heure extrême de l'apposition, sur les pièces de correspondance, du timbre postal du jour » ;

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 en 1907. (*Journal officiel* du 26 août 1908, page 759.)

si cette heure extrême était passée, il devrait toujours user du télégramme.

Etant donné l'impossibilité pour les Inspecteurs de pénétrer la nuit dans les établissements, à moins d'indices leur permettant de croire à une contravention du travail, des abus sérieux ont lieu actuellement, notamment dans les grandes villes où les ateliers ouvrent rarement sur la voie publique ; les indices tels que « lumière, bruit de machines, allées et venues d'ouvriers » ne pouvant guère dans ce cas être constatés du dehors ; les 60 jours de veillées annuelles sont souvent dépassés dans les ateliers de couture, lingerie, où le travail à l'aiguille se fait sans bruit, dans les orphelinats et ouvroirs religieux, entourés de clôtures, et dans les maisons ayant des succursales dans les villes d'eaux (nombre d'ouvrières se déplaçant avec leurs patronnes).

Naturellement la prolongation du travail au delà des tolérances permises par les articles 7 et 4 est tout aussi bien punie que la prolongation du travail au delà de la durée normale indiquée par l'article 3 lorsqu'il n'y a pas tolérance.

En résumé, qu'il s'agisse du travail normal ou de dérogations autorisées à la durée légale du travail, l'industriel doit afficher l'horaire du travail réel des personnes protégées par la loi de 1892 et l'Inspecteur doit toujours être avisé antérieurement.

Maintenant, en ce qui concerne le travail des hommes adultes, tout chef d'établissement qui veut bénéficier des dérogations à la durée du travail, prévues au décret du 28 mars 1902 est tenu de faire connaître préalablement à l'Inspecteur du Travail, la nature de la dérogation, le nombre d'ouvriers pour lesquels la

durée du travail journalier sera augmentée, les heures de travail et de repos de ces ouvriers, celles de l'ensemble du personnel de l'établissement et les jours auxquels s'applique l'augmentation. Copie de cet avis sera affiché dans l'établissement (article 3 du décret).

Si la dérogation a un caractère permanent il suffira à l'industriel d'aviser une fois pour toutes l'Inspecteur du Travail ; pour les exceptions qui doivent au contraire durer un temps limité, un avis devra être envoyé pour chaque période où il devrait être fait usage de la dérogation.

La dérogation est de droit sauf dans deux cas : 1° au cas de travail des ouvriers spécialement employés soit à des opérations de grosse métallurgie, soit à d'autres opérations reposant sur des réactions qui techniquement ne peuvent être arrêtées à volonté, lorsque les uns et les autres n'ont pu être terminés dans les délais réglementaires par suite de circonstances exceptionnelles ; 2° quand il s'agit de travaux urgents immédiatement nécessaires pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer un accident. Dans ces deux cas l'avis devra être envoyé à l'Inspecteur du Travail d'urgence par exprès ou par télégramme. Si la faculté réclamée ne lui paraît pas justifiée, l'Inspecteur en avisera l'industriel et si celui-ci passe outre, il verbalisera.

De toute la législation actuelle sur la réglementation du travail dans l'industrie, il n'y a donc que la loi du 9 septembre 1848 qui ne prévoit pas l'affichage de l'horaire du travail des hommes adultes — puisque la loi de 1892 oblige les industriels à afficher les heures de travail des adolescents et des femmes et que les dé-

crets de 1893 (modifiée 1895) et de 1902 contiennent la même formalité d'affichage pour les dérogations. Il est donc regrettable que la loi du 30 mars 1900 n'ait pas mentionné le même principe pour les hommes adultes, surtout pour ceux travaillant dans les mêmes locaux que les enfants ou les femmes. Le texte voté par la Chambre le 25 juin 1908 réparera cette omission.

CHAPITRE VI

ABONDANCE DES AFFICHES DANS LES ATELIERS

Nous avons pu nous rendre compte que la législation actuellement en vigueur en matière de travail prescrit l'apposition, dans les établissements industriels, d'un certain nombre d'affiches, contenant soit le texte des dispositions légales et réglementaires, soit des mentions d'ordre divers.

Le nombre de ces affiches est souvent considérable, couvrant une surface murale importante et occasionnant une véritable gêne ; car il arrive fréquemment qu'un même établissement est visé par les différentes lois ouvrières et il s'ensuit que pour en placarder les textes, les murs sont insuffisants. Du côté patronal, on s'est plaint que dans certains ateliers, les locaux ne permettaient pas d'afficher toutes les lois ouvrières et tous les avis obligatoires, les chefs d'établissements pouvant encourir une contravention pour l'oubli d'une seule affiche ou parce qu'une affiche déchirée ou disparue n'aurait pas été remplacée. Du côté ouvrier, on a objecté que les affiches étaient placées parfois trop haut, dans des couloirs mal éclairés, étaient maculées par la poussière ou usées par le temps, de plus qu'elles étaient souvent écrites en

petits caractères, par suite de la longueur du texte et que l'ouvrier les lisait difficilement, en ajoutant que de l'heure de la rentrée à l'heure de la sortie, comme il doit tout son temps à l'employeur, il n'est pas libre de les consulter utilement. Les affiches ne répondent donc pas toujours à leur but qui est d'éclairer le travailleur sur ses droits et de lui donner la possibilité de savoir dans quel cas il peut adresser réclamation à l'Inspecteur.

Aussi, le Ministre du Travail a-t-il déposé à la Chambre des députés le 16 février 1909 un projet de loi concernant la publicité des dispositions relatives à la réglementation du travail dans les établissements industriels et commerciaux, par lequel il propose, suivant le rapport sur l'affichage des lois ouvrières présenté par M. Paillot au nom de la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail, la suppression de certaines affiches, afin de mieux faire ressortir l'importance de celles qui resteraient obligatoires. Bien entendu, toutes celles qui touchent au contrôle de la durée du travail, c'est-à-dire les horaires du travail, les noms et adresses des Inspecteurs, les avis ou autorisations concernant la prolongation de la durée du travail ou le travail de nuit, les avis concernant la suppression du repos hebdomadaire seraient maintenues ; le texte en est en général très court et il est possible de les présenter sous une forme simple, claire, rapidement lisible ; les textes des lois et règlements généraux seraient réunis dans une brochure qui serait à la disposition du personnel à raison d'un exemplaire par 20 ouvriers ou employés ; une affiche contenant le titre officiel et la date des lois et décrets compris dans la brochure serait

apposée dans un endroit apparent de l'atelier ou magasin.

L'ouvrier pourrait en outre pour un prix très modique acquérir la brochure.

M. Raoul Jay, dans la séance du Conseil supérieur du Travail du 11 novembre 1907, faisait à ce projet certaines critiques.

« Faire disparaître, disait-il, des murs de nos ateliers.... le texte des lois qui y figure, le faire disparaître complètement pour le remplacer par une indication de titres et de dates, je considère que ce serait non pas un progrès, mais un recul sur la situation existante.

..... Je ne vois pas bien comment cette suppression pourrait se concilier avec l'application de plusieurs de nos lois. Prenons, si vous le voulez, la très grosse question de la durée du travail. La durée légale maxima est aujourd'hui dans les ateliers qui occupent des enfants, des adolescents ou des femmes, portée à la connaissance des ouvriers par l'affichage des lois de 1892 et de 1900. Cet affichage leur apprend qu'en principe la journée de travail ne doit pas dépasser 10 heures.

« Au-dessous où à côté de l'affiche reproduisant les règles relatives à la durée du travail, l'industriel qui, dans les conditions prévues par la loi ainsi affichée, aura obtenu la permission de travailler pendant quelques jours plus longtemps, devra avant le commencement du travail, afficher l'autorisation reçue de l'Inspecteur. Ai-je besoin d'insister pour vous faire comprendre le très grand intérêt que présente la juxtaposition de ces deux affiches, l'une indiquant la règle légale, l'autre les dérogations autorisées (1) ».

(1) Voir Annexes du projet de loi du 16 février 1909. (N° 2314 des *Impressions de la Chambre des députés*, page 20.)

M. Jay préférerait qu'on procède à une sorte de triage entre les dispositions dont l'affichage est aujourd'hui ordonné.

Le projet de loi n'est pas encore rapporté à la Chambre ; mais de toute façon les mentions qui touchent l'horaire du travail et les avis ou autorisations de dérogations en matière de durée de travail non seulement seraient maintenues, mais en raison de la suppression d'autres affiches apparaîtraient plus facilement aux yeux des ouvriers et des Inspecteurs, et il serait presque impossible au chef d'établissement de porter modification à l'horaire, dès la connaissance de l'arrivée de l'Inspecteur du travail.

DEUXIÈME PARTIE

ARRÊTS DE LA COUR DE CASSATION ENLEVANT
TOUTE SANCTION A L'OBLIGATION DE L'AFFICHAGE
DE L'HORAIRE DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER

ARRÊT DES 30 NOVEMBRE ET 28 DÉCEMBRE 1901 : PORTANT QUE L'INTERDICTION DES RELAIS ET LA SIMULTANÉITÉ DES REPOS NE S'APPLIQUENT PAS AUX HOMMES ADULTES

Le texte du paragraphe 2 de l'article 11 de la loi de 1892, en prescrivant l'affichage des heures auxquelles devait commencer et finir le travail ainsi que les heures et la durée des repos semblait donner à l'Inspecteur un moyen de contrôle suffisant pour s'assurer que la durée légale du travail des enfants, des adolescents et des femmes était bien respectée.

Quand la loi de 1900 fut votée, on a pu penser que la prescription de cet article servirait aussi à garantir le contrôle de l'inspection pour les hommes adultes occupés dans les mêmes locaux que les personnes protégées par la loi de 1892.

La loi de 1900 insérait à l'article 3 de la loi de 1892, un paragraphe 3 portant que « dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi » et à l'article 11, un paragraphe 3 décidant que « dans les établissements visés par la présente loi autres que les usines à feu continu et les établissements

qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4 sera interdit pour les personnes protégées par les articles précédents dans un délai de 3 mois à partir de la promulgation de la présente loi.

En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. »

L'intention directe du législateur en réduisant à 10 heures le travail à la date du 30 mars 1904 après deux périodes transitoires pendant lesquelles le travail fut abaissé successivement de 12 heures à 11 heures, puis de 11 heures à 10 h. 1/2, en unifiant la durée du travail de l'adulte, de la femme et de l'enfant était de répondre aux protestations et aux résistances fondées sur la variété des régimes de travail qui résultaient de la loi de 1892 combinée avec la loi de 1848, et de faciliter le contrôle que ces différences de régime rendaient trop souvent illusoire (1).

Dans son rapport à la Chambre des députés du 11 décembre 1899, M. Dubief écrivait : « Il faut que cette loi une fois votée, l'unification du travail dans les établissements soit réalisée, entrée au travail à la même heure, repos à la même heure, sortie à la même heure. Il faut que la loi, dans un but de haut intérêt moral, assure l'unité de la famille ouvrière, reconstitue la vie au foyer en permettant au père, à la mère, à la femme et aux enfants de se retrouver à la maison aux mêmes

(1) Projet de loi relatif à la réglementation du travail du 20 juillet 1906. (N° 236 des *Impressions de la Chambre des députés*, page 2.)

moments dans l'intimité des joies et souvent hélas ! des peines communes ».

Au lendemain du vote de la loi, dans sa circulaire du 17 mai 1900, M. Millerand, Ministre du Commerce, précisant, disait « ainsi se trouvent unifiés pour tout le personnel protégé non seulement la journée de travail, mais la répartition entre la limite de cette journée entrée à l'atelier, repos, sortie à la même heure. Pour le plus grand bien matériel et moral de la famille ouvrière, le législateur y restaure la vie en commun ». Par personnel protégé, cette circulaire entendait tout le personnel protégé par la loi du 30 mars 1900, enfants, femmes et hommes adultes travaillant dans les mêmes locaux que les enfants et les femmes.

« Toutes les fois, avait pu dire M. Millerand, que dans un même bâtiment sous un même toit ou sur un même emplacement, des hommes, des femmes ou des enfants collaboreront au même travail, ils devront être soumis à une règle commune, quelque soient la place, la salle où l'étagé où ils se trouvent. »

Dans ces mêmes locaux, où on ne peut « différencier le travail de l'homme de celui de l'enfant ou de la femme » suivant les termes de M. Maxime Lecomte, rapporteur du projet au Sénat, on pouvait croire que l'horaire du travail prescrit par l'article 11, serait le même pour tous les ouvriers et que le contrôle de l'inspection pourrait par ce moyen s'étendre également aux hommes adultes ; la pensée des auteurs de la loi de 1900, en posant la simultanéité des repos et l'interdiction des relais étant sans aucun doute d'unifier le travail pour tous les ouvriers employés dans les mêmes locaux ; les déclarations de M. Millerand, ministre et

de M. Dubief, rapporteur, nous l'avons vu, sont suffisamment précises ; pour eux l'interdiction des relais devait s'appliquer aux hommes adultes.

La Cour de cassation, par un premier arrêt du 26 janvier 1901 (1) abonda dans le même sens.

Dans un établissement à personnel mixte, visité par l'Inspecteur départemental, 2 ouvriers travaillaient de 5 heures du matin à 5 heures du soir et le surplus travaillait de 6 heures du matin à 6 heures du soir, avec repos de midi à 1 heure pour tout le personnel (la durée du travail autorisée était alors de 11 heures). L'Inspecteur dressa contravention. Devant le tribunal de simple police, l'industriel soutint que l'article 3, paragraphe 3 ne s'appliquait pas aux hommes adultes et que par conséquent il n'avait pas à donner à ces derniers des repos simultanés ; de plus, en admettant que les adultes mâles devaient prendre leur repos en même temps que le reste du personnel, la prescription de la loi était observée du fait que le repos qui interrompt la journée est donné à la même heure à tous les ouvriers, l'article 3, paragraphe 3, d'après lui ne pouvant s'appliquer qu'à ce seul repos et non à celui qui finit le travail. Le tribunal de simple police admit cette thèse. Le Ministère public se pourvut contre cette décision et la Cour de cassation cassa le 26 janvier 1901, le jugement attaqué.

D'après cet arrêt de la Cour de cassation : « Il y a contravention à la loi du 30 mars 1900, lorsqu'il est établi que dans un établissement industriel à personnel mixte des ouvriers travaillaient à des heures différentes de celles auxquelles le reste du personnel était occupé.

(1) D. 1901, 1, 177.

En effet, d'une part, dans ces établissements les hommes adultes sont compris au nombre des personnes protégées pour lesquelles d'après l'article 3, paragraphe 3 de la loi du 2 novembre 1892, modifiée par celle du 30 mars 1900 les repos doivent avoir lieu aux mêmes heures.

« D'autre part la loi vise aussi bien le repos qui clôt la journée de travail que le repos qui la divise, le travail devant, pour tous les ouvriers, commencer, s'interrompre et cesser aux mêmes heures. »

Il faut reconnaître que la loi de 1900 se proposant d'unifier le travail de tous les ouvriers dans les établissements mixtes, il ne suffit pas que hommes, femmes et enfants travaillent le même nombre d'heures mais encore il faut qu'ils travaillent aux mêmes heures, c'est le seul moyen de reconstituer la vie familiale dans les milieux ouvriers.

Mais à cette jurisprudence, la Cour de cassation ne tarda pas à y substituer une jurisprudence beaucoup plus étroite ; par deux arrêts du 30 novembre 1901 et du 27 décembre 1901, elle a jugé que l'interdiction des relais ne s'appliquait pas aux ouvriers adultes dans les établissements mixtes, donnant ainsi une interprétation à laquelle on ne pouvait s'attendre.

D'après l'arrêt du 30 novembre 1901 (1), l'article 1^{er}, de la loi du 30 mars 1900 qui a modifié les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 2 de la même loi de 1900 qui a modifié le décret du 9 septembre 1848 sont deux dispositions distinctes qui s'incorporent dans les lois qu'elles modifient et qui juridiquement sont entre elles sans relation nécessaire,

(1) D. 1902. 1. 17.

sauf en ce qui concerne la durée de la journée de travail des adultes dans les établissements à personnel mixte lorsqu'ils travaillent dans les mêmes locaux que les personnes protégées par la loi de 1892.

Ainsi le décret de 1848 modifié s'applique uniquement aux ouvriers mâles et adultes et la loi de 1892 reste suivant son titre après la modification dont elle a été l'objet exclusivement applicable, comme avant, au travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ; l'article 11, paragraphe 3 de cette loi est inapplicable aux ouvriers adultes.

Pour quelle raison, la Cour de cassation fut-elle amenée à changer sa jurisprudence ? Sa première théorie du 26 janvier 1901 avait paru alarmante au monde des industriels ; c'est à l'assimilation complète des ouvriers adultes au personnel protégé qu'il faut attribuer la grève des ouvriers tullistes de Calais.

L'arrêt du 30 novembre 1901 visait le cas d'un industriel qui à Calais, faisait travailler des hommes adultes par équipes successives, discontinues et alternantes, les premiers ouvriers de 4 heures à 8 heures du matin et de 1 heure à 7 heures du soir, les seconds ouvriers de 8 heures du matin à 1 heure de l'après-midi et de 7 heures du soir à minuit, le travail étant divisé ainsi par quarts ; ce travail avait lieu dans des bâtiments et ateliers voisins de ceux dans lesquels travaillaient simultanément des femmes et des enfants mineurs de 18 ans.

La Cour décida, en ce qui concerne le mode de travail, que le travail par équipes successives, discontinues et alternantes, autorisé en principe pour les adul-

tes, ne leur devient pas interdit, lorsqu'ils l'accomplissent dans les mêmes locaux que ceux où travaillent des femmes et des enfants et pendant tout ou partie de la durée du travail de ces derniers.

C'est ce même arrêt, qui en ce qui concerne l'identité des locaux jugea que les mots « mêmes locaux » devaient être interprétés dans un sens restrictif et que par cette expression on ne doit entendre que « l'atelier où le travail se fait simultanément et en commun » et qu'on ne saurait y comprendre les ateliers séparés les uns des autres, où les bâtiments voisins dans lesquels peuvent être effectués les travaux de tous les ouvriers d'une usine ou manufacture. — C'était également sur ce point restreindre sérieusement l'esprit dans lequel avait été conçue la loi et en diminuer nettement la portée. — M. Dubief dans son rapport du 27 mars 1900 en discutant le sens des mots « dans les mêmes locaux » avait écrit : « S'agit-il d'une salle unique ? Suffira-t-il d'une cloison pour que les locaux soient différents ? Sera-t-on dans les mêmes locaux lorsqu'on travaillera à des étages différents ? Il nous semble qu'on doit entendre par même locaux ceux où non seulement a lieu un travail en commun du personnel protégé mais tous ceux qui servent de lieu de travail à toute industrie où tous les efforts sont combinés pour concourir à une même production ».

La Cour de cassation n'a pas voulu admettre une interprétation aussi large (1).

L'arrêt du 27 décembre 1901 (2) visait une filature

(1) Rapport de M. Dubief, du 27 mars 1900. (*Impressions de la Chambre des députés*, n° 1554, page 6.)

(2) D. 1903. 1. 201.

de coton de Bolbec, où 5 ouvriers adultes ne prenaient pas leur repos aux mêmes heures que l'ensemble du personnel, dans ses attendus il est dit « que la disposition ajoutée par la loi du 30 mars 1900 à l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848 n'innove en ce qui concerne les ouvriers adultes employés dans un établissement industriel à personnel mixte, que relativement à la durée du travail ; que l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, même modifié le 30 mars 1900 ne prescrit le repos et par suite l'identité des heures de repos que pour les femmes et les enfants, seules personnes que cette loi protège, depuis comme avant la modification qu'elle a reçue en 1900 ».

On a essayé de justifier l'argumentation de la Cour suprême en s'attachant aux articles mêmes de la loi de 1892, modifiés en 1900, ainsi dans le rapport de M. le Conseiller Roullier et les conclusions de M. le Procureur général Baudoin sur l'arrêt du 30 novembre 1901 (1).

On a prétendu que dans les textes déjà cités de la loi de 1900, savoir : 1° « dans chaque établissement... les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi » et 2° « dans les établissements visés par la présente loi... l'interdiction des relais sera interdit »..... les mots « présente loi » visent la loi de 1892. Mais cet argument est loin d'être décisif ; ces mots « présente loi » on les retrouve dans d'autres passages, ainsi « au bout de 2 ans à partir de la promulgation de la présente loi le travail sera réduit à 10 h. 1/2... et plus loin « l'or-

(1) Voir également l'article de M. Roux, Sirey, 1903, 1, 201.

ganisation des relais... sera interdit... dans un délai de 3 mois, à partir de la promulgation de la présente loi », ou ces mots ne peuvent s'appliquer qu'à la loi de 1900. Ainsi dans une même phrase, cette formule serait employée 2 fois dans 2 sens différents.

On a invoqué aussi les déclarations suivantes de M. Maxime Lecomte dans son rapport au Sénat du 15 mars 1900.

« Nous devons faire remarquer que l'objet de l'article 1^{er} de la loi et l'objet de l'article 2 sont essentiellement distincts. Il ne semble pas possible de s'y méprendre ; l'article 1^{er} modifie des dispositions de la loi de 1892 sur le travail des femmes et des enfants ; l'article 2 modifie l'article 1^{er} de la loi de 1848 sur le travail des hommes adultes. Cet article 2 ne modifie la loi de 1848 que sur un seul point : dans les établissements mixtes, c'est-à-dire qui emploient à la fois des hommes adultes et des personnes protégées par la loi de 1892, les hommes adultes ne pourront travailler que 11 heures. La loi, en ce qui concerne les hommes adultes ne dit pas autre chose, n'édicte aucune autre exigence et par exemple n'interdit ni le travail de nuit, ni le travail par équipes successives ».

Nous connaissons la pensée du Ministre et du rapporteur à la Chambre, mais même au Sénat il semble bien que la majorité n'acceptait pas l'interprétation restrictive du texte.

En effet, dans la séance tenue par le Sénat, le 26 mars 1900, alors que le travail par équipes semblait devoir être absolument interdit, M. Séblin proposa d'ajouter à l'article 4 de la loi de 1892 un paragraphe ainsi conçu :

« Toutefois le maintien de la double ou triple équipe est de droit dans les usines à feu continu. Elle demeure autorisée pour l'industrie des dentelles et des guipures, de la blanchisserie, de la teinturerie et pour toutes autres qui pourraient être classées dans la même catégorie par un règlement d'administration publique ».

M. Séblin invoquait la nécessité, dans certaines saisons de faire travailler les hommes jours et nuits en 3 équipes de 8 heures chacune et que dès lors il était impossible que les repos des hommes coïncident avec ceux des femmes et des enfants qui ne sont occupés que pendant le jour. M. Séblin jugeait son amendement nécessaire pour autoriser cet état de choses. M. Millebrand répondit que les industriels réduiraient la journée de travail des femmes et des enfants et qu'ainsi les femmes commenceraient, interromperaient et finiraient le travail en même temps qu'une des équipes d'hommes.

Cependant pour donner satisfaction à M. Séblin, M. Waddington proposa avec succès d'amender le texte du nouvel article 11 de la loi de 1892 en ajoutant aux usines à feu continu, dans lesquelles les relais étaient autorisés, certains établissements qui seraient déterminés par un règlement d'administration publique.

Puisqu'il fallait une disposition spéciale pour autoriser les adultes à ne pas avoir leur repos dans des cas spéciaux en même temps que le personnel protégé, il semble bien que l'intention du Sénat était de considérer la simultanéité des repos comme une règle générale s'appliquant à tout le personnel.

Un dernier argument a été présenté par M. Roux, (dans un article en note de l'arrêt de Cassation du 27 dé-

cembre 1901, Sirey, 1903. 1. 201). « Jusqu'ici, dit-il, le législateur, tout en rentrant, timidement, d'ailleurs, dans la voie de la réglementation du travail des adultes, s'était abstenu de se servir d'un qualificatif qui détonne « personnes protégées » appliqué à des hommes et jusqu'ici dans le langage législatif et administratif, les personnes protégées s'entendaient exclusivement des enfants et des femmes. La loi de 1900 aurait modifié tous ces errements. Evidemment, elle le pouvait et peut-être qu'à certains moments de sa préparation, on a pu avoir l'idée qu'elle le ferait, en s'occupant d'une manière générale de la condition des ouvriers. Mais telle qu'elle a abouti, il est difficile de le croire, car son intitulé et son contenu prouvent qu'elle a été faite non pour venir en aide aux hommes, mais pour assurer la défense des femmes et des enfants et les ouvriers adultes ne se sont trouvés mentionnés dans cette loi qu'occasionnellement et seulement dans les limites, pour les besoins de cette défense ».

Nous avons vu qu'au lendemain du vote de la loi, M. Millerand, ministre, n'était pas de cet avis puisque dans sa circulaire du 17 mai 1900, il entendait par personnes protégées enfants, femmes et hommes adultes travaillant dans les mêmes locaux.

Devant la jurisprudence de la Cour de cassation, ainsi affirmée, le Ministre du Commerce par sa circulaire du 23 janvier 1902 prévient les Inspecteurs qu'ils n'ont plus à considérer les règles de la simultanéité des repos et l'interdiction des relais comme s'appliquant aux hommes adultes. Désormais les industriels sont donc libres d'organiser deux régimes différents dans

un même local, un pour les hommes adultes, l'autre pour le personnel protégé par la loi de 1892.

La prescription de l'affichage de l'horaire, inscrit dans l'article 11, ne peut donc en aucun cas servir au contrôle du travail des hommes adultes.

Dans son rapport pour l'année 1902, la Commission supérieure du Travail déclarait : « Depuis que l'arrêt de cassation du 30 novembre 1901 est venu décider que l'article 11, paragraphe 3, de la loi du 2 novembre 1892, modifié par l'article 1^{er}, de la loi du 30 mars 1900 ne visait point les ouvriers adultes, l'application de l'article 2 de la loi du 30 mars 1900 qui a modifié la durée du travail du personnel adulte dans les établissements à personnel mixte est devenue fort difficile à contrôler. Les repos simultanés imposés par l'horaire au personnel protégé ne s'appliquant pas aux adultes et aucun tableau de travail n'ayant été prévu en ce qui concerne ceux-ci, il est toujours possible au patron de déclarer à l'Inspecteur, sans contradiction possible ou tout au moins probable de la part de l'ouvrier, que par suite des repos qui leur ont été accordés en fait, les ouvriers adultes n'ont point dépassé la durée légale du travail (1) ».

L'Inspecteur divisionnaire de Rouen en faisant connaître les diverses difficultés en face desquelles se trouvait le service pouvait dire : (2)

« Même sous l'empire de la loi de 1848 le contrôle du temps du travail s'est toujours exercé sans aucune

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 pendant l'année 1902. *Journal officiel* du 26 septembre 1903, p. 5981.

(2) Même rapport, même page.

contestation. La détermination de la durée du travail effectif était alors établie par les heures de mise en marche et d'arrêt du moteur quand il y en avait un, ou bien par les heures d'entrée et de sortie des ateliers. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui : non seulement la simultanéité du temps de travail est contestée, mais on se reconnaît le droit d'employer les ouvriers au gré de la production. Dans ces conditions la législation n'a plus de raison d'être. Mais ce qui touche encore davantage l'inspection, c'est que le contrôle risque d'être illusoire. Ne pouvant pas compter sur le témoignage des parties intéressées il perd la possibilité de faire des constatations fermes. Dans de telles conditions la durée de l'emploi de chaque travailleur à une besogne déterminée ne peut plus reposer que sur les présomptions. »

Le contrôle de la durée du travail est donc devenu presque impossible et l'inspection perd de son autorité en montrant son impuissance à réprimer les abus.

Un dernier effet des arrêts de la Cour de cassation est que la disposition de la loi du 30 mars 1900, réduisant de 12 à 10 heures, pour les adultes travaillant dans des établissements mixtes, la durée légale du travail journalier, puise sa sanction non pas dans la loi de 1892 mais dans la loi de 1848, à laquelle elle est incorporée. Cette sanction consiste donc, non pas dans une peine de simple police, comme pour les infractions à la loi de 1892, mais dans une amende correctionnelle de 5 à 100 francs et par suite le tribunal correctionnel est seul compétent pour en connaître (Crimin. Cass., 27 décembre 1901).

Ainsi que le fait observer le rapport de la Commis-

sion supérieure du Travail pour 1902 (1), cette jurisprudence aboutit à une anomalie étrange. Il paraît difficile en effet d'admettre que le législateur ait entendu punir l'industriel employant un homme adulte au delà de la durée légale plus sévèrement que celui qui fait travailler des femmes ou des enfants au delà de cette même durée. Cette anomalie énerve la répression plutôt qu'elle ne la renforce, les tribunaux correctionnels, comme l'on fait ceux du Nord pouvant apporter dans les condamnations qu'ils prononcent les atténuations prévues par l'article 463 du Code pénal et abusant de la loi du 27 mars 1891 relative au sursis, même lorsque, comme on l'a vu à Lille, le patron est en état de récidive.

Avant le revirement de jurisprudence que nous avons signalé ces solutions n'étaient pas admises. On mettait sur le même pied, au point de vue de la sanction, les infractions concernant les enfants et les femmes et celles concernant les adultes et on les punissait de peine de simple police.

Les difficultés d'application que nous venons de signaler expliquent le petit nombre de déclarations auxquelles donne lieu le décret du 28 mars 1902 qui prévoit des heures supplémentaires pour les adultes occupés à certain travaux préparatoires ou complémentaires, ainsi qu'en cas de force majeure.

Un Inspecteur de la région de Paris a pu écrire avec raison (2). « Le décret du 28 mars 1902 est appelé à

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 en 1902. (*Journal officiel* du 26 septembre 1903, page 5991.)

(2) Projet de loi sur le contrôle de la durée du travail, du 14 juin 1904, page 7.

ne recevoir qu'une application très limitée tant que le service de l'inspection n'aura pas à sa disposition le moyen de contrôler la durée du travail des hommes.

De très rares industriels, tous parmi les plus scrupuleux observateurs de la loi du 9 septembre 1848, m'ont informé de leur intention d'user des tolérances inscrites au dit décret ; ils m'ont fourni, en vue du contrôle, tous les renseignements exigés par l'article 2, notamment les heures du travail, ceux au contraire, qui violent couramment la loi de 1848 se sont bien gardés de me faire une déclaration qui aurait pu me servir à les prendre en défaut ».

Aucun contrôle effectif ne peut donc actuellement être réalisé pour la durée du travail des hommes adultes et l'observation de la loi sur ce point est uniquement subordonnée au bon vouloir de l'industriel et de l'ouvrier.

CHAPITRE II

ARRÊT DU 27 AVRIL 1900 : DÉCLARANT QUE LE FAIT
D'EMPLOYER DES OUVRIERS APRÈS L'HEURE FIXÉE
POUR LA CLOTURE DU TRAVAIL D'APRÈS L'HORAIRE
N'EST PAS DÉFENDU ALORS QUE LA DURÉE DU TRAVAIL
N'EST PAS DÉPASSÉE

Nous allons voir maintenant que même lorsqu'il s'agit du travail des femmes, des filles mineures et des enfants, la Cour de cassation finit par enlever, à l'obligation de l'affichage de l'horaire, toute sanction.

De 1893 à 1900, l'Inspecteur du Travail, qui pénétrait dans un atelier et qui constatait qu'on y travaillait à des heures qui d'après l'horaire affiché devaient être des heures de repos, dressait procès-verbal, relevant autant de contraventions qu'il y avait de personnes travaillant en ce moment, l'article 11 semblant créer une véritable présomption de faute n'admettant pas la preuve contraire. L'horaire n'était pas contesté et on relevait les contraventions pour la durée du travail par ouvrier et non pas une contravention unique par usine.

Ainsi le 20 janvier 1896, un jugement du tribunal de simple police de Marseille (1) avait décidé que les

(1) *Revue de Droit industriel*, 1896, page 391. (Cité dans l'article de M. Petit, en note de l'Arrêt du 11 novembre 1903, D. 1904. 2. 233.)

périodes de repos, telles qu'elles résultent du tableau de l'emploi du temps dont l'affichage est prescrit par l'article 11, § 2 doivent être respectées et que les patrons n'ont pas le droit de changer arbitrairement la réglementation du travail dans les ateliers.

Jusqu'en 1900, les tribunaux condamnaient toujours. Mais le 27 avril 1900 intervint un arrêt de la Cour de cassation (1), duquel il résulte que le fait d'employer des ouvriers après l'heure fixée pour la clôture du travail dans le tableau affiché dans les salles du travail n'est pas défendu et puni par la loi de 1892, alors qu'il est certain que la durée du travail telle qu'elle est autorisée n'est pas dépassée, et qu'il n'y a contravention à l'article 11, § 4, que lorsque le tableau de travail n'a pas été placé dans les salles de travail ou ne satisfait pas aux conditions déterminées par le texte de cet article.

L'affaire se présentait ainsi :

Le 3 novembre 1899, l'Inspecteur départemental du département de Maine-et-Loire se transportait à l'ouvroir Sainte-Thérèse, à Angers, et relevait, dans un procès-verbal dressé contre la dame S..., directrice de cet établissement (7 contraventions à l'article 10 et) 5 contraventions à l'article 11 de la loi du 2 novembre 1892.

Le tribunal de simple police d'Angers (condamna la prévenante à 7 amendes de 5 francs chacune pour infraction à l'article 10 mais) prononça la relaxe pour les contraventions à l'article 11, qui consistaient en ce que 5 enfants avaient été trouvés travaillant à 5 heures du

(1) D. 1904. I. 69.

soir alors que le tableau affiché dans l'atelier indiquait la fin du travail à 4 h. $\frac{1}{2}$, en invoquant que la durée du travail n'a pas excédé celle fixée par les articles 3 et 11 de la loi de 1892.

Le Ministère public demanda à la Cour de cassation l'annulation du jugement. Dans sa lettre au Procureur général, le Garde des Sceaux s'exprimait ainsi : « Le tribunal me paraît avoir faussé l'application de la loi, en effet, l'article 11 exige que le tableau indique « les heures de travail manuel, du repos, de l'étude et des repas » ; par suite, constitue une infraction à l'article 11, l'emploi des enfants visés dans cet article à des heures autres que celles portées sur le tableau sans qu'il y ait lieu de se préoccuper à ce point de vue de la durée du travail pour la journée et des prescriptions de l'article 3. Une interprétation contraire rendrait impossible le contrôle que la loi attribue aux Inspecteurs départementaux ».

La Cour de cassation aurait dû, semble-t-il, déclarer qu'il y avait contravention, bien au contraire, elle ne reconnut même pas qu'il y avait eu faute de la part de la directrice de l'établissement.

« Attendu, dit la Cour, qu'il est constaté par le jugement attaqué, que le 3 novembre 1899, à Angers, dans l'ouvrier Sainte-Thérèse, dirigé par la dame S..., cinq ouvrières âgées de moins de 16 ans, travaillaient encore à cinq heures du soir, alors que d'après le tableau déterminant l'emploi de la journée, le travail devait cesser à 4 h. $\frac{1}{2}$; Attendu qu'il n'y a contravention à l'article 11 que lorsque le tableau n'a pas été placé dans les salles de travail ou ne satisfait pas aux conditions déterminées par le texte de cet article, mais que

le fait d'employer des ouvriers n'est pas défendu et puni par la loi, lorsque, d'ailleurs, il est certain que la durée du travail telle qu'elle est autorisée n'a pas été dépassée ; et, attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que le 3 novembre 1899, à 5 heures du soir, c'est-à-dire au moment où l'Inspecteur du travail s'est présenté à l'ouvroir Sainte-Thérèse et a relevé les prétendues contraventions à l'article 11, § 4, le maximum de travail autorisé par la loi était loin d'être atteint.

Le pourvoi formé dans l'intérêt de la loi est rejeté ».

Des jugements et arrêts postérieurs ont été rendus dans le même sens. Ainsi, un jugement du tribunal correctionnel de Lille, rendu le 7 mai 1902 (1), a décidé à propos du § 2 de l'article 11, comme la Cour de cassation l'avait fait à propos du § 4, « que le fait de commencer le travail avant l'heure indiquée n'est pas défendu par cette disposition, que, dès lors, bien qu'il soit de nature à entraver le contrôle des inspecteurs, il ne constitue pas une contravention ». On peut rapprocher de cette décision un jugement rendu le 20 février 1901, par le tribunal de simple police de Lyon (2), d'après lequel il n'y a pas contravention aux articles 3, § 4, de la loi du 2 novembre 1892, et 1^{er} de la loi du 30 mars 1900, dans le fait d'employer des ouvriers après l'heure fixée pour la clôture du travail, si, d'une part, la durée du travail effectif ne dépasse pas le maximum autorisé par la loi et si, d'autre part, le tra-

(1) *Gazette du Palais*, 1902. 2. 436. (Cité dans la note de M. Petit, D. 1904. 2. 233.)

(2) *Moniteur judiciaire de Lyon*, 4 mars 1901. (Cité dans la note de M. Petit, D. 1904. 2. 233.)

vail est interrompu par un repos d'une durée d'une heure au moins.

Le 15 mai 1903 (1) la Cour de cassation a décidé que le juge, saisi d'une poursuite contre un industriel prévenu d'avoir fait travailler des enfants et des femmes pendant un temps excédant la journée de travail, établit, insuffisamment, l'infraction à l'article 3, par le seul motif qu'à un jour déterminé, les ateliers étaient en pleine activité après l'heure qui aurait dû marquer la fin du travail, d'après l'horaire affiché dans l'usine, sans constater que la durée effective du travail avait excédé le maximum fixé par la loi, en tenant compte de l'heure à laquelle le travail avait réellement commencé et du temps de repos accordé dans la journée ; car, dit la Cour, « à défaut de ces constatations, il est impossible de s'assurer des circonstances exigées par la loi pour que le fait incriminé puisse être déclaré punissable ». L'Inspecteur, et après lui le juge de simple police avaient voulu établir le dépassement des heures de travail par le fait seul que le travail durait encore à une heure ou, d'après l'horaire, il devait être terminé.

Il ressort donc qu'un patron, à la condition de ne pas dépasser la durée légale du travail, peut, sans contrevenir à la loi, ne pas se conformer à son horaire. Le travail pourra cesser, par exemple, une heure après l'heure fixée, s'il a été pris avec une heure de retard sur le moment où devait commencer la durée du travail.

Confirmant cette jurisprudence, on peut encore citer

(1) D. 1903. I. 489.

les arrêts de la Chambre criminelle des 18 et 19 juin 1903, et le jugement du tribunal de simple police de Paris, du 2 juin 1904 (1).

On peut concevoir jusqu'à un certain point que la Cour suprême, par son arrêt du 27 avril 1900, ait estimé que la disposition de l'article 11, § 2, sur laquelle s'appuyait le procès-verbal, ne pouvait viser *le fait d'employer* des ouvriers en dehors de l'horaire. « La loi dit, en effet, que l'industriel doit afficher les heures d'entrée, de sortie et de repos, et on pouvait estimer que l'auteur du procès-verbal, au lieu de viser *le fait d'employer* des ouvriers en dehors de l'horaire, aurait dû viser que *l'affichage inexact* des heures de travail » (2).

(1) *Bulletin de l'Inspection du Travail* de 1903 et de 1904.

(2) Projet de loi du 14 juin 1904, sur le contrôle de la durée du travail, page 4.

CHAPITRE III

ARRÊT DU 6 MAI 1904 : DÉCLARANT NON PUNISSABLE
LE DÉFAUT DE CONCORDANCE ENTRE LE TABLEAU
AFFICHÉ ET LE TRAVAIL EFFECTIF.

Si la jurisprudence se refuse à admettre que l'Inspecteur, trouvant des ouvriers qui travaillent en violation de l'horaire puisse, de ce seul chef, relever autant de contraventions qu'il y a d'ouvriers employés, on pouvait penser qu'elle allait reconnaître le droit de relever une contravention unique à l'article 11, § 2, ce qui revient à dire que si le fait d'employer des ouvriers en dehors de l'horaire n'est pas défendu et puni par la loi, du moins l'affichage d'un horaire inexact constitue une contravention.

Car, du moment que l'article 26, de la loi de 1892, déclare que « les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs », il semble bien que ce texte, dont le caractère est général, dût, au moins, sanctionner le § 2 de l'article 11.

Sans doute, la sanction est bien faible ; on a sou-

vent regretté le chiffre peu élevé qui sanctionne les contraventions à la loi de 1892. « Qu'importe, a-t-on pu dire, à un patron peu scrupuleux, désireux de dépasser constamment la durée de la journée légale du travail, le paiement accidentel de 15 francs, voire même de 100 francs, dans le cas de récidive, si, en affichant un horaire inexact, il tourne la loi et rend ainsi tout contrôle matériellement impossible » (1).

Cependant, si peu efficace que soit cette sanction, elle est préférable à l'impunité ; le fait d'être reconnu reprehensible est toujours désagréable à un industriel, et l'amende en cas de récidive constitue une pénalité appréciable.

Si donc l'arrêt du 27 avril 1900, pratiquement annulait en grande partie les effets de la loi, il laissait néanmoins subsister le principe de l'obligation de l'affichage de l'horaire et d'une sanction possible.

Si regrettables que fussent les conséquences de cet arrêt, il fallait au moins reconnaître que, par certains côtés, il était logique.

Le Ministre du Commerce le comprit et, dans sa circulaire du 26 décembre 1900, il déclarait :

« La Cour suprême n'a point mis en doute que les indications de l'horaire ne dussent continuer à être prises en considération, le jugement même qu'elle a déclaré régulier faisait état de ces indications. Elle a simplement jugé que les infractions à la durée du travail ne pouvaient être poursuivies qu'en vertu des dispositions des articles 2 et 3, qui fixent le maximum de cette durée et non en vertu de celles de l'article 11, qui

(1) Alfassa. *Contrôle de la durée du travail*, page 10.

visent seulement l'affichage d'un tableau de l'emploi du temps et les autres conditions auxquelles doit satisfaire ce tableau.

« En conséquence, lorsque le service de l'inspection constatera à l'avenir la présence d'ouvriers au travail en dehors des heures indiquées à l'horaire, il devra, dans tous les cas, relever de ce chef une contravention à l'article 11 précité, attendu que le patron n'a pas affiché l'heure réelle du commencement ou de la fin du travail ou des repos » (1).

Un jugement de simple police de Courbevoie (2), en date du 5 décembre 1902, admit cette manière de voir.

« Attendu, dit ce jugement, que M. S... a contrevenu lui-même à l'article 11, § 2, de la loi du 2 novembre 1892, en modifiant l'horaire du travail sans prévenir l'Inspecteur du Travail, et en rendant à peu près impossible le contrôle de ce fonctionnaire ».

Mais un arrêt de la Cour de cassation, du 6 mai 1904, aggravant la jurisprudence, décida que l'affichage d'un horaire inexact ne constituait pas une contravention.

Le 17 janvier 1903, l'Inspecteur du Travail s'étant présenté à l'imprimerie R..., à Dôle, constata que plusieurs ouvrières et plusieurs enfants travaillaient, de 7 heures du matin à 7 heures du soir, avec repos de midi à une heure et demie du soir, alors que le tableau des heures de travail affiché dans l'établissement portait que les femmes et les enfants y étaient occupés de

(1) *Bulletin de l'Inspection du Travail*, 1901, p. 15.

(2) Cité par M. Petit en note de l'Arrêt du 11 novembre 1903. D. 1904. 2. 233.

6 heures du matin à 6 heures 1/4 du soir, avec repos de 8 heures à 8 h. 1/4 et de midi à 1 h. 1/2. L'inspecteur dressa procès-verbal contre l'imprimeur pour avoir contrevenu aux dispositions de l'article 11, § 2, en n'affichant pas dans les ateliers de son imprimerie lithographique les heures auxquelles commence et finit réellement le travail, ainsi que les heures et la durée du repos et en n'envoyant pas un duplicata de cette affiche à l'Inspecteur du Travail.

Par jugement en date du 3 mars 1903, le tribunal de simple police de Dôle relaxa le prévenu en décidant « que le fait de ne pas suivre exactement les heures de travail et de repos indiquées au tableau affiché à l'atelier et au duplicata envoyé à l'Inspecteur n'est pas défendu par les dispositions de l'article susvisé, que, dès lors, il ne peut constituer une contravention ; qu'il n'appartient pas, en effet, aux tribunaux de simple police de suppléer, par voie d'interprétation, au silence de la loi ».

Le Ministère public se pourvut en cassation. Dans son réquisitoire, le Procureur général Baudouin déclarait :

« Exceptionnellement, le fait de travailler après l'heure fixée par l'horaire peut ne pas constituer une contravention, mais le fait d'afficher et d'envoyer à l'Inspecteur du Travail un horaire de fantaisie, qui, la plupart du temps, n'est pas suivi, n'est pas se conformer aux dispositions de l'article 11, § 2, de la loi du 2 novembre 1892. L'inspection du travail est dans l'impossibilité absolue, avec un tel horaire, d'assurer son contrôle et la loi est tournée. Ce n'est pas là afficher et envoyer l'horaire du travail et la Cour de cassation,

dans son arrêt du 27 avril 1900, tout en déclarant que le fait d'employer des ouvriers après l'heure fixée pour la clôture du travail n'est pas puni par la loi, lorsque, d'ailleurs, il est certain que la durée du travail autorisé n'a pas été dépassée, exige que le tableau placé dans les salles de travail « satisfasse aux conditions déterminées par le texte de l'article 11, § 2 »... Il résulte du jugement que ce n'est pas le véritable horaire qui était affiché et que, régulièrement, il y était dérogé dans des conditions voulues et continuelles. Ce n'était pas l'horaire du travail qui était affiché, c'était une lettre morte. Cette situation doit être assimilée au défaut d'affichage de l'horaire ; elle produit le même effet ».

Malgré ces conclusions, qui sont cependant claires et juridiques, la Cour de cassation, par son arrêt du 6 mai 1904, après avoir rappelé les dispositions légales de l'arrêt du 27 avril 1900, rejeta le pourvoi formé dans l'intérêt de la loi. « Attendu qu'aucune disposition de la loi ne punit le défaut de concordance entre le tableau affiché et le travail effectif, et qu'ainsi, à défaut de sanction pénale écrite dans la loi, la décision attaquée n'a pas violé l'article 11, § 2, susvisé » (1).

On peut regretter, en remarquant la brièveté des considérants, que la Cour de cassation n'ait pas cru devoir prendre des attendus plus détaillés pour faire connaître les raisons juridiques qui ont pu lui dicter un arrêt aux conséquences si étranges.

L'espèce se présentait cependant clairement, il était dérogé volontairement et continuellement à l'horaire

(1) D. 1904, I. 320.

affiché, qui est donc inexact, et la jurisprudence reconnaît que rien dans la loi ne punit l'affichage d'un horaire inexact. La dernière sanction possible du § 2 de l'article 11, qu'avait laissé subsisté l'arrêt de 1900, disparaît à son tour.

Aussi le Garde des Sceaux, en transmettant au Ministre du Commerce cet arrêt de la Cour, s'exprime-t-il en ces termes :

« Le défaut de concordance entre les heures réelles de travail et celles inscrites au tableau est d'autant plus regrettable qu'il met, surtout s'il est continu et systématique, l'Inspection du Travail dans l'impossibilité d'exercer sa surveillance, mais la Cour a pensé, contrairement aux conclusions du Ministère public, que c'était une lacune de la loi du 2 novembre 1892, et que ce défaut de concordance n'étant puni d'aucune peine, il n'était pas possible de suppléer en matière pénale, à l'oubli ou au silence du législateur ».

Un autre arrêt est venu depuis trancher une question jusque-là controversée. Certains commentateurs pensaient que la première interprétation de la Cour de cassation ne s'appliquait pas dans le cas où l'Inspecteur du Travail constatait que des ouvriers travaillaient aux heures fixées par l'horaire, comme étant celles des repos, mais l'arrêt du 10 février 1905 décida « que le fait d'avoir fait reprendre le travail avant l'expiration du temps consacré au repos, tel qu'il est déterminé par l'horaire affiché dans l'atelier, n'est défendu par l'article 3 qu'autant qu'il est établi que la durée de la journée de travail a été dépassée » (1).

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail, 1904. (*Journal officiel* du 2 octobre 1905, page 11.)

En résumé, sur cette question très importante, la jurisprudence a déclaré qu'il n'existait aucune présomption légale de faute lorsque les heures de travail n'étaient pas en concordance avec l'affiche et que, de plus, le fait de la non-concordance de l'affiche et du travail effectif ne pouvait être puni ; c'est l'arrêt du 17 avril 1900 qui consacre la première solution, et c'est celui du 6 mai 1904, qui consacre la seconde.

D'après cette jurisprudence, les industriels sont en règle avec la loi pourvu seulement qu'ils aient affiché un horaire de travail, mais il ne leur est pas prescrit par la loi de faire travailler le personnel conformément à cet horaire.

Il n'y a pas de doute, cependant, que l'intention du législateur était toute contraire. Toutes les dispositions de l'article 11 ont manifestement pour objet d'assurer une surveillance effective, un contrôle efficace par les inspecteurs de l'observation de la réglementation légale du travail, le titre même de la section IV et la nature de ces dispositions le montrent à l'évidence.

Donc, ce qui, dans la pensée des auteurs de la loi, devait être le moyen de contrôle le plus sérieux, le plus sûr pour l'Inspecteur, puisqu'un duplicata de l'horaire doit lui être adressé, devient, d'après la jurisprudence, une obligation de pure forme, toute platonique, sans aucune sanction. L'article 11, § 2, n'aurait donc, pour but, que de contraindre l'industriel à apposer dans ses ateliers une affiche de plus, un papier sur lequel est écrit quelque chose ; son observation est uniquement subordonnée au bon vouloir des intéressés et M. Alfassa (1) a pu dire qu'il n'y avait plus de loi, car c'est

(1) Rapport de M. Alfassa sur le contrôle de la durée du travail, page 7.

la négation même de l'idée de loi que la suppression de la notion d'obligation.

Nous sommes obligés d'ajouter que, dans ces conditions, la permission d'afficher un horaire quelconque, rempli d'inexactitudes, loin d'être un moyen de contrôle et de faciliter la tâche de l'Inspecteur du Travail, devient un moyen d'égarer la surveillance de ce fonctionnaire et de l'induire en erreur.

Cette jurisprudence ne peut guère se comprendre ; aussi il n'est pas étonnant que des tribunaux n'aient pas cru devoir s'incliner devant les arrêts de la Cour suprême. Tel est le jugement du tribunal de simple police de Lille, en date du 25 juin 1904 (1), qui constate « qu'aux termes du deuxième paragraphe de l'article 11 de la loi du 2 novembre 1892, les industriels assujettis sont tenus d'afficher « les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos » que les expressions « commencera et finira » indiquent injonction impérative de commencer et de finir le travail aux heures indiquées ; que, d'ailleurs, s'il en était autrement, on ne comprendrait pas que le législateur ait ordonné à l'industriel, sans contrainte pénale, de dresser un horaire, de l'afficher dans chaque atelier, d'en déposer un exemplaire à la mairie et un autre à l'inspection, de n'y rien changer sans avis donné à l'inspecteur, cela dans le seul but de procurer une certaine distraction à l'industriel et à l'inspecteur et de rompre la nudité des murs de l'atelier ».

Quoiqu'il en soit, l'arrêt du 6 mai 1904 a force de

(1) *Bulletin de l'Inspection du Travail*, 1904, n° 3.

chose jugée, et c'est son interprétation qui fixe le sens de la loi. Oter toute portée et en particulier toute valeur probante à l'horaire affiché et communiqué à l'Inspecteur, c'est presque toujours supprimer l'unique moyen qu'ait l'Inspecteur du Travail de faire la preuve des infractions faites à la durée légale du travail.

Le contrôle devient impossible.

Nous ne pouvons mieux faire que de citer ce passage si clair du rapport de M. Bourguin, sur le titre II du Code du Travail, élaboré par la Commission de codification des lois ouvrières :

« Par cette jurisprudence, l'inspection du travail se trouve privée de tout moyen de contrôle et même de tout moyen de preuve des contraventions devant les tribunaux. Dans un atelier, par exemple, l'horaire affiché et communiqué à l'Inspecteur fixe le travail des ouvrières entre 7 heures du matin et 6 h. 1/2 du soir avec repos de midi à 1 h. 1/2 ; si les ouvrières sont trouvées au travail à 7 heures du soir, il est toujours possible de prétendre que ce jour-là le travail n'a commencé qu'à 8 heures du matin ou n'a recommencé qu'à 2 h. 1/2 de l'après-midi. Si l'horaire est dépouillé de toute force probante, l'Inspecteur est désarmé ; en dehors du témoignage des personnes protégées par la loi qui lui fait presque toujours défaut, il est impuissant à établir directement la preuve que le maximum légal a été dépassé et doit renoncer à dresser procès-verbal.

L'Inspecteur, privé du moyen de relever des contraventions multiples pour emploi des enfants ou des femmes au delà du temps légal, ne pourrait-il pas, au

moins, relever une contravention unique pour inexactitude de l'horaire, par application de l'article 11, § 2, de la loi de 1892 ? Ce serait une sanction moins énergique sans doute, encore utile cependant si elle subsistait. Mais des jugements récents, s'appuyant sur l'arrêt du 27 avril 1900, ont effacé cette dernière sanction elle-même.

« Dans ces conditions, il ne reste plus rien des sanctions de la loi ; les chefs d'industrie peuvent impunément imposer aux enfants ou aux femmes un travail de onze heures ou plus ; les Inspecteurs ne pouvant ni contrôler l'emploi du temps par l'horaire, ni invoquer l'horaire en justice, pour prouver que les travailleurs, employés en dehors de l'horaire ont été soumis à un travail excédant le maximum légal, sont incapables d'assurer l'observation de la loi ; ils n'ont plus le moyen de relever les contraventions pour emploi des travailleurs dans des conditions contraires à la loi, ni même de relever une contravention unique pour inexactitude de l'horaire affiché Si cet état de chose subsiste, la loi de 1892 risque de rester lettre morte et son insertion dans le Code devient une vaine formalité ».

La jurisprudence de la Cour suprême sur le paragraphe 1^{er} de l'article 3 de la loi de 1892, est aussi critiquable et dangereuse par ses résultats. Cet article dispose que le personnel protégé ne peut être occupé à un travail effectif de plus de 10 heures par jour, « coupées par un ou plusieurs repos », dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure. Sur le vu de ce texte, procès-verbal avait été dressé pour emploi, dans

deux équipes successives, travaillant chacune huit heures sans repos, de femmes et d'enfants.

La Cour de cassation, par arrêt du 2 janvier 1902 (1), a déclaré que ce fait n'était pas punissable, « attendu qu'en prescrivant de couper la journée de travail par un ou plusieurs repos d'une heure au moins, la loi n'a visé que le cas où la durée de la journée atteint le maximum autorisé ; que tel est bien le sens naturel de la disposition précitée, que ce qui concourt à l'établir, c'est qu'aucune règle n'ayant été posée quant au moment du repos, il peut être légalement placé à un moment quelconque de la journée, pourvu qu'il coupe la journée du travail ».

Dans une espèce un peu différente, un arrêt de la Cour de cassation du 23 octobre 1902 (2), modifiant la jurisprudence établie par l'arrêt cité plus haut, du 26 janvier 1901, a déclaré que les dispositions de l'article 3, § 3, ordonnant la simultanéité des repos pour toutes les personnes protégées, étaient inapplicables dans le cas où le personnel aurait été réparti en deux équipes successives et ne visaient, par conséquent, que les repos qui coupent ou interrompent la journée de travail. « Attendu que, dans les établissements où le travail est organisé par équipes successives, soit pour tout le personnel ouvrier, soit pour une partie seulement, la nature même des choses s'oppose à ce qu'il commence et finisse aux mêmes heures, d'où il suit qu'à ce point de vue X... n'a commis aucune contravention ». Sur ce point, on ne peut guère critiquer,

(1) S., 1903. I. 203.

(2) S., 1903. I. 252.

car, du moment que la loi de 1892 permet des équipes successives, il n'est pas possible que le personnel entre et sorte aux mêmes heures, mais il est nécessaire que le repos qui interrompt les équipes ait lieu en même temps pour tout le personnel protégé.

« Il résulte de ces deux arrêts qu'il est impossible d'exiger le repos prescrit à l'article 3, § 1, lorsque le travail du personnel n'atteint pas le maximum autorisé, et que, d'autre part, au cas même où le travail du personnel atteindrait ce maximum, il suffit que le travail soit organisé dans une partie de l'usine sous le régime des équipes successives, pour que la prescription de l'article 3, § 3, relative à la simultanéité des repos cesse de s'appliquer... Cependant, le législateur avait voulu, avec évidence, que le travail du personnel protégé, dont il fixait en même temps le maximum, fût coupé par un repos d'une heure au moins ; il avait voulu, avec la même évidence, dans le but de faciliter le contrôle, que dans chaque établissement les repos du personnel protégé eussent lieu aux mêmes heures. Et pourtant, le service se trouve actuellement dans l'impuissance d'assurer l'application de ces deux dispositions essentielles » (1). Cette interprétation constitue un véritable recul dans l'œuvre de protection ouvrière sur l'état de fait créé par la législation de 1892 et même par celle de 1874.

C'est pour remédier à cette situation que le Sénat vota sur la proposition Waddington, en mars 1904,

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 en 1902. (*Journal officiel* du 26 septembre 1903, page 5992.

un texte encore soumis à la Chambre, par lequel « la journée de travail doit être coupée par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne peut être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail est interdit. Ces repos devront être fixés de façon que le personnel protégé ne puisse être employé à un travail effectif de plus de 6 heures consécutives, sans une interruption dont la durée sera d'au moins une demi-heure ».

Une des conséquences d'une pareille jurisprudence est que le nombre des contraventions relevées à la durée du travail des femmes et des enfants est en décroissance marquée depuis 1903.

En 1903, le nombre des contraventions

a été de	6.121
En 1904, — —	5.357
En 1905, — —	5.417
En 1906, — —	4.417
En 1907, — —	3.319
En 1908, — —	2.844

Pour les adultes soumis à la loi de 1900 (art. 2) le nombre des contraventions était en 1905 de 4.121, en 1906 de 2.741, en 1907 de 2.250 et en 1908 de 1.270 (1).

Y aurait-il progrès dans l'observation de la loi ? « Rien, dit la Commission supérieure du Travail, dans son rapport pour 1906, n'autorise à adopter une semblable conclusion, surtout en présence de la jurisprudence de la Cour de cassation, qui a rendu si difficiles

(1) Chiffres empruntés au Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 en 1908. (*Journal officiel* du 3 octobre 1909, p. 1233).

les constatations relatives à la durée du travail » (1). Et dans son rapport pour 1908 elle déclare à nouveau que la principale des causes de cette diminution du nombre des contraventions « est assurément l'absence des moyens de contrôle en ce qui concerne la durée du travail des adultes et pour les femmes et enfants soumis à la loi du 2 novembre 1892, l'inefficacité des moyens de contrôle et en particulier de l'horaire ».

Il convient aussi d'ajouter que les Inspecteurs sollicités par de multiples tâches et par l'application de lois nouvelles ne peuvent plus apporter la même activité à la recherche des contraventions relatives à la durée du travail, et que les ouvriers eux-mêmes, plus au courant des détails de la législation ouvrière, se sont parfois refusé à poursuivre le travail dans des conditions illégales.

L'Inspection du Travail, s'étant vu retirer par cette jurisprudence le seul moyen légal de contrôle de la durée du travail, ne peut plus maintenant accomplir efficacement sa tâche.

Malgré que les arrêts de la Cour de cassation soient contraires à l'esprit de la loi, il faut cependant s'incliner et admettre que le législateur n'a pas su exprimer clairement ses volontés. Mais ces volontés, sans doute, existent, c'est donc au Parlement qu'il appartient d'adopter le plus rapidement possible un texte précis renforçant les pouvoirs des inspecteurs et donnant satisfaction à la classe ouvrière.

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 en 1906. (*Journal officiel* du 21 août 1907, page 749).

TROISIÈME PARTIE

LE CONTROLE DE LA DURÉE DE TRAVAIL DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES (1)

Avant d'aborder la réforme proposée en France, nous allons examiner rapidement comment s'effectue le contrôle de la durée du travail dans les pays étrangers, où l'Inspection est sérieusement organisée.

(1) Nous avons dû emprunter cette partie presque entièrement au rapport de M. Alfassa : *Contrôle de la durée du travail*.

I. — ANGLETERRE.

En Angleterre, qui est le pays industriel des courtes journées, l'ouvrier ne pouvant notamment travailler plus de 55 h. $\frac{1}{2}$ par semaine (10 heures par jour et 5 h. $\frac{1}{2}$ le samedi) dans les industries textiles, dans les autres industries 10 h. $\frac{1}{2}$ et le samedi 7 h. $\frac{1}{2}$, la question du contrôle a été posée sérieusement par l'article 32 du Factory and Workshop act du 17 août 1901. L'affichage d'un horaire y est prescrit, mais l'industriel ne peut le modifier à tout instant, suivant sa propre volonté, malgré les circonstances de son industrie ; il lui est interdit de modifier plus d'une fois son horaire par trimestre sans l'autorisation de l'inspecteur.

Cet article 32 dispose que :

§ 1^{er}. — Tout patron d'une fabrique ou d'un atelier peut fixer dans les limites de la présente loi et s'il est soumis aux exceptions déterminées par ou en vertu de la loi, il est tenu de spécifier sur un tableau qu'il affichera dans la fabrique ou l'atelier :

- a) les heures d'entrée et de sortie,
- b) les heures de repos,
- c) le mode d'emploi des enfants : système des demi-journées ou système de l'alternance.

§ 2. — Dans une fabrique ou un atelier, où un

tel tableau doit être affiché, les heures d'entrée et de sortie, les heures de repos et le mode d'emploi de tous les enfants dans la fabrique ou dans l'atelier, doivent être les mêmes que ceux qui sont spécifiés dans le tableau.

§ 3. — Aucun changement dans les heures d'entrée et de sortie, dans les temps de repos, ni dans le mode d'emploi des enfants, ne peut être fait par le patron de la fabrique ou de l'atelier, sans que l'Inspecteur en soit informé par écrit et les ouvriers par une affiche. Un tel changement ne peut être fait qu'une fois au plus par trimestre, à moins d'une autorisation écrite et motivée pas l'inspecteur.

§ 4. — L'Inspecteur a le droit de prescrire par écrit au patron d'une fabrique ou d'un atelier, de régler les heures d'entrée, de sortie et de repos sur une horloge publique ou sur une horloge dont le cadran est bien en vue du public ».

Le principe est donc le même que celui de la loi française de 1892, mais en raison des difficultés rencontrées, le législateur anglais a cru devoir adopter un texte précis et minutieux, c'est, du reste, le seul moyen légal et efficace de s'assurer de l'observation de la loi.

Ajoutons que l'opinion publique est favorable à la loi et que les magistrats et les Cours supérieures s'efforcent de juger en vue de son application stricte ; le nombre des condamnations prononcées est assez élevé et le taux des pénalités s'accroît. De plus, bien que limités aux femmes et aux enfants, les effets de l'act de 1901 ont cependant une grande répercussion sur le travail des hommes.

II. — SUISSE.

En Suisse, où la législation ouvrière est également avancée, la situation faite par la loi est toute différente.

La durée du travail est réglementée par l'article 11 de la loi du 23 mars 1877, sur le travail dans les fabriques, ainsi conçu :

« La durée du travail régulier d'une journée ne doit pas dépasser 11 heures.

« Elle est réduite à 10 heures la veille des dimanches et des jours fériés. Cette durée de travail doit être comprise entre 5 heures du matin et 8 heures du soir pendant les mois de juin, juillet et août et entre 6 heures du matin et 8 heures du soir pendant le reste de l'année.

« Les heures de travail seront réglées d'après l'horloge publique et notifiées à l'autorité locale... »

L'exécution de la loi est confiée aux Gouvernements cantonaux qui ont promulgué à cet effet des règlements d'exécution, dont le contrôle appartient aux inspecteurs du travail fédéraux.

C'est l'autorité administrative qui punit les contraventions dressées par l'Inspecteur et le tribunal n'intervient que si l'industriel, — et le cas ne se présente guère qu'une fois sur vingt, — refusant d'accepter l'amende dont il a été frappé, fait appel. Lorsque les faits sont portés devant les tribunaux, les décisions prises sont presque toujours confirmées ; l'Inspecteur ayant pris l'habitude, lorsqu'il trouve un chef d'éta-

blissement en défaut, de l'inviter par lettre à se conformer à la loi, et ce n'est qu'au cas où il ne reçoit pas de réponse et où il constate par la suite la même infraction qu'il dresse contravention pour inobservation d'un ordre écrit, prévue par la loi de 1879, et c'est ce seul grief sur lequel la contestation n'est pas possible, que les tribunaux doivent apprécier. Les Inspecteurs jouissent auprès des tribunaux d'une grande autorité.

Certains cantons seulement prescrivent l'affichage de l'horaire, mais un arrêté fédéral du 6 décembre 1894 stipule que tous les règlements de fabrique doivent contenir l'indication des heures de travail et ces règlements doivent être approuvés par l'autorité cantonale ; les Inspecteurs ont donc connaissance de l'horaire du travail.

Mais, — et c'est, comme nous le verrons plus loin, ce que la Chambre de Commerce de Paris propose pour notre pays, — le fait de trouver un ouvrier au travail en dehors des heures réglementaires, ne constitue qu'une présomption de fraude et l'Inspecteur se livre à une enquête pour établir s'il y a eu fraude ou non.

Le nom des ouvriers interrogés ne figure pas dans les procès-verbaux ; mais, contrairement à ce qui se passe en France, si l'affaire, cas assez rare, est portée devant le tribunal, l'Inspecteur, en réponse aux témoignages des personnes citées par le patron, se borne à apporter sous la foi du serment, le résultat de son enquête, contrôlée par l'Inspecteur en chef et jamais, en fait, on n'a vu un tribunal hésiter entre l'affirmation de l'inspecteur et celles des témoins produits par l'industriel poursuivi. Nous ne nous tromperons certainement pas en pensant que la Chambre de Commerce de

Paris serait fâchée de voir les tribunaux français tenir aussi sérieusement compte de l'affirmation de nos Inspecteurs du Travail, tout en rejetant le principe de l'amende infligée par voie administrative, peu conforme à nos mœurs et à notre tempérament.

Il nous faut dire que, la Suisse ayant pu apprécier le bienfait des courtes journées au point de vue de la production et de l'éducation ouvrière, l'Inspectorat fédéral des fabriques a fourni au département fédéral de l'industrie un rapport remarquable sur la révision de la loi du 27 mars 1877, et dressé un projet réduisant la durée du travail régulier d'une journée à 10 heures et à 9 heures la veille des dimanches et des jours fériés légaux, et prescrivant notamment, au point de vue du contrôle, que les heures de travail et les pauses seraient affichées dans les ateliers et notifiées à l'autorité locale, de même que pendant toute la durée de leur validité, les autorisations exceptionnelles accordées avec les conditions auxquelles elles sont subordonnées ; de plus, toutes les autorisations de prolongation exceptionnelle de la durée de travail accordées par l'autorité cantonale, l'autorité de district ou l'autorité locale, devraient être communiquées en double à l'Inspecteur fédéral des fabriques (1).

Le projet porte la double interdiction de donner aux ouvriers du travail à faire à domicile après la journée légale et de prolonger le travail même volontairement de la part de l'ouvrier.

(1) Rapport de M. Godart sur le projet de loi relatif à la réglementation du travail, du 21 mars 1907, page 82.

III. — AUTRICHE.

En Autriche, la journée légale de travail est de 11 heures (loi du 8 mars 1885).

Tout industriel employant plus de 20 ouvriers doit afficher un règlement de travail indiquant notamment les heures du commencement et de la fin du travail, qui doit être soumis à l'autorité administrative. Le règlement ne peut être modifié qu'avec l'assentiment des ouvriers et doit, naturellement, être à nouveau approuvé par l'autorité.

Le Ministère du Commerce a considéré que si l'ouvrier travaillait volontairement en dehors des heures réglementaires, la loi n'était pas violée. Les contraventions sont du ressort des autorités administratives auprès desquelles l'Inspecteur fait fonction de Ministère public ; pour une première contravention on prononce un rappel à l'ordre ; pour une seconde une amende pouvant atteindre 800 couronnes ; pour une troisième, la peine peut être portée à 3 mois de prison. Les tribunaux n'ont jamais à connaître de ces contraventions.

Nous serions étonnés d'apprendre qu'avec une semblable procédure la loi est sérieusement observée ; cependant il paraît que le contrôle effectué par les ouvriers empêche suffisamment la prolongation illégale de la journée de travail.

IV. — ALLEMAGNE.

Une nouvelle loi allemande modifiant la *Gewerbeordnung* en ce qui concerne la journée de 10 heures et le travail de nuit des femmes a été promulguée le 28 décembre 1908, et doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1910 (1).

Cette loi a pour objet d'introduire la journée de dix heures pour les femmes et d'apporter à la réglementation générale du travail les modifications que rend nécessaires l'application des dispositions de la convention internationale de Berne, du 26 septembre 1906, sur l'interdiction du travail de nuit des femmes. Le projet du Gouvernement, déposé au Reichstag le 16 décembre 1907, visait un grand nombre de questions (délivrance de certificats aux ouvriers, emploi de livrets de salaires ou de bulletins de travail, durée du travail, travail à domicile, pénalités, etc... ; mais la Commission spéciale chargée de l'examen du projet a décidé d'étudier en premier lieu les modifications rendues nécessaires par la convention de Berne, en raison de l'étendue du projet et du grand nombre d'amendements déposés, afin que les dispositions nouvelles concernant le travail de nuit des femmes puissent être mises en vigueur dans le délai prévu.

(1) *Bulletin de l'Inspection du Travail*, 1909, n^{os} 1 et 2, p. 43.

Bulletin de l'Office du Travail, de mars 1909.

Bulletin analytique des principaux documents parlementaires étrangers, publié par la Chambre des députés. 17^e Bulletin, page 4.

Dans l'ancien texte de la *Gewerbeordnung*, la réglementation relative à l'âge d'admission des enfants, à la durée du travail et au travail de nuit des enfants, des jeunes ouvriers et des femmes, n'était applicable qu'aux fabriques (*Fabrik*). La loi ne donnait aucune définition de cette expression, il n'était pas toujours facile de décider quels établissements devaient être considérés comme fabriques. Le nouveau texte substitue le terme d'entreprise (*Betrieb*) à celui de fabrique et étend l'application des dispositions, concernant l'âge d'admission des enfants, la durée du travail et le travail de nuit des enfants, des jeunes ouvriers et des femmes à tous les établissements occupant normalement 10 ouvriers au moins, y compris les établissements qui, ayant à faire face régulièrement, à certaines époques de l'année, à un surcroît de travail, occupent à ces époques 10 ouvriers au moins. Les dispositions sont applicables aux usines métallurgiques, chantiers du bâtiment, ateliers de l'industrie du tabac, carrières, minières à ciel ouvert, ainsi qu'aux ateliers avec moteur, même avec moins de 10 ouvriers. Le Conseil fédéral peut, en outre, étendre l'application à d'autres ateliers.

Comme précédemment, les enfants au-dessous de 14 ans ne peuvent travailler plus de six heures par jour et les jeunes gens de 14 à 16 ans plus de dix, mais le point de départ et le terme de la journée de travail pour les jeunes ouvriers est six heures du matin et huit heures du soir (au lieu de cinq heures et demie et huit heures et demie). Un nouvel alinéa prescrit d'accorder « à l'expiration de la journée de travail un repos

ininterrompu de onze heures au moins aux jeunes ouvriers. »

Jusqu'ici, le maximum de la durée du travail journalier des femmes était fixé à 11 heures ; la veille des dimanches et jours de fête, ce maximum était réduit à 10 heures. La nouvelle loi fixe ce maximum à 10 heures les jours ordinaires et à 8 heures la veille des dimanches et jours fériés. Les ouvrières ne doivent pas être employées pendant la nuit, de 8 heures du soir (au lieu de 8 h. 1/2) à 6 heures du matin (au lieu de 5 h. 1/2), ni le samedi et les veilles de fête à partir de 5 heures du soir (au lieu de 5 h. 1/2). Un repos d'une heure au moins doit leur être accordé à midi et le soir un repos ininterrompu de 11 heures.

Pour éviter que la loi ne soit tournée, un nouvel article dispose que les « jours où les ouvrières et les jeunes ouvriers de moins de 16 ans ont été occupés dans l'établissement pendant la durée autorisée par la loi, aucun travail à exécuter en dehors de l'établissement ne peut leur être donné par l'employeur, ni leur être remis pour le compte de tiers ».

Enfin, au sujet du contrôle, le § 138 est rédigé comme suit : « Lorsque des ouvrières et des jeunes ouvriers sont occupés, l'employeur doit, avant de commencer à les occuper, en donner avis, par écrit, à l'autorité locale de police. L'avis doit indiquer l'établissement et les jours de semaine où ils doivent être occupés, le commencement et la fin du travail et des repos, ainsi que la nature de leur occupation. Aucune modification ne peut être apportée aux dispositions indiquées dans l'avis, en dehors des déplacements d'horaires que rend nécessaires pour certaines équipes, le

remplacement d'ouvriers empêchés avant qu'avis en ait été donné à l'autorité.

« Dans tout établissement, l'employeur devra veiller à ce qu'il soit affiché dans les locaux où sont occupés de jeunes ouvriers et à une place bien en vue, la liste des jeunes ouvriers avec l'indication de leurs jours de travail, ainsi que du commencement et de la fin de leur travail et des repos. L'employeur devra veiller également à ce qu'il soit affiché dans les mêmes locaux, dans la rédaction à déterminer par l'autorité centrale et en caractères facilement lisibles, un extrait des dispositions relatives à l'emploi des ouvrières et des jeunes ouvriers ».

La violation du paragraphe concernant la durée du travail est punie sévèrement par une amende de 2.000 marks et en cas d'insolvabilité, par six mois de prison (§ 145 de la Gew. Ord.). La non communication de la répartition du travail aux autorités locales est sanctionnée par une amende de 30 marks ou de huit jours de prison.

Il n'y a pas de déclaration à faire à l'inspecteur, qui doit se borner à contrôler par ses propres moyens surtout pour les femmes (l'horaire n'étant prescrit que pour les jeunes ouvriers), que la durée de travail n'est pas dépassée et qu'il n'y a pas de travail de nuit.

La durée du travail des hommes adultes n'est pas limitée, sauf quelques exceptions, pour raisons d'hygiène (boulangers, tailleurs de pierre, etc...). Toutefois, dans les établissements occupant vingt ouvriers, doit être établi un règlement de travail accepté par tous les ouvriers majeurs et qui doit indiquer les heu-

res du commencement et de la fin de la journée régulière ainsi que les heures de repos.

Ce règlement doit être soumis à l'autorité administrative, qui la communique pour examen à l'Inspection du Travail.

Le patron qui s'écarte de cet horaire n'est pas punissable, les ouvriers ne peuvent que protester, c'est dire qu'ils sont impuissants à réprimer les abus.

En somme la situation en Allemagne jusqu'ici n'est guère plus brillante que la nôtre.

De cette rapide revue de l'application de la loi dans les pays étrangers, il résulte que le contrôle n'est efficace qu'en Suisse, où les sanctions sont appliquées par voie administrative et en raison de la grande confiance portée aux Inspecteurs du Travail, et en Angleterre, où la prescription de l'affichage de l'horaire du travail est strictement appliquée et fermement sanctionnée.

QUATRIÈME PARTIE

EFFORTS DU LÉGISLATEUR FRANÇAIS, TENDANT A
RENFORCER LES MOYENS DE CONTROLE DE
LA DURÉE DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER

PROJET DE LOI DU 14 JUIN 1904.

La jurisprudence telle que nous l'avons signalée, fixant actuellement le sens de la loi de 1892, c'est au législateur, puisqu'il n'a pas su manifester clairement ses volontés, qu'il appartient de prescrire l'obligation de la concordance entre l'horaire affiché et le travail effectif.

La Commission supérieure du Travail, dans son rapport pour l'année 1902, après avoir cité l'arrêt du 30 novembre 1901, qui décide que les repos simultanés imposés par l'horaire au personnel protégé ne s'appliquent pas aux adultes, et que, par suite, le travail des adultes n'est pas obligatoirement réglé par l'horaire prescrit pour le personnel protégé, disait déjà : « Tout en s'inclinant devant la haute autorité de cet arrêt, il faut cependant reconnaître qu'aucun contrôle effectif ne peut être actuellement institué pour la durée de travail de ces adultes et que l'observation de la loi sur ce point est uniquement subordonnée au bon vouloir de l'industriel et de l'ouvrier. Une disposition nouvelle s'impose donc si l'on veut que la loi soit également respectée par tous. L'institution de ce contrôle intéresse, d'ailleurs, au même titre, les ouvriers adul-

les travaillant seuls sous le régime de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} de la loi du 9 décembre 1848.

« Ceci posé, il serait évidemment à craindre qu'un horaire unique, appliqué à l'ensemble d'un établissement industriel, ne réponde pas à toutes les nécessités de fabrication et ne parvienne qu'à gêner inutilement la production. L'arrêt de cassation précisé méritait, à ce point de vue spécial, d'être favorablement accueilli dans le monde industriel.

« Mais un patron ne saurait raisonnablement se refuser à faire connaître quelle est exactement la distribution des heures de travail et de repos qu'il a jugé convenable d'adopter pour les ouvriers adultes qu'il emploie. Ce tableau, qui pourrait être différent dans chaque atelier et même comporter des exceptions individuelles pour certains travaux, lierait l'industriel tant qu'il n'aurait pas été modifié et constituerait une sérieuse garantie de contrôle pour le service de l'Inspection » (1) ; et, plus loin, dans le même rapport, après avoir rappelé les arrêts de la Cour de cassation sur l'article 11, § 2, relatif à l'horaire du travail, elle déclarait « cependant, si contre toute attente, une pareille jurisprudence devait se généraliser, la Commission supérieure du Travail estime qu'il serait indispensable de provoquer du législateur des dispositions nouvelles assurant une sanction plus efficace de la loi » (2).

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application pendant l'année 1902, de la loi du 2 novembre 1892. (*Journal officiel* du 26 septembre 1903, p. 5983.)

(2) Même Rapport, page 5988.

Le Gouvernement et le Parlement comprirent la nécessité d'établir un nouveau texte pour donner aux fonctionnaires chargés de l'inspection, plus de facilités dans l'accomplissement de leur mission. M. Millerand, Ministre du Commerce, avait institué, le 27 novembre 1901, une Commission extra-parlementaire pour codifier les lois ouvrières, Commission qui, suivant les termes du Ministre, à la séance d'ouverture, ne devait pas se borner à un travail de rassemblement et de coordination, mais aussi s'appliquer à un travail de correction ; « même en se bornant à clarifier pour ainsi dire les dispositions existantes, la Commission apportera son concours à l'élaboration des dispositions futures »).

La tâche de la Commission de codification a été, du reste, fort bien exposée dans l'examen d'ensemble du livre II, par M. le Rapporteur Bourguin.

« La Commission s'est bornée à classer les textes dans un ordre méthodique, à supprimer les doubles emplois, à coordonner des dispositions dissemblables concernant des objets analogues ou connexes, elle s'est efforcée, en un mot, de réaliser autant que possible, l'unité et la clarté, sans changer la législation existante. Si elle a introduit dans le texte du projet quelques modifications à la loi, c'est que ces changements lui ont paru immédiatement nécessaires à l'harmonie de l'ensemble ; il est impossible, par exemple, de procéder à une codification de nos lois ouvrières sans toucher aux pénalités pour les unifier systématiquement... » (1).

(1) Projet de loi portant codification des lois ouvrières du 6 février 1905, n° 2237 des *Impressions de la Chambre des députés*, 8^e législature.

Et ailleurs, il déclarait : « Les modifications proposées n'ont pour objet que d'interpréter, d'harmoniser et de sanctionner des prescriptions existantes ; elles ne tendent jamais à créer un état de choses entièrement nouveau, en dehors du cercle des conceptions législatives ».

Aussi, pour remédier à la situation faite par la jurisprudence, la Commission de codification, s'inspirant des vœux de la Commission supérieure du Travail, proposa subsidiairement une triple réforme :

La première consistant à insérer au titre II du Code projeté un article étendant expressément aux hommes adultes, dans les ateliers mixtes, les prescriptions légales, concernant les repos simultanés, l'interdiction des relais et de l'alternance des équipes.

La seconde spécifiant que la journée de travail des enfants ou femmes, quelle qu'en soit la durée, doit être coupée par des repos d'une heure au moins, sous réserve du droit pour l'Inspecteur, d'autoriser dans certaines conditions déterminées par un règlement d'administration publique, la suppression du repos pour les courtes journées n'excédant pas 8 heures (1).

La troisième tendant à renforcer les moyens de contrôle et de toutes les innovations proposées, d'après les déclarations mêmes de M. Bourguin, rapporteur, c'est cette dernière qui, bien que se rapportant à de simples mesures de contrôle, et des plus modestes en apparence, paraît la plus urgente et la plus importante. « Une organisation rigoureuse, dit-il, du contrôle par

(1)^{re} Proposition à rapprocher du texte voté par le Sénat, le 24 mars 1904 (déjà cité). Voir page 113.

les horaires, n'est pas seulement le complément nécessaire de la réglementation du travail, c'est aussi le moyen le plus souple et peut-être le plus sûr de réaliser pour les travailleurs cette unité de famille que le législateur s'efforce de leur assurer ; c'est donc la disposition sur laquelle la Commission insiste de la façon la plus pressante ».

La Commission de codification élaborà donc sur ce dernier point un texte qui devait former l'article 65 du Code du Travail.

C'est ce texte qu'emprunta le projet de loi relatif au contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels, déposé à la Chambre des députés le 14 juin 1904 et qui avait été annoncé par M. Trouillot, Ministre du Commerce, en réponse à une question de M. Mirman, lors de la discussion du Budget du Commerce et de l'Industrie, à la séance de la Chambre du 5 novembre 1903.

« Ce projet, dit l'exposé des motifs, ne prétend modifier aucune des dispositions essentielles des lois qui réglementent le travail. Il n'impose aux chefs d'entreprise aucune obligation dont le principe ne se trouve déjà formellement inscrit dans la loi. Mais son objet, plus modeste dans les circonstances actuelles n'en est pas moins d'une importance considérable. Il tend, en effet, à rendre effectif le contrôle très souvent illusoire de la plus importante de toutes les dispositions de nos lois ouvrières, de celle qui a limité la durée du travail dans les établissements industriels » (1).

(1) Projet de loi du 14 juin 1904. *Impressions de la Chambre des députés*, n° 1761 de la 8^e législature.

D'après le projet de loi, la mesure proposée devait être applicable à tous les établissements énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892. Encore, le dernier paragraphe de l'article 1^{er} du projet exemptait les mines, minières et carrières, où les prescriptions relatives aux horaires seraient difficilement applicables et doivent être remplacées par des moyens de contrôle, déterminées par un règlement d'administration publique. Cette exception est naturelle, les mines ayant une législation spéciale, et la Chambre, sans discussion, devait la maintenir par la suite.

L'obligation d'afficher et de communiquer l'horaire à l'Inspecteur est déjà établie par la loi de 1892 et le projet se borne à préciser le mode d'exécution de cette prescription dans le but de la rendre plus efficace. Il prévoit l'affichage et la communication à l'Inspecteur de deux sortes d'horaires ; l'un général, s'appliquant de plein droit d'une façon anonyme, à tous les ouvriers qui n'en sont pas exceptés nominativement ; l'autre, ou les autres, spéciaux et nominatifs, applicables aux ouvriers dont le travail n'est pas réglé par l'horaire général ; c'était répondre au vœu exprimé par la Commission supérieure du Travail.

Nous ne saurions mieux faire que de reproduire le passage du rapport fait à la Commission de codification par M. Maurice Bourguin, professeur à la Faculté de Droit de Paris. Ce rapport explique le fonctionnement de ces deux espèces d'horaires et signale les heureux effets qu'on est en droit d'en attendre : (1)

(1) Ce rapport, publié en annexe dans le projet de loi portant codification des lois ouvrières du 6 février 1905, est à nouveau

« L'horaire général est anonyme, en ce sens que l'Inspecteur du Travail le considérera comme applicable, de plein droit, sans désignations nominatives, à tout travailleur dont le nom ne sera pas inscrit sur un horaire établi dans les conditions de l'article 3 (2). Les heures auxquelles commence et finit le travail, celles auxquelles il s'interrompt pour les repos, telles qu'elles sont déterminées par l'horaire général, forment donc le droit commun de l'établissement, le régime qui servira de base au contrôle à défaut d'exceptions spécifiées. Le temps de travail effectif ainsi fixé, doit être uniforme pour toutes les personnes qui ne sont pas visées par des affiches nominatives : mêmes heures de commencement et de clôture du travail, mêmes heures de repos. Il en résulte que ce temps de travail effectif ne doit pas dépasser le maximum établi par la loi pour ceux des travailleurs dont la journée légale est la plus courte : 10 heures s'il y a des enfants ou des femmes ; 12 heures s'il n'y a que des hommes adultes...

« Ces limites posées par l'article 2 sont celles qui ne peuvent dépasser les heures extrêmes du commencement et de la fin du travail ; mais il est évident que l'industriel conserve toujours la faculté d'adopter un horaire fixant une journée plus courte que le maximum légal. S'il désire, tout en adoptant comme règle générale la journée de 9 heures, se réserver la liberté de faire travailler 10 heures à certaines époques, sans remplir les formalités d'un changement d'horaire et

cité presque en entier dans le projet de loi de 1904 et le rapport de M. Chambon.

(2) Voir annexe n° 1 (texte du projet de loi du 14 juin 1904).

sans s'exposer à une contravention pour emploi des travailleurs en dehors de l'horaire, il pourra indiquer à côté des heures auxquelles commence et finit ordinairement le travail, les heures extrêmes embrassant le maximum légal auquel il a droit, à la condition, bien entendu, que le temps de travail ordinaire soit compris en entier dans les limites de ces heures extrêmes. Avec cette précaution, nulle contravention ne pourra être relevée contre lui, s'il fait travailler ses ouvriers pendant la dixième heure, car il aura respecté le maximum légal et observé l'horaire général qui prévoyait la prolongation possible du travail.

« Le nouveau texte doit tenir compte des dérogations autorisées par la loi. En conséquence, l'article 2 permet au chef d'entreprise d'ajouter au maximum légal, dans l'horaire général, les heures supplémentaires autorisées. Comme ces dérogations sont toujours temporaires, l'industriel pourra maintenir l'affiche de l'horaire normal antérieur à côté de l'horaire général exceptionnel qui n'est applicable que pendant la durée de la dérogation ; il conservera probablement cette affiche, s'il a l'intention de revenir à l'ancien régime du travail après la période de dérogation.

« Il ne résulte de ces changements d'horaire aucune gêne pour le contrôle de l'Inspecteur, puisque tout horaire doit lui être envoyé avant sa mise en service ; aucun changement de régime ne peut se produire sans que l'Inspecteur soit prévenu.

« L'Inspecteur qui se présente le premier jour où l'industriel est autorisé à faire travailler pendant des heures supplémentaires, et qui n'a pas encore reçu communication du nouvel horaire, peut donc relever

des contraventions s'il trouve des personnes employées au travail en dehors des heures fixées par l'horaire normal. Après l'expiration du délai de dérogation, si l'Inspecteur n'a pas été prévenu d'un changement d'horaire et si l'affiche de l'horaire normal antérieur a été conservée, c'est sur elle que l'Inspecteur règlera son contrôle ; en supposant, au contraire, que cette affiche n'ait pas été maintenue et que l'Inspecteur n'ait pas reçu communication d'un nouvel horaire normal destiné à remplacer l'horaire exceptionnel désormais périmé, il considérera tout travailleur employé dans l'établissement sans être porté sur une affiche nominative, comme employé en dehors de tout horaire valable et relèvera autant de contraventions que de personnes occupées, quelle que soit l'heure de leur travail. Le contrôle se trouve ainsi suffisamment assuré ».

Et un peu plus loin, le même rapport, au sujet des horaires nominatifs, déclare : « L'industriel a toute latitude pour introduire au moyen d'horaires nominatifs toutes les exceptions qu'il lui convient d'apporter à l'horaire général ; il lui suffit d'observer les règles de fond tracées par la loi pour la durée et l'organisation du travail.

« Libre à lui, par conséquent, de fixer des heures particulières pour les mécaniciens et chauffeurs, d'organiser des relais pour les hommes adultes, des équipes successives pour les hommes, les enfants et les femmes, etc... Les combinaisons les plus compliquées, dès lors qu'elles sont permises par la loi, peuvent être prévues dans les horaires spéciaux qui laissent au régime du travail, toute la souplesse dont l'industrie a besoin. A côté de l'horaire général, applicable au tra-

vail principal de l'usine, des horaires particuliers et nominatifs peuvent régler différemment les heures des travaux préparatoires ou complémentaires »).

Pour que le contrôle soit efficace, il est dit que les horaires particuliers doivent indiquer avec les heures de travail et de repos, les noms, prénoms, âge, sexe, ainsi que le service auquel est employée la personne visée et son lieu de travail ; c'est-à-dire indiquer les mentions propres à individualiser les travailleurs. L'article 4 du projet prescrit qu'un duplicata de l'horaire général et des autres affiches prévues, doit être adressé à l'Inspecteur départemental avant la mise en service

« L'industriel qui modifie le service peut donc appliquer le nouveau régime dès l'envoi du duplicata, sans attendre que l'inspecteur ait reçu le pli ; mais l'Inspecteur qui aura exercé son contrôle d'après les affiches posées dans l'établissement pourra toujours vérifier à son retour chez lui si ces affiches sont bien celles qui lui ont été communiquées et non des affiches de circonstances placées au moment de sa visite pour dissimuler des prolongations de travail et autres irrégularités »).

Dans ces conditions, les fraudes par substitution de personnes et par changement d'atelier à l'arrivée de l'Inspecteur, trop fréquentes actuellement, ne seront plus possibles.

Mais la disposition la plus importante du projet de loi, celle qui donnera lieu aux plus vives critiques, est celle de l'article 5, qui décide que tout travailleur occupé en dehors des heures fixées par l'horaire général ou par une affiche le concernant nominativement, est de plein droit considéré comme employé en viola-

tion des dispositions de la présente loi, de même que tout ouvrier employé, à défaut d'horaire général, sans être visé par une affiche nominative.

Il résulte de cette rédaction que l'Inspecteur du Travail, au lieu de se borner à constater une contravention pour inexactitude de l'horaire, doit relever autant de contraventions qu'il rencontre de travailleurs occupés dans des conditions irrégulières. Il en résulte également que les tribunaux doivent appliquer les peines afférentes à ces contraventions, sans admettre l'auteur de l'infraction, à se disculper en prouvant qu'il n'a pas, en fait, prolongé le travail au-delà du maximum légal.

En somme, l'économie du projet est des plus simples. Il se borne à préciser que l'inobservation de l'horaire constitue la preuve de la violation de la durée légale du travail, puisque cet horaire est le seul moyen de contrôle reconnu possible et efficace. Mais il importait dans la rédaction du texte, de bien spécifier les moyens par lesquels on assure la souplesse nécessaire pour qu'une réglementation aussi précise puisse s'adapter à toutes les nécessités de l'industrie.

Comme le dit M. Bourguin dans son rapport : « Il n'y a contravention que si les travailleurs sont occupés en dehors des heures de travail fixées par les horaires ; il n'y a donc pas contravention si les ouvriers, pendant le repos, se trouvent dans les locaux de travail sans y travailler. Il n'est pas, certes, de moyen plus énergique pour prévenir les fraudes, que d'interdire la présence des travailleurs et de prescrire la fermeture des ateliers en dehors des heures de travail. La Commission n'a pas pensé, cependant, que cette mesure fût indis-

pensable ; l'Inspecteur qui se présente inopinément à l'heure fixée pour le repos peut constater à certains indices, même dans un atelier où on n'emploie pas de moteur, si les ouvriers présents ont travaillé pendant le repos et s'ils ont cessé brusquement le travail à son arrivée. En outre, pour des raisons d'hygiène, le décret du 10 mars 1894 interdit le repos dans les locaux affectés au travail et prescrit d'évacuer les ateliers pendant les interruptions de travail pour les repos. Cette prescription suffit, et il y aurait de sérieux inconvénients à pousser plus loin la rigueur de la réglementation. Il serait excessif d'interdire législativement aux ouvriers l'accès des salles ou l'entrée de l'établissement pendant les repos ou pendant les heures qui précèdent et qui suivent la journée de travail ; ce serait interdire aux chefs d'établissements d'offrir un abri à leur personnel et obliger l'ouvrier à attendre l'ouverture des salles, soit au cabaret, soit dans la rue par tous les temps ».

Nous verrons plus loin, qu'à part certaines modifications de détails, c'est le mode de contrôle et les sanctions posées dans le projet de loi, que la Chambre adoptera le 25 juin 1908. C'est, du reste, le seul moyen de contrôle efficace, propre à empêcher les régimes de travail multiples, relais et autres combinaisons imaginées dans le seul but de soustraire des pratiques illégales au contrôle de l'Inspection.

Nous devons dire aussi que le Gouvernement a eu raison de déposer un projet de loi spécial et distinct, plutôt que de proposer simplement des modifications aux lois du 2 novembre 1892 et du 9 septembre 1848 ; les intentions du législateur devront s'affirmer beau-

coup plus clairement dans un texte neuf, que dans un texte remanié pouvant à nouveau donner lieu à de fâcheuses interprétations.

CHAPITRE II

CRITIQUES FAITES AU PROJET DE LOI

Ce projet de loi, qui a pour but, non de modifier le fond même de la réglementation, mais uniquement de compléter la législation en vigueur par des mesures de contrôle, permettant de faire respecter ses prescriptions jusqu'ici éludées, tant à raison de l'imprécision du texte de 1892 et de l'esprit dans lequel les tribunaux ont cru devoir l'appliquer, a cependant rencontré une opposition assez vive.

Le *Journal des Débats* lui consacrait, le 17 novembre 1904, un article intitulé : « Les Engrenages de la Réglementation », dans lequel il disait : « Vous ajoutez des tourniquets à la série déjà nombreuse de ceux où doivent passer les industriels... maintenant ce sera le ligottage sans phrase, pour lequel les chefs d'entreprise fournissent eux-mêmes le lien ».

Il n'y a pas lieu de s'étonner d'une critique ainsi formulée, ce ne sont que « les lamentations et les exagérations habituelles des libéraux » (1). A chaque projet de loi nouveau déposé dans l'intérêt des travailleurs, ces défenseurs de la liberté patronale affirment solennellement que la mise en vigueur des prescriptions nouvelles entraînera fatalement la ruine de l'in-

(1) Pic. *Revue d'Economie Politique*, 1905, tome 19.

dustrie nationale. Ils parlent toujours de la phase difficile dans laquelle se trouve l'industrie française en répétant que c'est elle qui, par suite de cette « réglementation à outrance » (1), supporte le contre-coup de ces prescriptions et qui en est gênée ; ils font valoir la crise de l'apprentissage et supplient de ne pas aggraver la situation, de ne pas rendre la lutte des industriels plus ingrate, eux qui ont déjà tant de peine à lutter en France. Les mêmes pronostics pessimistes, ils les avaient déjà prédits lors du vote des lois de 1892 et de 1900, mais les faits ont beau leur donner d'éclatants démentis, ils n'en persévèrent pas moins dans leurs affirmations, se montrant plus intransigeants que nombreux industriels respectueux de la loi et acquis à la politique interventionniste.

M. Pic, répondant dans la *Revue d'Economie politique*, à l'article du *Journal des Débats*, s'exprimait en ces termes (2) :

« Nous dirons qu'en autorisant les chefs d'industrie à apposer en dehors de l'horaire général, charte commune et anonyme de l'ensemble du personnel, autant d'horaires nominatifs, qu'ils le jugeront à propos, le projet, loin de ligotter les industriels, a réussi, au contraire, par ce système aussi simple qu'ingénieux, à donner à la réglementation en vigueur toute la souplesse désirable, tout en facilitant le contrôle des inspecteurs ».

Des critiques plus sérieuses ont été formulées par des Chambres de Commerce, qui ont pris des délibérations pour protester contre le projet de loi.

(1) Voir Paroles de M. Paul Beauregard, 1^{re} séance de la Chambre du 18 juin 1908.

(2) *Revue d'économie politique*, 1905, tome 19.

Ainsi, la Chambre de Commerce de Paris, sur le rapport de M. David Meunet, a formulé, par une délibération du 23 novembre 1904, des objections nombreuses (1).

L'auteur du rapport, après avoir rappelé que, suivant l'exposé des motifs, le projet ne doit imposer aux industriels aucune obligation nouvelle dont le principe ne se trouve formellement inscrit dans la loi, mais tend seulement à rendre effectif le contrôle très souvent illusoire de la durée du travail, déclare : « Les rédacteurs de ce projet ont voulu faciliter le service de l'Inspection du Travail, sans aggraver, disent-ils, la situation des industriels ; mais peut-être n'ont-ils pas envisagé toutes les conséquences de ces nouvelles prescriptions en ce qui concerne la bonne marche des usines et des ateliers ; peut-être ne se sont-ils pas rendu compte que, contrairement à leur désir, cette réglementation ferait naître des difficultés journalières presque impossibles à surmonter ».

Cependant, il tient à déclarer qu'il est juste que l'Inspection du Travail soit mise en mesure d'exercer ses fonctions et de faire appliquer les lois. « Si la Commission supérieure du Travail, dit-il, estime que la législation en vigueur manque des sanctions nécessaires nous ne nous opposerons pas à ce qu'elle soit complétée sur ce point ». Donc, en principe, la Chambre de Commerce de Paris n'est pas hostile à l'adoption de nouvelles mesures renforçant le contrôle, cependant elle devait faire du projet une critique des plus sévères en disant qu'il allait créer de graves entra-

(1) *Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris*, année 1904, n° 49, p. 1180 et suivantes.

ves au fonctionnement normal de l'industrie et établir des mesures d'exception contraires à notre législation.

« D'après le projet, dit M. David Mennet, la non concordance de l'horaire et du travail effectif devient un délit spécial ; elle suffit à obliger le tribunal à condamner le délinquant pour violation de la nouvelle loi, même s'il n'a pas violé la loi de 1892 et sans pouvoir en faire la preuve. Il y a bien là un délit nouveau et une aggravation sensible de la situation des industriels.

« L'Inspecteur n'aura plus besoin de viser dans son procès-verbal l'article 3 de la loi de 1892, qui fixe la durée du travail et constitue la disposition fondamentale de la législation en vigueur, il se bornera à relever l'infraction à l'article 5 de la loi future, relatif à l'observation de l'horaire. Contre cette constatation aucune preuve ne sera admise. Le rôle du tribunal se réduira à enregistrer et à prononcer la condamnation.

« Dans les répressions de droit commun, le Code sépare soigneusement l'action de l'administration et de la police chargées de constater les faits et celle de la magistrature qui apprécie la culpabilité. De même, jusqu'ici, l'Inspection du Travail qui exerce la police des ateliers dressait procès-verbal pour les actes accomplis en violation des lois et règlements, mais c'est aux tribunaux seuls qu'appartenait la mission d'examiner les constats des Inspecteurs, d'entendre la justification des prévenus et de décider s'il avait été commis un délit. Désormais, les procès-verbaux des Inspecteurs établiraient le délit en même temps qu'ils constateraient le fait ; les tribunaux, sans pouvoir entendre aucune explication, ni preuve contraire, n'auraient

qu'à enregistrer les conclusions de l'Inspecteur et à appliquer la peine. C'est cette disposition que nous ne saurions approuver... le nouvel article 5 doit être repoussé comme contraire au principe de la séparation des pouvoirs »).

On a lieu d'être étonné d'un semblable argument. L'Inspecteur doit se borner à dresser procès-verbal pour l'infraction constatée ; ce n'est pas lui qui infligerait la peine prévue par la loi, c'est le tribunal, sur la constatation qu'un fait délictueux s'est produit, le législateur disant explicitement que « tout travailleur occupé en dehors des heures fixées par l'horaire est de plein droit considéré comme employé en violation de la présente loi ». Il n'y a là aucune atteinte à la séparation des pouvoirs et cette objection n'est pas sérieuse. Il y a, du reste, dans la loi de 1892, des dispositions analogues à celle qui est proposée. Le patron dont l'horaire ne concorderait pas avec le travail réel serait puni comme celui qui n'a pas fait afficher l'horaire, ce qui est très naturel.

La Chambre de Commerce déclare ensuite que le texte proposé ne tient pas suffisamment compte des nécessités industrielles et que ses dispositions sont d'une application absolument impraticable. « Il n'y a pas, dit M. David Meunet, d'atelier où il ne se produise très fréquemment des incidents imprévus qui obligent à modifier instantanément l'horaire des ouvriers spéciaux et quelquefois l'horaire général »).

Quatre exemples sont cités, où, suivant le rapporteur, les nouvelles dispositions ne seraient pas applicables (1).

(1) M. Alfassa, dans son rapport (pages 40 et 41) sur le Con-

Premier exemple : « Tous les ouvriers portés sur l'horaire nominatif sont chargés d'un travail spécial nécessaire à la marche générale de l'atelier. Si l'un d'eux vient à manquer (et c'est presque toujours inopinément), il faut désigner de suite un suppléant. Par exemple, le chauffeur, au moment de se mettre au travail, fait dire qu'il est malade : on va réveiller dans le voisinage un ouvrier capable d'allumer les feux, sans pouvoir en aviser l'Inspecteur. Si celui-ci se présente le matin même, il dressera contravention ».

Cet exemple, comme les suivants, du reste, rappelle, a-t-on pu dire, « l'hypothèse d'école » (1) ; car il faut admettre que l'Inspecteur se présente au moment même où l'incident imprévu a lieu, avant qu'on ait eu le temps matériel de remplir les formalités requises. L'industriel devra considérer que l'établissement d'horaires réguliers est d'une importance capitale, et que, dès qu'une modification dans la répartition du travail est prévue, il doit de suite mettre les horaires en concordance avec le travail réel ; le temps nécessaire pour donner l'ordre et pour la rédaction d'une nouvelle affiche, la personne chargée de ce travail devant presque toujours être la même, ne saurait entrer en ligne de compte.

Pour en revenir au premier exemple cité, la solution nous semble facile ; supposons le chauffeur malade, l'ouvrier chargé de le remplacer étant presque toujours connu d'avance, il suffira de prévoir pour lui un

trôle de la durée du travail à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, a réfuté les exemples cités par la Chambre de Commerce de Paris et nous lui avons emprunté en partie les éléments de cette discussion.

(1) Aliassa. *Contrôle de la durée du travail*, p. 39.

horaire nominatif comme chauffeur suppléant ; le décret du 28 mars 1902 autorisant, après avis préalable à l'Inspecteur, une durée supplémentaire d'une heure et demie de travail pour tout ouvrier employé à la conduite des fours, fourneaux, chaudières ; l'ouvrier désigné pourra être employé à un travail quelconque dans les limites de l'horaire général, sans violation de son horaire nominatif.

Deuxième exemple : « On constate dans la matinée qu'une machine s'est dérégulée ; comme la réparation ne peut pas avoir lieu pendant la marche de l'usine, on décide de la faire au moment du repas. Les mécaniciens vont manger pendant le temps du travail et reviennent procéder à la réparation à l'heure ordinaire du repas. L'Inspecteur arrive à ce moment : contravention ».

Il ne semble pas y avoir, dans ce cas, grande difficulté ; pendant que les mécaniciens déjeunent, l'industriel ou son représentant a largement le temps matériel de remplir les formalités complètes avant leur retour ; l'Inspecteur arrivant inopinément ne peut se plaindre de trouver des travailleurs au repos pendant les heures prévues pour le labeur ; il suffira de lui signaler les modifications faites aux horaires.

Troisième exemple : « Dans le cas précédent, on prévoit que la réparation durera une demi-heure de plus que le temps du repas. On prévient les ouvriers qu'ils rentreront une demi-heure plus tard et regagneront le soir le temps perdu. L'Inspecteur voit que le travail continue après l'heure habituelle et vient dresser procès-verbal.

« Des changements semblables peuvent être appor-

tés à l'horaire général sur la demande des ouvriers, toujours présentée au dernier moment, en raison soit d'une fête locale, soit de l'enterrement d'un camarade, soit pour toute autre cause. Dans beaucoup d'usines, au printemps et à l'automne, on suit le lever et le coucher du soleil, afin de ne pas mettre en mouvement l'éclairage électrique pour une durée trop courte ».

De semblables pertes de temps en fait ne se remplacent pas. Pour parer à cet inconvénient, il faudrait une disposition telle que celle adoptée en mars 1904 par le Sénat, autorisant 15 jours par an, la prolongation du travail pendant 2 heures en cas de force majeure dûment constaté ; l'industriel veillerait à n'user de cette dérogation que pour des cas sérieux. Il faut, néanmoins, reconnaître que dans le cas signalé, le projet de loi permettrait difficilement au chef d'établissement de récupérer le temps perdu ; ce peut être regrettable pour l'industriel, et même pour l'ouvrier, dans le cas de travail aux pièces, mais il ne faut pas oublier que l'ouvrier a des devoirs de famille et qu'il est toujours fâcheux de déranger brusquement la distribution de ses heures de travail.

Quant aux objections du deuxième paragraphe, elles ne sont pas sérieuses, les faveurs demandées par les ouvriers sont toujours faites assez à temps pour pouvoir remplir les formalités ; d'autre part, les heures du lever et du coucher du soleil sont connues et l'horaire peut toujours être modifié par l'industriel, préalablement à la mise en service ; le texte du projet ne le dit pas expressément, mais l'exposé des motifs et le rapport de M. Bourguin ne laissent aucun doute à cet égard.

Quatrième exemple : « Les industries des conserves alimentaires, obligées de procéder à leur diverses opérations dès l'arrivée des denrées et sans interruption, ne peuvent jamais être certaines que chaque équipe d'ouvriers commencera et finira le travail à heure fixe. Un retard dans l'arrivée des trains, les quantités plus ou moins grandes de denrées amenées sur le marché, la présence d'un personnel plus ou moins nombreux beaucoup d'ouvrières ne travaillant pas tous les jours), ces causes et d'autres de même nature ne permettent pas d'assigner à l'horaire général une fixité absolue ».

Les industries des conserves alimentaires bénéficient déjà de la faculté du travail de nuit et de prolongations de la durée de travail pendant une importante fraction de l'année ; c'est suffisant pour parer aux causes réelles mais exagérées de l'irrégularité dans la production ; de plus, l'horaire général ne tient pas compte du nombre plus ou moins grand du personnel, tous y sont soumis, à moins d'être visés par une affiche nominative.

Tels sont les cas particuliers signalés par la Chambre de Commerce de Paris ; certes, au début, l'industriel pourra parfois se trouver embarrassé pour rester dans la légalité ; mais il faut que l'Inspecteur du Travail puisse exercer sa surveillance et le patron ne peut être libre de modifier à toute heure de la journée, la répartition du travail de ses ouvriers, même avec durée légale, selon telle ou telle circonstance.

Comme conclusion, M. David Meunet demande, pour remédier aux inconvénients signalés, que les incidents susceptibles de se produire subitement dans une usine soient déterminés et que les cas où l'horaire pour-

rait être modifié sans préavis soient limitativement désignés.

Enfin, la Chambre de Commerce émet l'avis que « le fait de travailler en dehors des heures affichées ne constitue qu'une présomption de faute en laissant à l'industriel le droit et la charge de prouver que la durée du travail n'a pas dépassé les fixations légales ».

Au point de vue juridique, ce serait le renversement de la situation actuelle en matière de preuve. « Alors qu'aujourd'hui, écrit M. Alfassa (1), la violation de l'horaire ne constitue une présomption que pour l'Inspecteur et qu'il lui incombe de prouver que cette présomption est fondée, avec le système proposé, c'est l'industriel qui devrait prouver que, par suite de circonstances spéciales, des interruptions dans le travail en ont réduit la durée de telle sorte que, malgré la prolongation, elle n'a pas dépassé les dix ou douze heures prévues par la loi ». Les tribunaux apprécieraient et, de cette façon, « les industriels ne seraient pas exposés à subir une condamnation pour avoir violé les lois sur la durée du travail, alors qu'ils n'auraient pas commis cette faute » (2).

Nous verrons plus loin que c'est cette solution que, sans succès, M. Paul Beauregard a demandé lors de la discussion à la Chambre. Admettre que le chef d'industrie puisse prouver que la durée légale n'a pas été dépassée, c'est vouloir maintenir le *statu quo* et détruire l'organisme du projet de loi. Les patrons peuvent se ménager la facilité de la preuve en faisant appel aux témoignages des ouvriers et surtout des contre-maîtres, des comptables, des employés qui sont sous

(1) Rapport sur le contrôle de la durée du travail, page 23.

(2) Rapport de M. David Monnet.

leur dépendance ; de plus, à moins que le chef d'industrie ait la légèreté de placer l'heure supplémentaire irrégulière à la fin de la journée, jamais la durée légale du travail n'aura été dépassée ; car, s'il l'a placée au début de la journée, lorsque l'Inspecteur se présentera, la durée légale du travail, en fait, n'aura pas été dépassée, l'industriel n'aura pas la preuve à faire que la durée légale a été dépassée puisqu'évidemment elle n'a pu l'être, et il est inutile d'ajouter que, ce jour-là, la loi sera respectée.

D'autres systèmes de sanctions ont été proposés. Ainsi, on a demandé de rendre l'horaire obligatoire par l'introduction dans l'article 26 ou 27 de la loi de 1892, traitant des pénalités, d'une disposition imposant une amende pour la non-observation de l'horaire, amende assez élevée de façon à ce que cette inobservation ait une sanction réelle (1) ; ce système nous paraît injuste, parce que si l'amende graduée proportionnellement au nombre des individus en contravention est juste, la même amende infligée à une grosse usine et à une petite est injuste ; supposons une amende unique de 100 ou de 500 francs ; ce sera énorme pour un atelier de 4 ou 5 ouvriers et c'est établir un forfait à l'égard des grands établissements ; une semblable amende peut aussi paraître bien forte, pour le cas d'un seul ouvrier pris travaillant en dehors de l'horaire. Les mêmes critiques peuvent être faites à ceux qui veulent considérer l'inobservation de l'horaire comme un obstacle mis à l'accomplissement des devoirs

(1) Proposition de M. Arquembourg à la séance de l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, le 14 juin 1905. Voir discussion de cette séance dans le Rapport de M. Alfassa, page 49.

de l'Inspecteur, avec les pénalités prescrites à l'article 29 de la loi de 1892.

Dans sa séance du 14 juin 1905, l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, a discuté la question du contrôle de la durée du travail. M. Georges Alfassa, favorable au projet de loi, a présenté sur le sujet un remarquable rapport où les critiques de la Chambre de Commerce ont été réfutées point par point.

Cependant, quelques vœux ont été formulés par cette Association. Elle demande tout d'abord plus de précision sur la désignation des établissements visés par l'article 1^{er} du projet, en ajoutant ces mots « et dans ceux soumis au décret-loi du 9 septembre 1848 ».

Ensuite, pour empêcher la substitution de personnes et éviter l'abondance des horaires nominatifs, elle désirerait que l'horaire nominatif ne soit applicable qu'aux ouvriers qui ne sont pas employés à ce que le décret du 28 mars 1902 appelle le travail fondamental de l'établissement ; et que le travail des équipes successives soit indiqué en dehors de l'horaire général par des horaires d'équipe. M. Alfassa pense que pour réprimer les fraudes et le passage d'un même individu dans deux équipes successives, les organisations ouvrières ou les ouvriers aideraient l'Inspecteur en lui faisant connaître les noms de ceux composant la première équipe ; la vérification faite pendant le travail de la seconde ferait aussitôt découvrir les abus.

Enfin, le vœu principal de l'Association est l'adoption, le plus vite possible, du projet de loi, en le complétant au besoin par l'adjonction de la disposition prévue par la proposition de loi Waddington, adoptée

par le Sénat, le 28 mars 1904, pour la nouvelle rédaction de l'article 7 (§ 5) de la loi du 2 novembre 1892.

Il s'agit du remplacement, en cas de dérogations, de la demande d'autorisation par le préavis ; « la nécessité d'attendre la réponse de l'Inspecteur paralyserait tout le jeu des horaires variables, qui sont une des conditions nécessaires du fonctionnement de la loi » (1).

Pratiquement, on pourrait admettre l'envoi à l'Inspecteur d'une sorte de chèque détaché d'un carnet à souche remis chaque année aux industriels par l'Inspection ou timbré par elle. Ce chèque serait envoyé à découvert et ferait foi quant à la date par le cachet de la poste. Chaque feuille du carnet qui en contiendrait 60 ou 90, pourrait se diviser en 3 parties : une, le chèque envoyé à l'Inspecteur ; l'autre, détachée et restant affichée dans l'atelier jusqu'à son remplacement par la suivante ; la troisième, formant le talon et restant entre les mains de l'industriel. De telle sorte que, d'un seul coup d'œil, Inspecteur, ouvriers et patron, pourraient savoir par le numéro du dernier chèque utilisé ou affiché, combien de jours de dérogations sont encore possibles. Et le contrôle serait aisé pour tous (2).

La nécessité de nouvelles dispositions législatives permettant un contrôle efficace est à nouveau rappelée dans le projet de loi du 6 février 1905, portant codification des lois ouvrières (LIVRES I, II, III, IV et V) et dans les rapports de M. Charles Benoist à la Chambre, du 22 février 1905, et de M. Strauss au Sénat, du 6 mars 1906.

(1) Alfassa. *Contrôle de la durée du travail*, p. 46.

(2) Rapport de M. Godart sur le projet de loi relatif à la réglementation du travail, du 21 mars 1907, page 94.

CHAPITRE III

RAPPORTS DE LA COMMISSION DU TRAVAIL

Le 31 janvier 1906, M. Chambon, au nom de la Commission du Travail de la Chambre, a déposé son rapport sur le projet de loi de 1904.

Après avoir rappelé les avis des Syndicats ouvriers, favorables à la nouvelle réglementation et les critiques des Chambres de Commerce, la Commission, rejetant le système de procédure proposé par la Chambre de Commerce de Paris, « sachant, par de trop nombreux exemples, les conditions de partialité qu'offre la preuve par des gens sous la dépendance directe d'une autre, la seule à laquelle on puisse avoir recours, et l'inanité de la répression en pareil cas », a cru cependant sur certains points tenir compte des doléances patronales.

Ainsi, elle admit que la présomption légale cesserait d'avoir son effet « en cas d'accident ou de force majeure » ; en pareil cas, disait le rapporteur, la preuve n'offre pas les difficultés signalées et « l'Inspecteur peut recueillir des témoignages non suspects, tel que celui du médecin qui aura soigné un ouvrier malade qu'on a dû remplacer à la dernière minute, tel également la simple vue des lieux, lorsqu'un accident de machine aura occasionné un arrêt momentané de l'usine ».

Nous admettons bien la possibilité d'une exception en cas d'accident touchant le personnel ou le matériel, à condition qu'il s'agisse d'un accident sérieux, survenant brusquement.

Mais la définition de la force majeure est extrêmement délicate. La force majeure, c'est l'évènement indépendant de la volonté humaine, qui s'impose à elle et qui ne peut être prévu. L'industriel ne pourra-t-il pas être conduit à dire qu'il y a cas de force majeure lorsqu'il recevra une commande très importante et urgente ? On a également parlé de l'enterrement ou du mariage d'un ouvrier, ses camarades ayant l'autorisation d'y assister. On a cité le cas d'un arrêt dans l'arrivée du charbon, « les cas d'une inondation d'une rivière qui déborde, d'une intempérie quelconque, froid ou chaleur excessive, nécessitant une interruption brusque du travail ; ce ne sont pas là des accidents, mais des incidents qui amènent un arrêt dans l'usine et, par conséquent, un arrêt imprévu et involontaire du travail » (1).

Enfin, les cas de force majeure peuvent être nombreux, ils donneront, nous en sommes sûrs, lieu à des discussions entre l'Inspecteur du Travail et l'industriel, ce sera la source de procès et d'interprétations contradictoires.

Disons sur ce point, pour en finir, que la Commission du Travail, sur la proposition du Ministre, averti, le 23 juin 1908, à supprimer les mots « cas de force majeure », en n'admettant l'exception

(1) Paroles de M. Menier à la 1^{re} séance du 25 juin 1908. (*Journal officiel* du 26 juin, page 1354.)

que pour le « cas d'accident survenu dans la journée même, au personnel ou aux installations et exigeant des mesures immédiates » ; mais la Chambre, le 25 juin 1908, rétablit le cas de force majeure.

C'est regrettable, à notre sens, car, laisser à l'industriel la possibilité de faire la preuve à l'aide des témoignages de son personnel, c'est compromettre en partie l'efficacité de la loi nouvelle.

La Commission parlementaire du Travail a également supprimé la nécessité de l'obligation de l'envoi au domicile de l'Inspecteur, des duplicata des affiches nominatives, en décidant qu'il suffirait de les afficher dans les ateliers. On a fait valoir que le travail de paperasserie de l'Inspecteur, déjà si lourd, aurait été inutilement accru et que le temps consacré au classement de ces papiers serait plus utilement donné pour du service extérieur ; on a dit aussi que la poste pouvant parfois être assez éloignée de l'usine, ce serait une gêne sérieuse pour l'industriel ; l'apposition des affiches spéciales dans les locaux où sont employées les personnes non soumises à l'horaire général devant suffisamment permettre à l'Inspecteur de vérifier s'il y a dérogation permise ou non.

Nous pensons que, sur ce point, la concession présente également des dangers. Du moment que l'horaire nominatif ne doit pas être adressé en duplicata à l'Inspecteur, il pourra très bien arriver que le patron ait toutes prêtes des affiches nominatives qu'il n'apposera que lorsqu'il apprendra la visite de l'Inspecteur.

« Par contre, l'attention de la Commission a été attirée sur le fait que, dans certaines industries, telles que celles de travaux à l'aiguille, ou celles qui em-

ploient des moteurs sans bruit, le travail pouvait être impunément continué la nuit sans qu'un contrôle fut possible », en raison de la jurisprudence établie par l'arrêt de la Cour de cassation, du 12 juillet 1902.

Les inconvénients sont encore plus graves pour les ouvriers et orphelinats qui, sous couvert de la charité dissimulent parfois une exploitation condamnable de l'enfance ; ces établissements sont ordinairement entourés de clôture ne permettant pas de voir du dehors ce qui s'y passe, le travail s'y effectue sans bruit ; enfin, les jeunes ouvrières sont généralement logées et nourries, de sorte que les allées et venues du personnel entre l'intérieur et le dehors sont nulles et ne peuvent donner l'éveil au service de l'Inspection.

Pour toutes ces raisons, dès 1902, la Commission supérieure du Travail demandait un texte pour concilier l'inviolabilité du domicile privé avec la nécessité d'assurer efficacement l'interdiction du travail de nuit dans les établissements industriels. La Commission de codification des lois ouvrières avait formé le même vœu, et M. Pic, dans un article de la *Revue d'Economie politique* de 1905, déjà cité, demandait aussi l'insertion dans le projet de loi relatif au contrôle d'une disposition permettant aux inspecteurs d'exercer efficacement leur mission.

C'est pourquoi la Commission du Travail avait inséré dans le texte, la faculté pour les inspecteurs de s'introduire de jour et de nuit dans les établissements industriels.

Cette disposition, cependant conforme au vœu de la Commission supérieure du Travail, a été abandonnée par la suite ; il y a lieu de le regretter. C'est très gêné-

ralement à la fin de la journée que se place la prolongation illégale des heures de travail ; or, pendant une grande partie de l'année, il fait déjà nuit, au sens de l'article 1037 du Code de procédure civile au moment où le travail devrait cesser. La nuit, au point de vue spécial de l'inviolabilité du domicile auquel s'est placée la Cour de cassation, commence à six heures du soir, du 1^{er} octobre au 31 mars et, hors les cas où la lumière, le bruit des machines ou les allées et venues d'ouvriers seront des indices décelant que le travail s'effectue la nuit, les infractions très graves aux règles édictées pour la protection des femmes et des enfants seront, comme par le passé, assurées de l'impunité ; l'Inspecteur ne pouvant pénétrer dans un atelier l'hiver, après six heures, que dans la limite où l'horaire qui lui a été communiqué par l'industriel dépasserait ces six heures (1).

Enfin, pour donner satisfaction au désir exprimé par l'Association pour la protection légale des travailleurs, il fut ajouté à l'article premier, « aux établissements énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 », « ceux soumis à la loi du 9 septembre 1848 », texte qui, plus tard, pour plus de précision, et afin de ne laisser aucun doute sur la portée générale de la loi fut rédigé de la façon suivante :

« Article premier. — Dans les établissements soumis à la réglementation de la durée du travail par le décret-loi du 9 septembre 1848 et la loi du 2 novembre 1892, modifiés l'un et l'autre par la loi du 30 mars 1900, les chefs d'entreprise, directeurs, gérants ou pré-

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail sur l'application de la loi de 1892 en 1902. (*Journal officiel* du 26 septembre 1903, page 5985.)

posés doivent afficher un horaire général fixant d'une manière uniforme les heures extrêmes auxquelles commence et finit le travail, ainsi que les heures et la durée des repos ».

Le projet du Gouvernement, en somme, nous apparaît comme supérieur et plus efficace que celui de la Commission du Travail.

Le rapport de M. Chambon n'ayant pu être discuté au cours de la huitième législature, il fut repris et renvoyé à la Commission du Travail par décision de la Chambre, le 6 juillet 1906.

Le 10 juillet 1906, le Gouvernement déposa un projet de loi relatif à la réglementation du travail. Ce projet, dit l'Exposé des motifs, « réduit au maximum de 10 heures sous réserve de dérogations limitées en nombre, la journée normale de travail de tous les ouvriers adultes dans l'industrie ; il étend la réglementation du travail des enfants et des femmes aux petits métiers de l'alimentation qu'un avis du Conseil d'Etat, en 1894, avait considérés comme étant en dehors de l'industrie proprement dite et qui, cependant, sont des plus pénibles et des plus fatigants ; il apporte une première et prudente limitation au travail des magasins et des bureaux, en spécifiant la durée minima du grand repos ininterrompu accordé aux employés pour réparer leurs forces entre deux journées de travail ; enfin, il tend, par des dispositions accessoires, à rendre plus facile et plus efficace l'application des lois du 2 novembre 1892 et du 30 mars 1900 » (1).

La question du contrôle était donc à nouveau rap-

(1) Projet de loi du 10 juillet 1906, relatif à la réglementation du travail. Exposé des motifs, page 2.

pelée. M. Godart, dans son rapport du 21 mars 1907, sur ce dernier projet, insérait celui de M. Chambon, en insistant sur l'urgence de l'adoption des dispositions relatives au contrôle, conformément aux vœux formulés par plusieurs Commissions départementales, comme celles de Sens, de Castres, de l'Aube, et par plusieurs Unions syndicales, et pour donner une « garantie nécessaire aux industriels consciencieux qui se trouvent en état d'infériorité en observant la loi que leurs concurrents peu scrupuleux s'ingénient à violer ».

Dans ce rapport de M. Godart, certaines aggravations des pénalités étaient prévues, notamment en ce qui concerne les sanctions aux obligations de l'affichage de l'horaire général et des horaires spéciaux.

« La Commission, dit le rapporteur, estime qu'on ne saurait trop sévèrement punir les industriels et commerçants qui essayent de se soustraire à la loi et ce faisant, non seulement privent leurs ouvriers ou leurs employés des garanties qu'elle leur assure, mais encore font à leurs collègues une concurrence déloyale. Il ne faut plus qu'ils trouvent un bénéfice à se mettre volontairement en contravention, des amendes minimales leur laissant une marge de profits trop grande à employer illégalement la main-d'œuvre » (1).

Elle propose donc, à côté des sanctions pécuniaires des sanctions morales, privation de certains titres qui, en matière industrielle et commerciale, ont une valeur très appréciée et font une certaine réclame aux industriels et commerçants, comme la déchéance, en cas

(1) Rapport de M. Godart sur le projet de loi relatif à la réglementation du travail, page 152.

de récidive, pour cinq ans, du droit d'éligibilité au Conseil des Prud'hommes, au Tribunal de Commerce, à la Chambre de Commerce et au Conseil supérieur du Travail, et l'impossibilité pendant le même laps de temps, de recevoir aucune distinction honorifique. Ces sanctions morales ne peuvent que paraître justes. Celui qui a violé la loi ne peut plus avoir l'autorité suffisante pour discuter des intérêts généraux et ne mérite pas une récompense qui doit être décernée aux plus dignes, à ceux qui respectent les lois de leur pays.

Ces pénalités secondaires n'ont pas été visées par le deuxième rapport particulier au contrôle de M. Godart, et il n'en a pas été question au moment de la discussion à la Chambre. Seront-elles reprises lors de la délibération, sans doute encore éloignée, sur le projet relatif à la réglementation du travail ? Nous ne pouvons que le souhaiter. Il nous faut également dire que le projet de loi relatif à la réglementation du travail, du 18 juillet 1906, avait cru suffisant, pour donner satisfaction aux réclamations de bon nombre d'industriels, jugeant le mode de contrôle du projet de 1904 trop compliqué, de proposer comme sanction à l'inobservation de l'horaire, en cas de première infraction, une seule contravention, quelle que soit l'importance du personnel occupé, et en cas de récidive, les peines spéciales applicables au délit d'obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'Inspecteur, c'est-à-dire une amende de 100 à 500 francs. « Le fait d'afficher un horaire inexact et de persister dans cette manière de faire, indiquant bien, en effet, la ferme intention d'entraver le contrôle du service » (1).

(1) Projet de loi du 10 juillet 1906, relatif à la réglementation du travail. Exposé des motifs, page 16.

Nous avons déjà réfuté ce système et nous approuvons la Commission du Travail de l'avoir rejeté. Rappelons aussi que la faculté pour les Inspecteurs de s'introduire la nuit pour visiter les établissements industriels n'a pas reparu dans le nouveau texte de la Commission du Travail ; les motifs de cette suppression, le rapport ne les fait pas connaître ; sans doute, c'est pour donner satisfaction aux protestations patronales.

En effet, la Chambre de Commerce de Paris (1), dans sa séance du 14 novembre 1906, tout en reconnaissant que satisfaction lui avait été accordée sur certains points, s'était, du reste, élevée contre l'addition relative à l'inspection possible, pendant la nuit, en se basant sur l'inviolabilité du domicile, la nuit, édictée par la Constitution de l'an III.

« La loi, dit le rapporteur, M. David Mennet, ne fait pas de distinction, et le domicile d'un industriel est aussi respectable que celui des autres citoyens. On nous fait connaître que les établissements visés sont les ateliers de couture et les ouvroirs. Faut-il, pour atteindre quelques entrepreneurs, placer l'industrie tout entière sous un régime d'exception ?

« A-t-on réfléchi aux conséquences d'une pareille mesure pour les petits industriels ? Combien d'entre eux n'assurent la garde de leurs ateliers que par leur seule présence ou celle d'un unique employé ? Faut-il que la nuit leur porte s'ouvre devant une personne se disant inspecteur du travail, dont on n'aura pas pu constater l'identité avant de la laisser entrer ? S'ils s'absentent, si l'atelier reste seul, l'Inspecteur aura le droit de dresser

(1) *Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris*, année 1906, n° 46, pages 1316 et suivantes.

contravention. Même parmi les personnes spécialement visées, la plupart des petites maisons de couture sont dirigées par des femmes qui habitent seules et le désir légitime de réprimer des infractions que nous condamnons hautement ne saurait faire oublier que beaucoup d'entre elles observent la loi et ont le droit d'être respectées dans leur sécurité et dans leur dignité ».

Ce passage était intéressant à citer, mais il ne nous paraît guère sérieux, l'Inspecteur du Travail ayant assez de bon sens pour ne pas déranger la tranquillité des industriels et froisser leurs susceptibilités sans motifs graves, n'userait de ses droits qu'avec tact et réserve, lorsqu'il aurait recueilli des présomptions suffisantes pour lui faire croire à l'existence d'un travail nocturne.

CHAPITRE IV

DISCUSSION DU PROJET A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Trois rédactions, plus ou moins différentes, furent présentées par la Commission du Travail, les 5, 16 et 23 juin 1908. On y voit paraître et disparaître, l'envoi des duplicata des horaires nominatifs à l'Inspecteur et l'exception à la loi pour cas de force majeure. On a prétendu que c'était la preuve de l'examen consciencieux de la Commission, désireuse de n'apporter aucune entrave et aucune obligation nouvelle à l'industrie, nous pensons qu'il y a là également preuve d'une certaine indécision ; l'envoi à l'Inspecteur d'un exemplaire de tout horaire nominatif ne fut même pas proposé à la Chambre, ni par la Commission, ni sous forme d'amendement ; et l'exception prévue pour cas de force majeure, après une courte discussion, fut acceptée, sans qu'il y ait eu vote, avec consentement de la Commission et du Gouvernement. Ce sont là, nous l'avons déjà dit, deux modifications apportées au projet du 14 juin 1904, qui amortiront très probablement les effets bienfaisants des nouvelles prescriptions.

Après déclaration de l'urgence, l'examen du projet occupa 3 séances : une le 18 juin et deux le 25 juin 1908.

La discussion générale, qui ne dura guère plus d'une heure, donna lieu, de la part de MM. Thierry et Beauregard, à certaines critiques.

M. Thierry reprocha d'avoir détaché les dispositions spéciales présentées, qu'il appelle assez justement « loi de l'horaire » du projet sur la réglementation générale et de morceler ainsi le travail parlementaire. Attendre le vote du projet général c'était remettre à plusieurs années l'adoption des nouvelles mesures de contrôle, nous ne pensons pas que ce fut là l'intention de M. Thierry.

Pour M. Beauregard, « cette toute petite loi aura inévitablement pour effet d'accabler l'industrie française », qui subit déjà une crise grave, puis il s'élève, comme avant lui M. Thierry, contre la sanction proposée : « il y a, dit-il, quelque chose d'énorme à frapper de la même peine ce qui n'est qu'une faute dans une procédure de surveillance organisée par la loi et ce qui est le délit même, violation de la durée du travail, que l'on veut empêcher. Comment, parce qu'une feuille de papier n'aura pas été envoyée à temps, parce que l'Inspecteur ne l'aura pas reçue, alors que, dans un cas de hâte, on s'est trouvé obligé de mettre certains hommes au travail, le fait sera aussi grave que si, frauduleusement, on avait violé les lois qui limitent la durée du travail. C'est monstrueux ! » Et, pour conclure, reprenant la thèse de la Chambre de Commerce de Paris, il se déclare partisan d'une présomption de culpabilité avec admission de la preuve que la durée du travail n'a pas été dépassée.

Nous avons déjà répondu qu'admettre cette théorie, c'est vouloir en fait supprimer l'efficacité du contrôle.

Enfin, à une question de M. Paul Constans, au sujet

du travail de certains ouvriers, comme les ouvriers plombiers et couvresseurs, et comme ceux du livre, qui ont obtenu une durée de travail moindre que la durée légale, le Ministre répondit très justement qu'il ne saurait y avoir contravention lorsque l'on travaille pour ainsi dire dans l'intérieur de l'horaire et que la durée de travail est moindre que celle marquée par cet horaire.

Lors de l'examen de l'article 1^{er}, la Chambre commença par supprimer le mot « industriels », qui était inutile, puisque l'énumération des établissements industriels est donnée par les lois de 1848, 1892, 1900, auxquelles le texte se réfère.

Puis il fut admis, à la suite d'observations faites par M. Beauregard, que « dans le cas où des ateliers du même établissement sont régis les uns par le décret-loi du 9 septembre 1848, et les autres par la loi du 30 mars 1900, les chefs d'établissement ont le droit d'afficher deux horaires généraux respectivement applicables aux deux catégories de locaux ». Car il fut, avec juste raison, reconnu qu'il peut y avoir dans la même usine des ateliers dont chacun comprenne 150 ou 200 ouvriers soumis les uns à la loi de 1848, les autres à la loi de 1900 et qu'on ne peut pas, sans exercer une véritable vexation, imposer à l'industriel l'obligation d'avoir un horaire unique, qui serait applicable à une catégorie d'ateliers et avoir pour l'autre catégorie d'ateliers une multitude d'horaires. Tant que l'unification du travail n'aura pas été adoptée, il faut tenir compte de l'état de fait existant.

Ensuite, M. Emmanuel Brousse fit valoir la difficulté d'établissement d'un horaire général unique pour certaines industries, notamment pour les imprimeries

où des catégories d'ouvriers arrivent à des heures différentes. Les typographes commencent d'abord le travail, puis viennent les clicheurs et en troisième lieu les conducteurs et les margeurs.

Il lui fut répondu (1) que, dans une même industrie, il pouvait se trouver vingt ou trente catégories d'ouvriers et que dans le cas cité le patron imprimeur n'avait qu'à prendre pour horaire général, l'horaire des ouvriers de la catégorie la plus nombreuse, ordinairement les typographes et établir des affiches nominatives pour les autres ; la même affiche particulière pouvant s'appliquer par exemple à tous les clicheurs pourvu qu'il y fût fait mention de leurs noms et de la durée du travail, « de telle heure à telle heure ».

Il ne semble pas qu'il y avait là, pour l'industriel, ni une grande gêne, ni une grave difficulté.

C'était la solution envisagée par M. Bourguin, dans son rapport au nom de la Commission de codification des lois ouvrières lorsqu'il disait :

« Si le travail est organisé par équipes successives, l'horaire général ne peut viser toutes les équipes puisqu'il doit fixer les heures d'une façon uniforme pour tous les travailleurs auxquels il s'applique ; mais il peut s'appliquer à l'une des équipes, les autres devant faire l'objet d'affiches nominatives. L'horaire général peut ne régir qu'une partie du travail de l'établissement, la partie principale ou même la plus faible, au gré de l'industriel ; parmi les différents régimes de travail que le chef d'entreprise établit dans ses ate-

(1) Réponse de M. Fontaine, Directeur du Travail, Commissaire du Gouvernement. (*Journal officiel* du 19 juin 1908, page 1945.)

liers, il choisit comme il l'entend, celui qui doit figurer dans l'horaire général. Il peut même, s'il le préfère, ne dresser aucun horaire général, à la condition de désigner nominativement dans les horaires particuliers tous les travailleurs qu'il emploie ; ce sera le cas dans un grand nombre de petits ateliers et même dans des fabriques importantes où le système des relais est général »).

Néanmoins, la Chambre ayant pris en considération l'amendement de M. Brousse, la disposition suivante dut être ajoutée :

« Dans le cas où les travaux des diverses spécialités professionnelles se commandent de telle façon qu'ils ne puissent commencer et finir aux mêmes heures, ou lorsque le personnel est réparti par postes ou équipes se succédant au même travail, les chefs d'établissement ont le droit d'afficher un horaire général pour chaque spécialité professionnelle et pour chaque poste ou équipe »).

Les spécialités professionnelles très souvent se touchent et si, dans un même local ou dans des locaux voisins, on admet que des horaires différents soient affichés, sans noms d'ouvriers, on peut craindre que des patrons peu scrupuleux fassent passer certains travailleurs tantôt dans un atelier, tantôt dans un autre, et d'une équipe à la seconde.

Cette mesure nouvelle atténue encore la certitude d'un contrôle sérieux de la durée du travail.

Les deux dispositions signalées, qui ont été ajoutées au texte du projet, forment l'article 2 ; l'obligation première de la loi étant d'imposer un horaire général uniforme tel que le prescrit l'article 1 (1).

(1) Voir annexe n° 4. Texte adopté par la Chambre.

Mais c'est au sujet de l'article déclarant que « l'emploi de tout travailleur en dehors des heures fixées par l'horaire général ou par l'horaire spécial le concernant, constitue une contravention », que devait se porter tout l'effort des adversaires de la loi. M. Paul Beauregard aurait voulu faire adopter un amendement ajoutant : « à moins que le chef d'entreprise ne prouve que la durée légale du travail n'a pas été dépassée ». Punir, dit-il, les industriels comme s'ils avaient violé les règles de la durée du travail est une injustice. M. Viviani, Ministre du Travail, déclara avec énergie que l'amendement proposé aurait pour but « de rejeter purement et simplement, non pas la loi dans son texte, mais la loi dans sa vertu, dans sa portée et dans son efficacité, ...il faut que la concordance existe parce que l'horaire est le seul instrument de contrôle qui soit aux mains de l'Inspecteur du Travail », le système proposé par la Commission devant, si la loi est votée, « nous remettre dans l'état où nous étions en 1892, au lendemain de la promulgation de la loi, dans cet état qui n'a rien de révolutionnaire ni d'anormal, puisque, pendant huit ans, industriels et ouvriers se sont parfaitement accordés pour qu'il y ait un horaire et pour que la durée légale de cet horaire concordât avec la durée effective du travail » ; et plus loin : « si l'amendement est accepté il est certain qu'il sera impossible à l'Inspecteur du Travail de pouvoir, en quoi que ce soit, protéger les ouvriers ; il n'y aura plus de contrôle sur la durée du travail. Je dis que les lois votées, les lois de 1848, de 1892, de 1900, qui prévoient la durée du travail, par cela même qu'elles seront dépourvues de sanction, par cela même que l'Inspec-

teur du Travail, qui a qualité pour les faire appliquer, ne pourra pas les faire appliquer, seront autant de lois mortes et vaines que nous aurons inscrites dans le Code du Travail ». Le découragement qui pourrait naître dans la classe ouvrière et son manque de confiance dans le Parlement pour les protéger, seraient justifiés.

Sur les observations élevées de toutes parts, M. Beauregard retira son premier amendement, mais avec l'intention, lors de la discussion de l'article 8, de proposer le troisième système que nous avons signalé, celui d'une contravention unique, pour inexactitude de l'horaire.

Il soumit, alors, avec M. de Castelnau, l'amendement suivant :

« La contravention aux dispositions de la présente loi sera punie des peines édictées par l'article 471 du Code pénal.

« En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 15 à 100 francs ; il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention semblable ».

Pour M. Beauregard, « répéter l'amende autant de fois qu'il se trouve d'ouvriers occupés, contrairement aux prescriptions de l'horaire, c'est énorme ». Il n'est pas concevable, dit-il, que l'on frappe l'inobservation d'une procédure de contrôle exactement comme l'on frappe la contravention, que l'on a pour but, en établissant ce contrôle, de rendre difficile ou du moins, de saisir, et il invoque le projet de loi de M. Doumer-

gue, sur la réglementation du travail, du 10 juillet 1906, qui prévoyait une contravention unique.

M. de Castelnau, après lui, déclara déraisonnable et antijuridique de punir d'une telle peine ce qui n'est peut-être qu'une négligence ou une omission involontaire de la part de l'industriel.

Le Ministre s'éleva avec force contre cette théorie.

« Si vous appliquiez, s'écria-t-il, une contravention unique, vous attacheriez à cette loi une sanction dérisoire. Le grand industriel qui aurait de 1 à 5 francs d'amende parce qu'il aurait fait travailler 500 ou 1.000 ouvriers en dehors de l'heure, qui, en cas de récidive, aurait, même si le juge allait jusqu'au maximum, 100 francs d'amende, s'abonnerait très volontiers à ce taux de 100 francs par an, avec la liberté de réaliser par la violation de la loi, des profits illicites ».

Du reste, qu'est-ce que l'article 471 du Code pénal ? Quelles contraventions prévoit-il ? Des contraventions vénielles, comme le fait de violer la défense de tirer, en certains lieux, des pièces d'artifice, comme celui d'exposer sur les fenêtres des pots de fleurs ou des choses de nature à nuire par leur chute, ou par des exhalaisons insalubres, comme celui de ne pas ramoner sa cheminée et de rapiner une grappe de raisin ou un fruit, en tout, 15 faits délictueux de ce genre.

Et c'est à ces délits bénins que MM. Beauregard et de Castelnau veulent assimiler le fait si grave dans l'ordre moral et social, de faire travailler, en pleine connaissance de cause, contrairement à la loi, des ouvriers, des femmes et des enfants en nombre quelconque.

C'est, de plus, accabler au profit de la grande industrie, la petite industrie, la peine devant être la même

s'il s'agit d'un atelier ayant 3 ou 4 ouvriers ou d'un autre occupant 500 ouvriers, 500 enfants en dehors de la durée légale. Multiplier l'amende par le nombre des travailleurs ayant donné lieu à la contravention, c'est à notre avis sauvegarder l'esprit de justice.

L'amendement de MM. Beauregard et de Castelnau fut heureusement repoussé, et le texte suivant fut adopté :

« Sont applicables aux contraventions visées par la présente loi et par les règlements d'administration publique qu'elle prévoit, les dispositions des articles 20, 21, 26, 27 et 28 de la loi du 2 novembre 1892 ».

L'article 20 concerne les droits de visite des Inspecteurs, la force probante et l'envoi en double exemplaire de procès-verbaux de ces fonctionnaires.

L'article 21 a trait à la mission des Inspecteurs d'établir une statistique des conditions du travail industriel.

L'article 26 déclare que l'amende de 5 à 15 francs sera appliquée autant de fois qu'il y a de personnes employées dans les conditions contraires à la loi.

L'article 27 vise la récidive, « le contrevenant devant être poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 fr.

Enfin, l'article 28 prononce, en cas de condamnation, l'affichage du jugement et des insertions dans les journaux ; le nombre des affiches étant fixé par les tribunaux. M. Thierry s'était élevé contre cette sanction de l'article 28 qu'il jugeait trop sévère et trop blessante pour une simple irrégularité d'horaire.

Disons, pour en terminer avec la discussion à la Chambre, que deux modérations avaient été, au dernier

moment, acceptées par la Commission du Travail et qu'elles furent ratifiées en séance.

La première, portant que, en dehors des mines, minières et carrières, « les dispositions relatives aux horaires ne sont pas applicables non plus aux travaux exécutés par postes ou équipes successives dans les usines à feu continu ou à marche nécessairement continue, ni aux travaux qui ne peuvent être ou commencés ou interrompus à heure fixe. La nomenclature des établissements ou travaux est donnée par un règlement d'administration publique qui prescrit les moyens de contrôle ».

C'est mettre en dehors de la loi un grand nombre d'établissements et c'est un recul sur la législation de 1892.

La deuxième, décidant que « l'article 463 du Code pénal sera applicable même en dehors du cas de récidive ». Cet article vise les circonstances atténuantes et a pour but de diminuer le chiffre de l'amende. Les tribunaux devraient l'appliquer lorsqu'un industriel pourra démontrer que, malgré toutes les précautions, il n'y a eu de sa part aucune erreur de mauvaise foi et qu'il a violé l'horaire sans le vouloir, la durée légale du travail, bien entendu, n'étant pas dépassée. Mais le texte ne prescrit pas les cas où les circonstances atténuantes pourront être accordées et il est à craindre que les tribunaux les donnent immodérément.

En résumé, le texte adopté par la Chambre est plus modéré que le premier texte de la Commission du Travail et, à plus forte raison, que celui du projet de loi du 14 juin 1904.

Nous regrettons la tolérance dans certaines industries

de l'établissement de plusieurs horaires généraux, les exceptions prévues pour cas de force majeure, celles pour certains travaux exécutés dans les usines à feu continu ou qui ne peuvent être commencés ou interrompus à heure fixe, la possibilité des circonstances atténuantes et la suppression de l'envoi à l'Inspecteur du duplicata des horaires spéciaux.

Du texte il ressort que des industriels peuvent, s'ils le désirent, n'avoir aucun horaire général à la condition de désigner nominativement dans des horaires particuliers tous leurs ouvriers; dans ce cas, l'Inspecteur ne recevra aucun avis sur la répartition des heures de travail et des repos et le contrôle sera plus difficile ; c'est regrettable !

Nous aurions été également satisfait de l'adoption d'une disposition permettant aux Inspecteurs de pénétrer la nuit dans les ateliers.

Quoiqu'il en soit, malgré son manque de perfection, ce texte donnera aux Inspecteurs les moyens de faire, le plus souvent, respecter la loi, et nous pensons qu'il serait préférable que le Sénat l'adopte tel qu'il est plutôt que de l'amender et de remettre à une date lointaine la possibilité pour le service de l'Inspection d'accomplir utilement sa mission.

Déposé au Sénat, le 7 juillet 1908, le projet est soumis à une Commission de 9 membres nommée le 20 octobre 1908, et depuis plus de 10 mois qu'elle en est saisie, aucun rapport n'a été imprimé.

Ce n'est guère, semble-t-il, vouloir hâter le vote de dispositions qui sont, sans aucun doute, des plus urgentes.

CONCLUSION

Les lois qui protègent la durée du travail des enfants, des femmes et même des hommes adultes, les lois de 1848, de 1892 et de 1900, ne pourront recevoir leur application entière que lorsque les inspecteurs auront en mains les moyens de contrôle suffisants pour empêcher et réprimer les fraudes.

Le législateur doit se garder de voter des lois sociales, tout en refusant de les faire respecter. « Ce sont là des procédés de surenchère que nous réprouvons absolument, ils laisseraient croire aux ouvriers que les lois de protection sont purement décoratives, tandis que celles qui peuvent les frapper leur sont durement appliquées » (1).

Comme a pu le dire M. Millerand, « il n'y a pas de politique plus dangereuse que celle qui consiste à faire croire aux ouvriers, aux employés, aux travailleurs de toute catégorie qu'on leur assure une protection, en l'inscrivant dans la loi, sans la réaliser dans les faits. Cette politique des illusions conduit nécessairement aux déceptions, et de la déception à la violence, il n'y a qu'un pas, hélas ! trop aisé à franchir. Evitons les déceptions si nous voulons éviter les violences » (2).

(1) Conseil supérieur du Travail, 1906. Rapport de M. Bourdèron, page 5.

(2) Discours de M. Millerand, 1^{re} séance du 18 juin 1908, à la Chambre des députés.

L'adoption du projet de loi relatif au contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels apparaît donc, comme des plus urgents ; depuis plus de cinq ans, il est sur le chantier parlementaire, la neuvième législature approche de sa fin et nous serions satisfaits de voir le Sénat l'examiner le plus tôt possible, afin que la loi puisse être promulguée avant le renouvellement de la Chambre. Les réclamations des syndicats ouvriers, les vœux depuis longtemps répétés des Inspecteurs du Travail, de la Commission supérieure du Travail, de nombreuses Commissions départementales et des industriels respectueux de la loi, lésés par leurs concurrents peu scrupuleux font un devoir au Gouvernement et à la Haute Assemblée de veiller à ce que les dispositions adoptées à la Chambre soient dans un bref délai rapportées et discutées.

Les mesures de contrôle nouvelles sont indispensables, elles ne doivent apporter aucune entrave au développement ou à la prospérité de l'industrie ; mais il ne faut pas que des pénalités trop faibles soient une véritable prime à la violation des lois du travail, car on ne doit pas oublier que ce sont des lois qui sauvegardent la santé et la vie des travailleurs.

M. Jay rappelait un jour (1) que la loi du 11 juillet 1906, qui protège les conserves de sardines, de légumes et de prunes, édicte des pénalités plus fortes que celles qui sanctionnent les lois ouvrières. En 1905, pour un total de 25.599 contraventions constatées, le chiffre des amendes n'a été que de 93.416 francs, ce qui, en moyenne, donne 3 fr. 65 par contravention (2).

(1) Conseil supérieur du Travail, 1906, page 191.

(2) Petit. *Réforme de l'Inspection du Travail*, pages 52-53.

On s'est plaint aussi que l'amnistie vienne trop souvent faire classer les procès-verbaux des Inspecteurs.

Les sanctions proposées dans le texte adopté à la Chambre, si rigoureuses qu'elles puissent paraître, sont nécessaires. Constitue une contravention l'emploi de tout travailleur en dehors de l'horaire, cela veut dire que, lorsqu'il y aura un travailleur occupé en dehors des conditions de la loi, il y aura une contravention ; lorsqu'il y aura deux travailleurs, il y aura deux contraventions ; lorsqu'il y en aura dix, il y aura dix contraventions, et ainsi de suite. C'est l'assimilation d'un délit en lui-même léger, inexactitude d'horaire à un délit beaucoup plus grave, dépassement de la journée légale du travail ; si, entre ces deux faits, il n'y a plus de distinction, c'est que, presque toujours, le premier délit cache le second et que c'est le seul moyen de faire respecter la loi.

Le texte soumis au Sénat n'est pas parfait, néanmoins, dans son principe et dans son ensemble, il donnera satisfaction aux Inspecteurs du Travail, et en raison de l'urgence nous formons le vœu de voir le Sénat l'adopter sans modification. « Il est temps, a-t-on pu dire, de mettre fin au spectacle démoralisant d'Inspecteurs s'acharnant à la vaine poursuite de contraventions aussi certaines qu'insaisissables » (1).

En attendant pour tous les ouvriers l'unification du travail de dix heures, qui peut, selon nous, être accordée sans compromettre les intérêts de la production nationale, « toutes les réductions de la journée de travail ayant rendu les nations qui les avaient adoptées,

(1) Petit. *Réforme de l'Inspection du Travail*, p. 53.

plus saines, plus riches et plus sages » (1), et en souhaitant de voir le service de l'Inspection renforcé, soit par l'accroissement du nombre des fonctionnaires soit par des Commissions locales, dont les membres auraient droit de visite dans les ateliers, nous pensons que l'adoption des mesures de contrôle améliorerait grandement notre législation ouvrière.

C'est une œuvre qui s'impose pour notre bon renom de logique et de clarté et pour le grand avantage des ouvriers et des patrons respectueux de la loi, dont les intérêts sont étroitement solidaires.

(1) John Rae. *La journée de huit heures.*

ANNEXES

Nous croyons bon, pour permettre de suivre plus utilement notre discussion, d'insérer en Annexes les textes du projet de loi du 14 juin 1904, de la Commission du Travail et du projet adopté par la Chambre, le 25 juin 1908.

ANNEXE I

Terte du projet de loi du 14 juin 1904 (1)

ARTICLE PREMIER. — Dans les établissements énumérés à l'article premier de la loi du 2 novembre 1892, les chefs d'entreprise, directeurs ou gérants, doivent afficher un horaire général fixant, d'une manière uniforme pour tous les ouvriers qui ne sont pas visés par les affiches nominatives ci-dessous prévues, les heures extrêmes auxquelles commence et finit le travail, ainsi que les heures et la durée des repos.

ART. 2. — Le temps compris par l'horaire général entre les heures extrêmes du commencement et de la fin du travail, déduction faite de la durée des repos qui y sont indiqués, doit être de dix heures au maxi-

(1) *Impressions de la Chambre des députés*, n° 1761, 8^e législature.

mum lorsque l'horaire général s'applique à des femmes ou à des enfants, et de douze heures lorsqu'il s'applique exclusivement à des hommes adultes.

Ce temps est augmenté des heures supplémentaires, dans les cas où l'industriel, en vertu de dérogations prévues par la loi, est autorisé à prolonger la durée du travail prévu au présent article.

ART. 3. — Pour toutes les personnes dont les travaux ne sont pas soumis à l'horaire général établi conformément aux prescriptions ci-dessus, une ou plusieurs affiches les concernant doivent indiquer, pour chacune d'elles, avec ses heures de travail et de repos, ses nom, âge, sexe, le service auquel elle est employée et son lieu de travail.

ART. 4. — Un duplicata de l'horaire général et des autres affiches prévues par la présente loi doit être envoyé à l'Inspecteur départemental du Travail avant leur mise en service.

ART. 5. — Tout travailleur occupé en dehors des heures fixées par l'horaire général ou par une affiche le concernant nominativement, est de plein droit considéré comme employé en violation des dispositions de la présente loi. Il en est de même à défaut d'horaire général, pour tout travailleur employé dans l'établissement sans être porté sur une affiche nominative.

ART. 6. — En ce qui concerne les mines, minières et carrières, les prescriptions établies par la présente loi sont remplacées par des moyens de contrôle que détermine un règlement d'administration publique.

ART. 7. — Les Inspecteurs du Travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi.

Sont applicables aux contraventions visées par la présente loi, les dispositions des articles 20, 21, 26, 27 et 28 de la loi du 2 novembre 1892.

ART. 8. — L'article 11, § 2, de la loi du 2 novembre 1892 est abrogé.

ANNEXE N° 2

Texte proposé par la Commission du Travail
Rapport de M. Chambon, du 31 janvier 1906 (1)

ARTICLE PREMIER. — Dans les établissements énumérés à l'article premier de la loi du 2 novembre 1892 et dans ceux soumis à la loi du 9 septembre 1848, les chefs d'entreprise, directeurs ou gérants doivent afficher un horaire général fixant, d'une manière uniforme pour tous les ouvriers qui ne sont pas visés par les affiches nominatives ci-dessous prévues, les heures extrêmes auxquelles commence et finit le travail, ainsi que les heures et la durée des repos.

ART. 2. — Le temps compris par l'horaire général entre les heures extrêmes du commencement et de la fin du travail, déduction faite de la durée des repos qui y sont indiqués, doit être de dix heures au maximum lorsque l'horaire général s'applique à des femmes ou à des enfants, et de douze heures lorsqu'il s'applique exclusivement à des hommes adultes.

Ce temps est augmenté des heures supplémentaires, dans les cas où l'industriel, en vertu de déroga-

(1) *Impressions de la Chambre des députés*, n° 220, 9^e législature.

tions prévues par la loi, est autorisé à prolonger la durée du travail prévu au présent article.

ART. 3. — Pour toutes les personnes dont les travaux ne sont pas soumis à l'horaire général établi conformément aux prescriptions ci-dessus, une ou plusieurs affiches les concernant doivent indiquer, dans les locaux où elles sont employées et pour chacune d'elles, avec ses heures de travail et de repos, ses nom, âge, sexe, le service auquel elle est employée et son lieu de travail.

ART. 4. — Un duplicata de l'horaire général doit être envoyé à l'Inspecteur départemental du Travail avant sa mise en service.

ART. 5. — Tout travailleur occupé en dehors des heures fixées par l'horaire général ou une affiche le concernant nominativement, est de plein droit considéré comme employé en violation des dispositions de la présente loi. Il en est de même, à défaut d'horaire général, pour tout travailleur employé dans l'établissement sans être porté sur une affiche nominative ; le tout, sauf le cas d'accident ou autre cas de force majeure.

ART. 6. — En ce qui concerne les mines, minières et carrières, les prescriptions établies par la présente loi sont remplacées par des moyens de contrôle que détermine un règlement d'administration publique.

ART. 7. — Les Inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi. A cet effet, ils ont entrée de jour et de nuit dans les établissements visés à l'article premier pour procéder à la surveillance et aux enquêtes dont ils sont chargés.

Sont applicables aux contraventions visées par la

présente loi, les dispositions des articles 20, 21, 26, 27 et 28 de la loi du 2 novembre 1892.

ART. 8. — Sont abrogés les articles 4 et 5 du décret-loi du 9 septembre 1848, et l'article 11, § 2 de la loi du 2 novembre 1892.

ANNEXE N° 3

Rédaction de la Commission du Travail du 16 juin 1908.

Rapport de M. Justin Godart (1).

La Commission du Travail, au cours de la neuvième législature, dans les rapports de M. Justin Godart, sur le projet de loi relatif à la réglementation du travail, a présenté 4 textes légèrement différents, les 21 mars 1907, 5 juin 1908, 16 juin 1908 et 23 juin 1908.

Seule la rédaction suivante du 16 juin 1908, déposée (2) la veille de la discussion en séance, présente un réel intérêt.

ARTICLE PREMIER. — Dans les établissements industriels soumis à la réglementation de la durée du travail, par le décret-loi du 9 septembre 1848 et la loi du 2 novembre 1892, modifiés l'un et l'autre par la loi du 30 mars 1900, les chefs d'entreprise, directeurs, gérants ou préposés, doivent afficher un horaire général, fixant d'une manière uniforme les heures ex-

(1) *Impressions de la Chambre des Députés*, n° 1767 (Annexe), 9^e législature.

(2) Voir *Impressions de la Chambre des députés*, nos 876, 1767 et annexes 1 et 2.

trèmes auxquelles commence et finit le travail ainsi que les heures et la durée du repos.

ART. 2. — Pour toutes les personnes dont les travaux ne sont pas soumis à l'horaire général, une ou plusieurs affiches spéciales doivent indiquer pour chacune d'elles, avec ses heures de travail et de repos, ses nom, âge, sexe, le service auquel elle est employée et le lieu où elle travaille.

ART. 3. — Un duplicata de l'horaire général et des horaires spéciaux doit être envoyé à l'Inspecteur du Travail de la circonscription avant leur mise en service.

ART. 4. — Constitue une contravention l'emploi de tout travailleur en dehors des heures fixées par l'horaire général ou par l'horaire spécial le concernant.

Il en est de même à défaut d'horaire général pour tout travailleur employé dans l'établissement sans être porté sur une affiche nominative. Le tout sauf le cas de dérogations légales, d'accident ou de force majeure.

ART. 5. — Ces prescriptions ne sont pas applicables aux mines, minières et carrières. Un règlement d'administration publique détermine les moyens de contrôle qui y sont organisés. Elles ne sont pas applicables non plus aux travaux exécutés par postes ou équipes successives dans les usines à feu continu ou à marche nécessairement continue, ni aux travaux qui ne peuvent être interrompus à heure fixe. La nomenclature de ces établissements et travaux est donnée par un règlement d'administration publique, qui prescrit les moyens de contrôle.

ART. 6. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi.

Sont applicables aux contraventions visées par la présente loi les dispositions des articles 20, 21, 26, 27 et 28 de la loi du 2 novembre 1892.

La présente loi entrera en vigueur un mois à dater du jour de sa promulgation.

Signalons seulement que, dans son texte du 23 juin 1908, la Commission du Travail avait supprimé l'envoi des horaires spéciaux aux Inspecteurs du Travail et que, sur la demande du Gouvernement, l'exception pour cas de force majeure n'était pas maintenue. Il était dit, seulement, que « les dispositions (constitue une contravention..., etc.) ne sont pas applicables au cas d'accident survenu dans la journée même au personnel ou aux installations et exigeant des mesures immédiates ».

ANNEXE N° 4

Texte du projet de loi relatif à la réglementation du travail, en ce qui concerne le contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels, adopté par la Chambre des Députés, le 25 juin 1908.

ARTICLE PREMIER. — Dans les établissements soumis à la réglementation de la durée du travail par le décret-loi du 9 septembre 1848 et la loi du 2 novembre 1892, modifiés l'un et l'autre par la loi du 30 mars 1900, les chefs d'entreprise, directeurs, gérants ou préposés doivent afficher un horaire général fixant d'une manière uniforme les heures extrêmes

auxquelles commence et finit le travail, ainsi que les heures et la durée des repos.

ART. 2. — Dans le cas où des ateliers du même établissement sont régis les uns par le décret-loi du 9 septembre 1848 et les autres par la loi du 30 mars 1900, les chefs d'établissement ont le droit d'afficher deux horaires généraux respectivement applicables aux deux catégories de locaux.

Dans le cas où les travaux des diverses spécialités professionnelles se commandent de telle façon qu'ils ne puissent commencer et finir aux mêmes heures, ou lorsque le personnel est réparti par postes ou équipes se succédant au même travail, les chefs d'établissement ont le droit d'afficher un horaire général pour chaque spécialité professionnelle et pour chaque poste ou équipe.

ART. 3. — Pour toutes les personnes, groupées ou non en vue d'un travail déterminé, dont les travaux ne sont pas soumis à un horaire général, une ou plusieurs affiches spéciales doivent indiquer, avec les noms et les prénoms de chacune d'elles, ses heures de travail et de repos, le service auquel elle est employée et l'atelier ou le chantier où elle travaille.

ART. 4. — Sur tout horaire, le temps compris entre les heures du commencement et de la fin du travail, déduction faite de la durée des repos qui y sont indiqués, ne doit pas dépasser la limite légale du travail du personnel auquel il s'applique.

Ce temps est augmenté des heures supplémentaires dans les cas et pour les jours où le chef d'établissement, en vertu de dérogations prévues par la loi, est

autorisé à prolonger la durée du travail au-delà de la limite légale.

Les horaires doivent être établis également en conformité des autres dispositions légales relatives à l'organisation du travail.

ART. 5. — Un duplicata des horaires généraux doit être envoyé à l'Inspecteur du Travail dès leur mise en service.

Les avis de dérogation restent soumis aux lois et décrets les concernant.

ART. 6. — Constitue une contravention l'emploi de tout travailleur en dehors des heures fixées par l'horaire général ou par l'horaire spécial le concernant.

Constitue également une contravention l'emploi, en l'absence d'horaire général, de tout travailleur occupé dans l'établissement sans être porté sur une affiche nominative. Les dispositions du présent article ne sont applicables au cas d'accident ou de force majeure.

ART. 7. — Les prescriptions relatives aux horaires ne sont pas obligatoires pour les mines, minières et carrières. Un règlement d'administration publique détermine les moyens de contrôle qui y sont organisés.

Elles ne sont pas applicables non plus aux travaux exécutés par postes ou équipes successives dans les usines à feu continu ou à marche nécessairement continue, ni aux travaux qui ne peuvent être ou commencés ou interrompus à heure fixe. La nomenclature de ces établissements et travaux est donnée par un règlement d'administration publique qui prescrit les moyens de contrôle.

ART. 8. — Les Inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi.

Sont applicables aux contraventions visées par la présente loi et par les règlements d'administration publique qu'elle prévoit, les dispositions des articles 20, 21, 26, 27 et 28 de la loi du 2 novembre 1892.

Toutefois, l'article 463 du Code pénal sera applicable même en dehors du cas de récidive.

ART. 9. — La présente loi n'entrera en vigueur qu'un mois après la publication au *Journal officiel* des règlements d'administration publique prévus à l'article 7.

VU :

Le Président de la thèse,

RAOUL JAY.

VU :

Pour le Doyen,

L'assesseur,

P. CAUWES.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

ALFASSA. — Le Contrôle de la durée du travail, 1905. (Rapport à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs).

BOUQUET. — La Réglementation du travail.

BOURDERON. — Rapport au Conseil supérieur du Travail sur la réorganisation du service de l'inspection, 1906.

BOURGUIN. — Rapport à la Commission extra-parlementaire de codification des lois ouvrières sur le titre II du Code du Travail.

BRY (G.). — Cours de législation industrielle.

CHAMBON. — Rapport à la Chambre des députés, du 31 janvier 1906, sur le projet de loi relatif au contrôle de la durée du travail.

COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL. (Rapports au Président de la République sur l'application de la loi du 2 novembre 1892, pour les années 1900 à 1908).

COURCELLE — Traité de législation ouvrière.

DAVID MENNET. — Rapport à la Chambre de Commerce de Paris, sur le projet de loi relatif au contrôle de la durée de travail. (Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris, 1904, n° 49, et 1906, n° 46.)

DALLOZ. — Jurisprudence.

DUBIEF. — Rapports à la Chambre des députés des 11 décembre 1899 et 27 mars 1900. (Impressions parlementaires, n°s 1273-1554.)

FAGNOT, MILLERAND et SROHL. — La durée légale du travail. Des modifications à apporter à la loi de 1900. (Rapport à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs.)

GODART. — Rapport à la Chambre des Députés, du 21 mars 1907, sur le projet de loi relatif à la réglementation du travail. (Impressions parlementaires, n° 876).

GRILLET. — Réglementation du travail dans les établissements industriels, 1906.

INSPECTION DU TRAVAIL. (Bulletin des dernières années).

JAY. — La protection légale des travailleurs 1904. La limitation légale de la journée de travail en France, 1906. (Rapport à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs.)

Cours à la Faculté de Droit de Paris, 1905-1906, sur la limitation légale de la durée du travail.

JANET. — Rapport à la Chambre, du 18 mars 1907, sur la proposition de loi de M. Basly, tendant à réduire à huit heures au maximum, la journée de travail dans les mines. (Impressions parlementaires, n° 850).

LAVY. — L'œuvre de Millerand.

LEMIRE (Abbé). — La Réglementation de la durée du travail dans les mines. (Rapport à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs.)

MESNARD et LENOURY. — Commentaire des lois sur la protection du travail industriel au courant de la jurisprudence, 1904.

NOEL. — La limitation des heures de travail, 1907.

OFFICE DU TRAVAIL. (Bulletin des dernières années).

OFFICE INTERNATIONAL DU TRAVAIL. (Bulletin des dernières années).

PETIT (Eugène). — La Réforme de l'Inspection du Travail en France, 1909. (Rapport à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs.)

PIC. — Traité de législation industrielle.

Contrôle de la durée du travail. (Revue d'économie politique, 1905, tome XIX.)

PUECH. — Rapport du 11 juillet 1907, à la Chambre, sur le Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociales Exercice 1908. (Impressions parlementaires, n° 1241).

RAË (John). — La journée de huit heures.

SIREY. — Jurisprudence.

WADDINGTON. — Rapport à la Chambre du 13 décembre 1887 sur le projet de loi portant réglementation du travail des enfants, des filles mineures et des femmes. (Impressions parlementaires, n° 2204)

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.	I
-----------------------	---

PREMIERE PARTIE

Limitation légale de la journée de travail
Moyens de contrôle de la durée légale du travail.

CHAPITRE PREMIER. — Attributions des Inspecteurs du Travail.	13
CHAPITRE II. — Nombre des Etablissements soumis à l'Inspection du Travail	17
CHAPITRE III. — Insuffisance du personnel de l'Inspection du Travail.	20
CHAPITRE IV. — Etablissements pour lesquels existe une limitation légale de la journée de travail.	25
§ I. — Etablissements soumis à la loi du 9 septembre 1848.	26
§ II. — Etablissements soumis à la loi du 2 novembre 1892.	28
§ III. — Dérogations à la durée du travail.	32
§ IV. — Réglementation du travail dans les mines.	35
§ V. — Réglementation du travail des agents des chemins de fer.	43
CHAPITRE V. — Les moyens de contrôle de la durée du travail. Affichage de l'horaire.	47
CHAPITRE VI. — Abondance des affiches dans les ateliers.	75

DEUXIEME PARTIE

Arrêts de la Cour de Cassation enlevant toute sanction à l'obligation de l'affichage de l'horaire du travail.

CHAPITRE PREMIER. — Arrêts des 30 novembre et 28 décembre 1901	81
--	----

CHAPITRE II. — Arrêt du 27 avril 1900.	96
CHAPITRE III. — Arrêt du 6 mai 1904.	102

TROISIEME PARTIE

Le contrôle de la durée du travail dans les législations étrangères.

I. — Angleterre.	119
II. — Suisse.	121
III. — Autriche.	124
IV. — Allemagne.	125

QUATRIEME PARTIE

*Efforts du législateur français tendant à renforcer
les moyens de contrôle.*

CHAPITRE PREMIER. — Projet de loi du 14 juin 1904. . .	133
CHAPITRE II. — Critiques faites au projet de loi. . .	146
CHAPITRE III. — Rapports de la Commission du Travail de la Chambre.	159
CHAPITRE IV. — Discussion du projet à la Chambre des députés.	169
CONCLUSION	180

ANNEXES

Texte du projet de loi du 14 juin 1904.	184
Texte de la Commission du Travail du 31 janvier 1906. (Rapport de M. Chambon.).	186
Texte de la Commission du Travail du 16 juin 1908. (Rapport de M. Godart.)	188
Texte du projet adopté par la Chambre, le 25 juin 1908.	190

